

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL
DU 11 SEPTEMBRE 2014
PROCES-VERBAAL VAN DE GEMEENTERAADSZITTING
VAN 11 SEPTEMBRE 2014

Etaient présents/Waren aanwezig : M./de h. De Decker, Bourgmestre-Président/Burgemeester-voorzitter;

MM./de hh. Cools, Dillières, Sax, Mmes/Mevr. Maison, Gol-Lescot, M./de h. Biermann, Mme/Mevr. Roba-Rabier, échevins, schepenen;

Mmes/Mevr. Gustot, Dupuis, M./de h. Martroye de Joly, Mmes/Mevr. Fraiteur, Verstraeten, M./de h. Wyngaard, Mme/Mevr. Fremault, MM./de hh. De Bock, Vanraes, Mme/Mevr. François, M./de h. Toussaint, Mmes/Mevr. de T'Serclaes, Bakkali, MM./de hh. Desmet, Hayette, Mmes/Mevr. Francken, Delvoye, M./de h. Reynders, Mme/Mevr. Van Offelen, MM./de hh. Bruylant, Cornelis, Cadranel, Hublet, Zygas, Mme/Mevr. Baumerder, M./de h. Minet, Mmes/Mevr. Ledan, Charles-Duplat, Margaux, conseillers, gemeenteraadsleden;

M. Parmentier, secrétaire communal f.f., wnd. Gemeentesecretaris.

Se sont fait excuser/hebben zich verontschuldigd : Mmes/Mevr. Delwart, Culer, De Brouwer, Zawadzka.

- La séance est ouverte à 20h12 -
- De zitting begint om 20u12 -

A. Eloges funèbres.

A. Lijkredes.

M. le Président/de h. Voorzitter prononce l'éloge funèbre de M. Marc Wagemans, conseiller communal, décédé le 28 juillet 2014 :

"Chers Collègues,

C'est avec une très grande émotion que nous avons appris, voici quelques semaines, la mort inopinée de notre ami et collègue Marc Wagemans, ancien Bâtonnier de l'Ordre français des Avocats du Barreau de Bruxelles.

J'eus le plaisir de fort bien le connaître, ayant été son contemporain sur les bancs de l'université, et nous étions très proches.

Marc Wagemans était une personnalité très forte et un ami chaleureux. Il était et voulait être le meilleur en tout et il y parvenait presque toujours.

Ancien champion de Belgique junior en escrime, il fit de brillantes études de droit. Il décrocha les titres de docteur en droit avec la plus grande distinction, licencié en droit économique, licencié en droit maritime et aérien et master of laws de l'Université de Harvard.

Il devint immédiatement l'assistant du Professeur Pierre Van Ommeslaghe.

Précoce en tout, il devint avocat à 22 ans après avoir été le premier administrateur étudiant de l'Université Libre de Bruxelles (U.L.B.). Il fit une magnifique carrière, essentiellement au cabinet "Simont, Gutt et Simont", qui devint plus tard le cabinet "Stibbe".

Nous fûmes élus ensemble commissaires de la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles, dont il devint le président plus tard, durant les années judiciaires 1985-1986.

A l'issue de ce mandat, qu'il remplit très brillamment, il fut élu membre du Conseil de l'Ordre des Avocats et s'intéressa en particulier aux questions de déontologie, ce qui l'amena à rédiger le "Recueil des règles professionnelles", œuvre de référence importante pour tous les avocats de notre pays.

Tout naturellement, il fut choisi comme Bâtonnier de l'Ordre, fonction qu'il a remplie avec beaucoup de rigueur et avec la volonté déterminée de moderniser la profession.

Cette haute fonction l'a, à mon sens, un peu transformé...car cet homme exigeant, allergique à la médiocrité, qui n'aimait pas les compromis, s'humanisa profondément en étant confronté chaque jour aux drames humains dont les bâtonniers sont souvent les témoins.

Il se spécialisa en médiation et aimait mener une négociation de manière à aboutir un accord très solide.

Mais Marc Wagemans aimait profondément la vie et comptait de nombreux amis auxquels il témoignait sans cesse une très grande fidélité.

Il laisse quatre enfants et une compagne éplorés, auxquels, en votre nom, j'ai adressé nos plus sincères condoléances."

Mme Fraiteur rend à son tour hommage à M. Marc Wagemans, au nom du groupe FDF, auquel appartenait le défunt :

"Lundi 28 juillet, à 9h15, à son bureau, après un excellent week-end passé avec sa famille, Marc Wagemans a succombé à une crise cardiaque. Il était assis à son bureau, droit sur sa chaise, habillé comme toujours dans un de ses costumes impeccables. J'ai appris quelques jours plus tard qu'il était parti comme son propre père, peut-être d'ailleurs comme il l'aurait souhaité.

Marc Wagemans était ce qu'on appelle une belle personnalité : avocat reconnu et fin juriste, formidable plaideur, orateur exceptionnel, personnalité marquante du Barreau, président du Jeune Barreau, avec lequel il a organisé un mémorable voyage au Zaïre, un des meilleurs bâtonniers que l'Ordre français des Avocats du Barreau de Bruxelles ait connus depuis 25 ans.

Tous appréciaient ses qualités. Marc était franc, loyal, direct, disponible mais surtout, honnête et généreux. Il défendait ses idées, les valeurs auxquelles il tenait, les causes qu'il trouvait justes, ses convictions, sa vision de ce que devait être la justice. Il n'avait pas peur de défendre les faibles contre les puissants. Il avait fait de la justice le combat de sa vie et refusait notamment d'accepter comme une fatalité l'arriéré judiciaire.

Je n'ai fait, quant à moi, la connaissance de Marc qu'en 2011, lorsqu'il se porta candidat sur notre liste pour les élections. Très vite, sa personnalité m'a séduite : son caractère vrai, entier, sa droiture, son honnêteté, son intelligence, sans oublier sa sensibilité et son caractère passionné, mais surtout, ses révoltes et ses colères quand quelque chose lui semblait injuste.

L'essai de Stéphane Hessel, "Indignez-vous !", qui défend l'idée selon laquelle l'indignation est le ferment de l'esprit de résistance, lui correspondait en grande partie. Marc s'indignait, défendait ses convictions avec intensité et sans concession.

Nous avons partagé sa première campagne ensemble et il en est découlé une amitié solide et profonde, que nous entretenions par des déjeuners rituels. Je garderai un souvenir amusé de ses appels matinaux quand, partant au bureau, il découvrait que ses affiches avaient été surcollées. Je l'entends encore : "Quoi ! Est-ce que tu te rends compte ! J'ai été surcollé ! Ce n'est pas possible !".

Marc Wagemans s'est engagé à fond dans sa campagne, convainquant ses amis, défendant ses idées. Il a été élu brillamment. Nous aurons été collègues trop peu de temps.

Le groupe FDF ne peut qu'apprécier le bout de chemin qu'il nous a été donné de partager avec lui. Son amitié a été un cadeau et le restera indéfiniment. Marc Wagemans est parti trop tôt, en plein combat, comme un grand homme, allant jusqu'à réussir sa sortie.

Nous adressons nos sincères condoléances à toute sa famille, sa compagne Catherine, ses enfants, ses amis, ses proches.

Merci, Marc, d'avoir été notre collègue, d'avoir partagé notre combat."

Après une minute de silence, observée par l'assemblée en mémoire de M. Wagemans, M. le Président prononce l'éloge funèbre de M. Vincent Yava Tshikombe, membre du Conseil de l'Action Sociale, décédé le 4 août 2014 :

"Chers Collègues,

Vincent Yava Tshikombe avait été désigné comme membre du Conseil du C.P.A.S. en septembre 2006, en remplacement de M. Philippe Kosta.

Il a siégé au Comité spécial du patrimoine et au Comité de gestion des maisons de repos, où il a été fort apprécié pour ses qualités humaines et sa proximité avec les citoyens qui faisaient appel à lui.

M. Yava Tshikombe a toujours témoigné beaucoup d'intérêt pour toutes les initiatives prises par le C.P.A.S, que ce soit la Saint-Nicolas à la Cité de l'Enfance Asselbergs, la fête des familles au Home Brugmann, la fête de Noël au Domaine du Nekkersgat, etc.

Le 2 mars 2007, il a été réélu au C.P.A.S. avec un mandat au Bureau permanent, au Comité spécial du patrimoine, au Comité de gestion des maisons de repos et au Comité de gestion de la Cité et de la Crèche Asselbergs.

Comme vous le savez tous, Vincent était un homme chaleureux et d'une très grande gentillesse. Il était aussi d'une rare élégance, tant sur le plan vestimentaire que dans ses rapports avec chacun d'entre nous.

Son décès, survenu le 4 août dernier, nous a tous fortement affectés."

Mme Fraiteur/Mevr. Fraiteur prend à nouveau la parole pour rendre hommage à M. Yava Tshikombe au nom du groupe FDF, formation politique du défunt :

"Tout le monde connaissait Vincent Yava Tshikombe dans notre Commune. Tous appréciaient sa gentillesse, son sourire, son souci de rendre service, le perfectionnisme de ses choix vestimentaires, le choix des couleurs de ses cravates, sa joie de vivre, son bonheur de chanter à tout moment et en tous lieux. Il était présent à toutes les manifestations sociales, sportives, politiques, toujours prêt à participer, à donner le meilleur de lui-même et à mener ses combats avec Anne, sa compagne.

Vincent Yava Tshikombe était un des membres les plus anciens du FDF et a exercé avec compétence son mandat au sein du C.P.A.S. de notre Commune.

C'était vraiment une personne phénoménale, courageuse, dotée d'un vrai cœur, et une authentique figure de notre Commune.

Notre groupe remercie Vincent Yava Tshikombe pour le témoignage de vie qu'il nous laisse et pour tous ces bonheurs qu'il nous a apportés et qu'il a apportés autour de lui.

Au nom du FDF, je tiens à adresser toutes nos condoléances à Anne, sa compagne, ainsi qu'à toute sa famille."

L'assemblée observe une minute de silence en mémoire de M. Yava Tshikombe.

B. Décès d'un conseiller communal.- Remplacement.

M. le Président/de h. Voorzitter précise qu'il convient de pourvoir au remplacement de M. Marc Wagemans au sein du Conseil communal. M. Mostafa Rebgui, suppléant en ordre utile sur la liste à laquelle appartenait le défunt, a fait savoir qu'il renonçait à son mandat. Mme Odile Margaux, suppléante suivante en ordre utile, ayant accepté d'exercer ce mandat, M. le Président l'invite à venir prêter le serment requis.

L'intéressée s'exécute et reçoit les félicitations du Collège échevinal et du Conseil communal.

Objet B : **Décès d'un membre du Conseil communal.- Remplacement.**

Le Conseil,

Attendu que M. Marc Wagemans, installé comme Conseiller communal le 3 décembre 2012 est décédé le 28 juillet 2014;

Que le suppléant en ordre utile sur la liste à laquelle appartenait l'intéressé, M. Mostafa Rebgui, a fait savoir qu'il renonce au mandat;

Que la suppléante suivante en ordre utile, Mme Odile Margaux, née le 22 juillet 1968 et domiciliée à Uccle, avenue de la Floride, 66, a fait savoir qu'elle acceptait ce mandat;

Constata que Mme Odile Margaux ne tombe pas sous l'application des cas d'inéligibilité, d'incompatibilité ou de prohibition résultant de parenté ou d'alliance et qu'elle continue ainsi de réunir les conditions requises,

En conséquence, M. le Président invite l'intéressée à prêter le serment prévu à l'article 80 de la nouvelle loi communale.

Mme Margaux prête le serment en français.

M. le Président en prend acte et la déclare installée en qualité de Conseiller communal.

Attendu que M. Wagemans a également été désigné par l'assemblée en qualité d'administrateur au Conseil d'Administration de l'intercommunale Hydrobru;

Que pour le remplacer, le groupe politique présente la candidature de Mme Lucile Baumerder, conseiller communal,

Vu les articles 100 et 120 de la nouvelle loi communale,

Décide de présenter la candidature de Mme Lucile Baumerder, demeurant avenue Hamoir 25C, Conseiller communal, au poste d'administrateur au sein de l'intercommunale Hydrobru.

La présente délibération sera transmise en deux exemplaires au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale.

Onderwerp B : **Overlijden van een Gemeenteraadslid.- Vervanging.**

De Raad,

Aangezien de h. Marc Wagemans, als Gemeenteraadslid geïnstalleerd op 3 december 2012, overleden is op 28 juli 2014;

Dat de eerste opvolger op de lijst van de betrokkene, de h. Mostafa Rebgui, aan het mandaat verzaakt;

Dat de volgende opvolger, Mevr. Odile Margaux, geboren op 22 juli 1968 en wondende te Ukkel, Floridalaan, 66, het mandaat aanvaardt;

Stelt vast dat Mevr. Odile Margaux niet onder één van de gevallen van onverkiesbaarheid, onverenigbaarheid of het verbod tot bloed- of aanverwantschap valt en dat zij nog steeds aan de vereiste voorwaarden voldoet,

De Voorzitter nodigt de betrokkene bijgevolg uit om de eed af te leggen zoals voorzien in artikel 80 van de nieuwe gemeentewet.

Mevr. Odile Margaux legt de eed af in het Frans.

De Voorzitter neemt er akte van en verklaart haar aangesteld als gemeenteraadslid.

Aangezien de h. Wagemans door de Gemeenteraad eveneens werd aangeduid als bestuurder in de Raad van Bestuur van de Intercommunale Hydrobru;

Dat om hem te vervangen, de politieke groep de kandidatuur voorstelt van Mevr. Lucile Baumerder, Gemeenteraadslid;

Gelet op de artikels 100 en 120 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist de kandidatuur van Mevr. Lucile Baumerder, Gemeenteraadslid, wonende Hamoiraan 25C, voor te stellen als bestuurder in de Raad van bestuur van de Intercommunale Hydrobru.

De onderhavige beraadslaging zal in twee exemplaren overgemaakt worden aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

C. Décès d'un membre du Conseil de l'Action sociale.- Remplacement.

M. le Président/de h. Voorzitter signale que, suite au décès de M. Yava Tshikombe, le Collège a pris acte du fait que Mme Dominique Wery remplit les conditions requises par la loi de 1976 pour être installée comme membre effective du Conseil de l'Action sociale. M. le Président invite Mme Wery à prêter le serment requis pour l'exercice d'un mandat au C.P.A.S.

L'intéressée s'exécute et reçoit les félicitations du Collège échevinal et du Conseil communal.

Objet C : Décès d'un membre du Conseil de l'Aide sociale.- Remplacement.

Le Conseil,

Attendu que M. Vincent Yava Tshikombe, élu comme membre effectif du Conseil de l'Aide sociale, est décédé le 4 août 2014,

Constata que Mme Dominique Wery, née le 9 juillet 1961 et domiciliée rue Lincoln, 70, suppléante en ordre utile, remplit toutes les conditions requises par la loi du 8 juillet 1976, pour être installée comme membre effectif.

La prénommée prête serment entre les mains du Bourgmestre.

Onderwerp C : Overlijden van een lid van de Raad voor Maatschappelijk Welzijn.- Vervanging.

De Raad,

Aangezien de h. Vincent Yava Tshikombe, verkozen als werkend lid van de Raad voor maatschappelijk welzijn, overleden is op 4 augustus 2014,

Stelt vast dat Mevr. Dominique Wery, geboren op 9 juli 1961 en wonende Lincolnstraat, 70, eerste opvolger, aan alle vereiste voorwaarden van de wet van 8 juli 1976 voldoet om tot werkend lid benoemd te worden.

De genoemde legt de eed af in handen van de Burgemeester.

Objet D. : Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 26 juin 2014.

Le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 26 juin 2014 est déposé sur le bureau. S'il ne donne pas lieu à des remarques avant la fin de la séance, il sera considéré comme approuvé à l'unanimité.

Onderwerp D : Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 30 januari 2014.

De proces-verbalen van de gemeenteraadszitting van 26 juni 2014 werd ter inzage gelegd. Indien er voor het einde van de zitting geen opmerkingen zijn, zal het beschouwd worden als éénparig goedgekeurd.

Objet 1B – 1 : Projet visant à permettre la reconduction du GTi-Archives qui a pour objectif de développer des activités de collaborations entre les communes et C.P.A.S. dans le domaine de la gestion documentaire (y compris les archives) et matières connexes.- Participation de la Commune au GTi-Archives.- Demande de subside.

Le Conseil,

Vu que le Collège, en séance du 28 août 2014, a marqué son accord sur la participation de la Commune au projet du *GTi-Archives* (Groupe de Travail et d'Informations des archivistes au sein de la Région de Bruxelles-Capitale) pour l'année 2015;

Vu que budget complet et détaillé qui s'élève à 18.913,10 € - joint au dossier - a été fourni par la commune d'Ixelles qui assume les fonctions de "commune coordinatrice" du projet;

Attendu que le subside couvre jusqu'à 80 % des frais justifiés, 20 % restant à charge des communes et C.P.A.S. associés;

Que si le GTi-Archives rassemble 10 membres sur les 13 membres pressentis, les frais s'élèveraient à moins de 400 € par participant, à condition que la région octroie le subside dans son intégralité;

Que ce montant sera prévu au budget de l'exercice 2015 (article à créer);

Considérant que le GTi-Archives est une plateforme de collaboration regroupant les représentants des services d'archives communales et de CPAS de la Région de Bruxelles-Capitale;

Qu'en sa qualité de réseau d'échanges et de plateforme de mutualisation, il organise des rencontres sur base régulière permettant de développer de nouvelles collaborations entre les communes et CPAS dans le domaine complexe de la gestion documentaire (en ce compris les archives) et matière connexes;

Que, pour sa seconde année, le GTi-Archives souhaite se concentrer sur un projet plus concret, à savoir la numérisation et la conservation des documents électroniques au sein des communes et C.P.A.S.;

Que ses objectifs pour le prochain exercice sont :

- son maintien comme plateforme d'échanges de bonnes pratiques en matière de gestion documentaire par l'organisation de réunions et de rencontres à thèmes, par la poursuite de ses groupes de travail et le développement de son site Internet;

- la préparation d'une journée de formation/colloque;

- la réalisation d'une analyse des besoins des communes et C.P.A.S. en matière d'archivage de manière générale (stockage, conditionnement, personnel, numérisation...), et plus particulièrement, en matière de gestion électronique des documents et de numérisation (au sens large) avec pour but la mise sur pied de projets de gestion électronique des documents et de numérisation (au sens large) impliquant les communes et C.P.A.S. associées;

Que les actions du GTI Archives permettront aux nombreuses communes participantes :

- de réaliser des économies d'échelle (diminution des coûts de formation du personnel, diminution des frais d'achat de matériel ou de services);

- d'augmenter l'efficacité du personnel (gain de temps en matière de recherches et de rédaction de textes), et, par conséquent, d'améliorer le service au citoyen;

- d'accéder à une source d'informations très étendue et actualisées;

Considérant qu'il y a lieu d'introduire une demande de subvention dans le cadre du présent appel à projets avant le 31 août 2014 auprès du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale afin d'assurer la poursuite du GTi - Archives pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2015;

Qu'une délibération des collèges ratifiée par les conseils communaux des communes participantes doivent parvenir dans les quarante jours à l'autorité subsidiante,

Décide de marquer son accord sur :

- la participation de la Commune au projet du GTi-Archives pour l'année 2015;

- la désignation de la Commune d'Ixelles comme "commune coordinatrice" du projet pour introduire un dossier de demande de subsides au nom du GTi - Archives (Groupe de Travail et d'Informations - Archives intercommunal au sein de la Région de Bruxelles-Capitale) pour le 29 août 2014 au plus tard auprès du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre d'un appel à projets à continuer la mise en œuvre des collaborations intercommunales et octroyant des subsides aux communes;

- une participation financière de 400 € pour 2015.

Onderwerp 1B – 1 : **Project voor de voortzetting van GTi-Archives voor de ontwikkeling van de samenwerkingen tussen de gemeentes en de OCMW's inzake het beheer van documenten (inclusief archieven) en verwante zaken.- Deelname van de gemeente aan GTi-Archives.- Subsidieaanvraag.**

De Raad,

Aangezien het College in zitting van 28 augustus 2014 zijn goedkeuring heeft verleend aan de deelname van de Gemeente aan het project GTi-Archives (werk- en informatiegroep van de archivariissen binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) voor het jaar 2015;

Aangezien het volledige en gedetailleerde budget, dat € 18.913,10 bedraagt, toegevoegd aan het dossier, werd overgemaakt door de gemeente Elsene die optreedt als coördinerende gemeente van het project;

Aangezien de subsidie 80 % van de aangetoonde kosten dekt en 20 % ten laste is van de betrokken gemeentes en OCMW's;

Aangezien, indien GTi-Archives 10 van de 13 gepolste leden verzamelt, de kosten minder dan € 400 per deelnemer zouden bedragen, op voorwaarde dat het gewest de subsidie integraal toekent;

Aangezien dit bedrag voorzien zal worden in de begroting van het dienstjaar 2015 (artikel aan te maken);

Overwegende dat GTi-Archives een samenwerkingsplatform is van de vertegenwoordigers van de archieven van gemeentes en OCMW's van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien dit platform voor uitwisseling en samenwerking op geregelde wijze ontmoetingen organiseert om nieuwe samenwerkingen tussen de gemeentes en de OCMW's te ontwikkelen inzake het beheer van documenten (incl. archieven) en verwante zaken;

Aangezien GTi-Archives zich voor zijn tweede jaar wil concentreren op een concreter project, meer bepaald de digitalisering en de bewaring van elektronische documenten binnen de gemeentes en de OCMW's;

Gelet op zijn doelstellingen voor het volgende dienstjaar :

- zijn behoud als platform voor uitwisseling van ervaringen inzake documentenbeheer door vergaderingen en themaontmoetingen te organiseren, door de werkgroepen en de ontwikkeling van zijn website voort te zetten;

- de voorbereiding van een opleidingsdag/colloquium;

- de realisatie van een analyse van de noden van de gemeente en de OCMW's inzake algemene archivering (opslag, bewaring, personeel, digitalisering, ...) en in het bijzonder inzake het elektronisch beheer van documenten en digitalisering (in ruime zin) om projecten op te kunnen zetten rond het elektronisch beheer van documenten en digitalisering (in ruime zin) van de betrokken gemeentes en OCMW's;

Aangezien de acties van GTi Archives talrijke deelnemende gemeente toelaten :

- om schaalvergrotingen te realiseren (vermindering van de opleidingskosten van het personeel, vermindering van de aankoopkosten van materiaal en diensten);

- om de efficiëntie van het personeel te verhogen (tijdwinst bij zoekopdrachten en de opmaak van teksten) en de dienst voor de burger hierdoor te verbeteren;

- om toegang te krijgen tot een erg uitgebreide en actuele informatiebron;

Overwegende dat er een subsidieaanvraag ingediend moet worden in het kader van de onderhavige oproep tot projecten voor 31 augustus 2014 bij het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om de voortzetting van GTi - Archives te kunnen verzekeren voor de periode van 1 januari tot 31 december 2015;

Aangezien de subsidiërende overheid binnen de veertig dagen moet beschikken over een beraadslaging van de Colleges, bekrachtigd door de Gemeenteraden van de deelnemende gemeentes,

Verleent zijn goedkeuring aan :

- de deelname van de gemeente aan het project GTi-Archives voor het jaar 2015;

- de aanwijzing van de gemeente Elsene als coördinerende gemeente voor het project om een subsidieaanvraag in te dienen op naam van GTI – Archives (intergemeentelijke werk- en informatiegroep - archieven binnen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest) uiterlijk voor 29 augustus 2014 bij het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van een oproep tot projecten met de uitvoering van intergemeentelijke samenwerkingen en de toekenning van subsidies aan de gemeentes;
- een financiële bijdrage van € 400 voor 2015.

Objet 1C – 1 : Fabrique d'église de Notre-Dame de l'Annonciation.- Budget de 2012.- Avis.

Le Conseil,
 Vu le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église;
 Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 19 février 2004 portant modification dudit décret;
 Vu les articles 1 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;
 Vu l'article 255, § 9 de la nouvelle loi communale;
 Attendu que le budget 2012 de la fabrique d'Eglise de Notre Dame de la Consolation se clôture sans intervention de la Commune,
 Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle du budget 2012 de la fabrique d'église de Notre-Dame de l'Annonciation.

Onderwerp 1C – 1 : Kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw Boodschap.- Begroting 2012.- Advies.

De Raad,
 Gelet op het decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken;
 Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;
 Gelet op artikels 1 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;
 Gelet op artikel 225, § 9 van de nieuwe gemeentewet;
 Aangezien de begroting 2012 van de kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw Boodschap afgesloten worden zonder tussenkomst van de gemeente,
 Beslist een gunstig advies te verlenen aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de begroting 2012 van de kerkfabriek van Onze-Lieve-Vrouw Boodschap.

Objet 1C – 2 : Fabriques d'église catholiques.- Comptes de 2013.- Avis.

Le Conseil,
 Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;
 Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;
 Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;
 Attendu que les comptes pour 2013 qui ont été transmis par les administrations fabriennes se clôturent comme suit :

FABRIQUES D'EGLISE	COMPTES		
	EN EXCEDENT	EN DEFICIT	REMARQUES
Saint-Joseph	2.253,50	-	-
Notre Dame du Saint-Rosaire	-	21.447,31	-
Précieux-Sang	5.592,87	-	-
Saint-Curé-d'Ars	525,19	-	-

Emet un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle des comptes 2013 des administrations fabriciennes.

Onderwerp 1C – 2 : **Katholieke kerkfabrieken.- Rekeningen 2013.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de ordonnantie van 19 februari 2004 van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het voormelde decreet;

Gelet op artikels 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensten;

Aangezien de rekeningen 2013, overgemaakt door de kerkfabrieken, als volgt werden afgesloten :

KERKFABRIEKEN	REKENINGEN		
	OVERSCHOT	TEKORT	OPMERKINGEN
Sint-Jozef	2.253,50	-	-
Onze-Lieve-Vrouw van de Heilige Rozenkrans	-	21.447,31	-
Kostbaar Bloed	5.592,87	-	-
Heilige pastoor van Ars	525,19	-	-

Beslist een gunstig advies te geven aan de goedkeuring door de toezichhoudende overheid van de rekeningen 2013 van de kerkfabrieken.

1C – 3 **Règlement-taxe relatif à l'inscription pour l'occupation d'emplacements lors du marché annuel de Saint-Job.**

M. le Président/de h. Voorzitter rappelle que certains membres du Conseil communal avaient souligné l'absence d'exception en faveur des institutions communales dans le texte du règlement. Il indique néanmoins qu'on pourrait ajouter une phrase qui réponde à ce souci, si le Conseil le souhaite.

M./de h. Desmet est favorable à une formulation plus explicite du texte proposé.

M. le Président/de h. Voorzitter porte à la connaissance de l'Assemblée la lettre par laquelle Mme Céline Fremault signale qu'elle souhaite mettre fin à son mandat de chef du groupe CDH au sein du Conseil communal afin de se consacrer pleinement à ses nouvelles responsabilités ministérielles. Désormais, M. Daniel Hublet exercera cette fonction de chef de groupe.

Objet 1C – 3 : **Règlement-taxe relatif à l'inscription pour l'occupation d'emplacements lors du marché annuel de Saint-Job.**

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Attendu que l'ordonnance précitée est entrée en vigueur le 7 mai 2014 et qu'elle abroge la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales telle que modifiée par la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale et implicitement l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Collège des Bourgmestres et Echevins en matière de réclamation contre une imposition communale;

Que cette ordonnance modifie de nombreux points dans la procédure de réclamation à l'encontre d'une taxe communale

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 112, 117 et 138;

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu la situation financière de la commune;

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation d'activités ambulantes et foraines, notamment l'article 5, 2°;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation d'activités ambulantes, notamment les articles 6 à 12;

Vu la nécessité de modifier certains montants pour s'aligner davantage à la réalité;

Vu le règlement relatif au Marché annuel de Saint-Job;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et échevins,

Après délibération,

Décide :

Article 1 : Il est établi à partir du 18 septembre 2014 pour un terme expirant le 31 décembre 2019 une taxe relative à l'inscription pour l'occupation d'emplacements lors du marché annuel de Saint-Job.

Article 2 : Cette taxe est due par la personne physique ou morale qui s'inscrit au Marché annuel de Saint-Job pour occuper un emplacement.

Article 3 : Le taux de la taxe est fixé par emplacement à :

1.- pour la personne physique ou morale inscrite avec réservation : 7,5 € / mètre courant avec un minimum de 20 €;

2.- pour la personne physique ou morale inscrite sans réservation : 8,5 € / mètre courant avec un minimum de 25 €;

3.- pour le brocanteur inscrit avec réservation : 5,50 € par mètre courant;

4.- pour le brocanteur inscrit sans réservation : 6,50 € par mètre courant.

Article 4 : On entend par inscription avec réservation, l'inscription faite au plus tard 3 jours calendrier avant le début du marché annuel conformément au règlement relatif au Marché annuel de Saint-Job.

Article 5 : N'entrent pas dans le champ d'application du présent règlement, les exploitants d'activités foraines et d'établissements de gastronomie foraine (avec ou sans service à table) qui seraient admis à participer au Marché annuel dans le cadre de la fête foraine publique organisée annuellement par la commune au mois de septembre, conformément au règlement relatif aux activités foraines et aux activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques.

Article 6 : La taxe est payable au comptant soit par virement au Receveur au plus tard une semaine avant le marché annuel soit le jour-même contre récépissé de paiement auprès d'un fonctionnaire communal assermenté

En cas de non-paiement de la taxe, l'emplacement ne pourra pas être occupé.

Article 7 : La taxe reste acquise à l'administration qu'il y ait ou non eu une occupation effective de l'emplacement - pour quelle cause que ce soit - pour lequel la taxe est due.

Article 8 : Les règles relatives au recouvrement, aux intérêts moratoires, aux poursuites, aux privilèges, à l'hypothèque légale et à la prescription en matière d'impôts d'état sur le revenu sont applicables à cette taxe.

Article 9 : Le redevable qui s'estime indûment imposé, peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins d'Uccle. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois, à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement extrait de rôle ou à compter de la date de la notification de l'imposition ou à compter de la date de la perception au comptant. (Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable). Si le redevable ou son représentant en a fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu lors d'une audition.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais l'introduction d'une réclamation ne le dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans les délais prescrits.

Le réclamant qui conteste la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins en tant que juridiction administrative, peut introduire un recours en bonne et due forme auprès du tribunal de première instance.

Article 10 : Le présent règlement entre en vigueur le 18 septembre 2014.

Onderwerp 1C – 3 : **Belastingreglement betreffende het gebruik van standplaatsen op de jaarmarkt van Sint-Job.**

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Aangezien de voormelde ordonnantie van kracht is geworden op 7 mei 2014 en de wet intrekt van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen zoals gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen en impliciet het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een gemeentebelasting;

Aangezien deze ordonnantie talrijke punten wijzigt van de bezwaarprocedure tegen een gemeentebelasting;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 112, 117 en 138;

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op de financiële toestand van de Gemeente;

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, meer bepaald artikel 5, 2°;

Gelet op het koninklijk besluit betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante activiteiten, meer bepaald artikels 6 tot 12;

Gelet op de noodzaak om bepaalde bedragen te wijzigen om beter in overeenstemming te zijn met de realiteit;

Gelet op het reglement betreffende de jaarmarkt van Sint-Job;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Na beraadslaging,

Beslist :

Artikel 1 : Er wordt van 18 september 2014 tot 31 december 2019 een belasting geheven op het gebruik van standplaatsen op de jaarmarkt van Sint-Job.

Artikel 2 : Deze belasting is verschuldigd door de natuurlijke persoon of rechtspersoon die zich inschrijft om op de jaarmarkt van Sint-Job een standplaats te gebruiken.

Artikel 3 : De belasting per standplaats is als volgt vastgelegd :

1.- voor de natuurlijke persoon of rechtspersoon, ingeschreven met reservering : € 7,5 / strekkende meter met een minimumtarief van € 20;

2.- voor de natuurlijke persoon of rechtspersoon, ingeschreven zonder reservering : € 8,5 / strekkende meter met een minimumtarief van € 25;

3.- voor de brocanteur, ingeschreven met reservering : € 5,50 per strekkende meter;

4.- voor de brocanteur, ingeschreven zonder reservering : € 6,50 per strekkende meter;

Artikel 4 : Onder inschrijving met reservering wordt verstaan : de inschrijving uiterlijk 3 kalenderdagen voor de aanvang van de jaarmarkt overeenkomstig het reglement betreffende de jaarmarkt van Sint-Job.

Artikel 5 : Vallen niet onder de toepassing van het onderhavige reglement : de uitbaters van kermisattracties en vestigingen van kermisgastronomie (al dan niet met bediening aan tafel) die toegelaten zijn om deel te nemen aan de jaarmarkt in het kader van de openbare kermis, jaarlijks georganiseerd door de gemeente in de maand september, overeenkomstig het reglement betreffende de kermisactiviteiten en ambulante activiteiten rond kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen.

Artikel 6 : De belasting moet contant of via overschrijving betaald worden aan de ontvanger en dit uiterlijk één week voor de jaarmarkt ofwel de dag zelf tegen een ontvangstbewijs aan een beëdigde gemeenteambtenaar.

Indien de belasting niet wordt betaald, mag de standplaats niet gebruikt worden.

Artikel 7 : De belasting blijft verworven door het bestuur, ongeacht de standplaats, waarvoor de belasting verschuldigd is, al dan niet effectief werd gebruikt.

Artikel 8 : De regels rond invorderingen, moratoire interesten, vervolgingen, voorrechten, wettelijke hypotheeken en verjaringen inzake Rijksbelastingen op de inkomsten, zijn van toepassing op deze belasting.

Artikel 9 : De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen van Ukkel. Het bezwaar moet schriftelijk worden ingediend, ondertekend en met redenen omkleed zijn en, op straffe van verval, worden ingediend binnen een termijn van drie maanden, te rekenen vanaf de derde werkdag volgend op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet of vanaf de datum van de kennisgeving van de aanslag of vanaf de datum van de contante inning. (De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager). Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd op een hoorzitting.

De indiener van het bezwaar moet de betaling van de belasting niet bewijzen maar de indiening van een bezwaar ontslaat hem niet van de verplichting de belasting binnen de vastgestelde termijnen te betalen.

De indiener van het bezwaar die de beslissing van het college van burgemeester en schepenen - dat optreedt als administratieve rechtsbevoegdheid - betwist, kan een beroep indienen in de vereiste vorm bij de rechtbank van eerste aanleg.

Artikel 10 : Het onderhavige reglement wordt van kracht op 18 september 2014.

Objet 2A – 1 Urbanisme.- Adoption définitive du plan particulier d'affectation du sol n° 64 "Groeselenberg".

M. l'Echevin/de h. schepen Cools rappelle qu'il s'agit ici de l'achèvement d'un très long travail, vu qu'il concerne l'un des plus grands îlots de la Commune, délimité par la rue Groeselenberg, l'avenue Houzeau, l'avenue Circulaire et l'avenue des Statuaires.

Le 22 novembre 2007, le Conseil communal a décidé d'élaborer un Plan particulier d'affectation du sol relatif à cet îlot, dont l'adoption provisoire eut lieu le 30 janvier 2014. Puis, ce plan a été soumis à une enquête publique ainsi qu'à la Commission de concertation pour avis. Suite aux remarques émises durant l'enquête publique, ce plan a été revu sur un certain nombre de détails, de points relativement accessoires, susceptibles néanmoins d'apporter des améliorations. Ces aménagements ont été présentés en commission il y a quelques jours avec la collaboration du chef du service de l'Urbanisme. De plus, lors de l'exposé approfondi de ce plan effectué en commission au mois de janvier, M. l'Echevin Cools a pu enrichir sa présentation grâce à des projections.

Le travail accompli est vraiment excellent, notamment grâce aux efforts déployés pendant plus de deux ans par un comité d'accompagnement intégrant toutes les administrations régionales. De nombreuses réunions ont été organisées, au cours desquelles différents scénarios ont été testés. Les impacts possibles des constructions nouvelles sur la mobilité ont également fait l'objet d'une évaluation.

Ce processus débouche sur une solution tout à fait équilibrée, dans la mesure où l'urbanisation des terrains non bâtis ne portera pas atteinte au caractère vert de ce quartier et des intérieurs d'îlot. De plus, plusieurs accès à la zone considérée seront assurés et la reconversion du site du C.E.R.V.A. (Centre d'Etudes et de Recherches Vétérinaires et Agronomiques), dont le déménagement est prévu, pourra être entreprise. L'implantation du C.E.R.V.A. relevant du Gouvernement fédéral, le Collège ignore pour l'instant si ce centre va intégrer un grand pôle scientifique à l'Institut Pasteur, où seraient regroupés tous les instituts fédéraux de santé publique ou s'il est destiné à être installé ailleurs. Mais vu que le déménagement de cet établissement scientifique aura bien lieu à un moment donné, le P.P.A.S. permet de prévoir et d'organiser à l'avance la destination du site où il était implanté.

Si ce plan est adopté par le Conseil communal, il devra encore être soumis au Gouvernement pour approbation et ensuite être publié au Moniteur belge pour entrer en vigueur.

M. l'Echevin Cools considère que, vu l'ampleur des terrains à bâtir, l'adoption de ce P.P.A.S. revêt une importance capitale car, sans cet outil, l'urbanisation se développerait de façon anarchique, sans coordination, sans réflexion d'ensemble.

M./de h. Wyngaard estime que l'aboutissement de ce processus long et lourd, impliquant toute une série d'intervenants, constitue assurément une nouvelle très positive. Il a d'ailleurs eu l'occasion de s'exprimer il y a quelques années sur le projet spécifique "Beaufort House" dans le cadre de la reconversion du site des 2 Alice, pour regretter que cette opération n'ait pas été menée encore plus vite. Néanmoins, M. Wyngaard est tout à fait conscient du fait que le Collège n'est pas la seule instance à traiter ce dossier et dépend par conséquent de l'intervention de multiples opérateurs. On ne peut donc que saluer la fixation de balises qui, dorénavant, vaudront pour toutes les futures demandes de permis.

Le travail accompli par le comité d'accompagnement et les différents services est remarquable, même s'il ne satisfait pas totalement les riverains.

Pour ce qui concerne l'entrée du site des 2 Alice, il était question d'y installer un immeuble à appartements, de gabarit important, alors que les riverains auraient plutôt préféré une maison ou une villa avec une extension de la partie "zone verte" à cet endroit. Le point de vue des riverains a-t-il été suivi ?

D'autre part, le sentier projeté pour le verger est censé passer "le long" du verger ou "à travers" le verger. M. Wyngaard aimerait donc savoir si le projet de sentier envisagé consiste à rejoindre l'Observatoire en traversant ce verger ou en le longeant.

M./de h. Hublet relaie l'opinion de nombreux riverains de cet îlot, en disant combien ils apprécient la manière dont ce dossier a été traité. Ils ont le sentiment d'avoir été entendus, même si toutes leurs revendications n'ont pas été satisfaites.

M. Hublet insiste également sur la nécessité d'un entretien correct des espaces verts que le Collège a veillé à maintenir, en l'occurrence le verger, le bois et les chemins.

Etant particulièrement attaché à la défense du patrimoine communal, M. Hublet évoque aussi la situation des frontons de l'ancienne clinique des 2 Alice, qui sont en train d'être colonisés par des végétaux. Le P.P.A.S. mentionnant ce genre de problématique, il conviendrait que la Commune réagisse de manière proactive pour préserver ces frontons avant que les moisissures ne les endommagent de façon irrémédiable.

Mme/Mevr. Dupuis salue aussi le travail long, fouillé et attentif qui a été accompli au fil des ans ainsi que la qualité de la note établie par les services. Elle approuve les propos de M. l'Echevin Cools selon lesquels un plan est une œuvre utile mais doute néanmoins que celui-ci soit assez ambitieux pour donner entière satisfaction.

Ainsi, parmi les divers avis fournis, figure celui du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, qui estime que certaines réalisations devraient être entreprises dans le cadre d'un développement plus ample des services collectifs et avec le souci d'une plus grande mixité sociale, ce qui, à première vue, ne semble pas être le cas dans la version proposée.

De plus, les diverses instances consultées n'émettent pas d'observations fondamentales sur la densité du projet, excepté un avis épinglant la densité relativement basse du projet envisagé par rapport à la densification proposée par le Plan régional de développement durable (P.R.D.D.).

Le groupe socialiste optera donc pour l'abstention.

M. l'Echevin/de h. Cools manifeste un certain étonnement concernant cette abstention pour manque d'ambition et de densité au terme de ce processus, alors que le sujet a été déjà maintes fois débattu au Conseil communal.

Il rappelle ensuite que, selon M. Wyngaard, le projet ne recueille pas l'assentiment complet des riverains parce qu'il est trop dense alors que, selon Mme Dupuis, il pêche par manque de densité. En réalité, le Collège a adopté une position médiane.

Il est vrai que l'Administration de l'Urbanisme a remis un avis selon lequel le projet pourrait être plus dense. Toutefois, M. l'Echevin Cools constate qu'il s'agit d'un avis classique, presque "standard", et que les représentants de cette administration n'ont plus défendu cette position après avoir entendu les explications données lors des séances organisées dans le cadre de la Commission de concertation. L'avis de la Commission de concertation et le texte toiletté du P.P.A.S. ne comportent donc pas de remarques de cette nature.

Une part importante d'équipements publics demeure sur le site. En outre, le quartier se caractérise par une mixité sociale naturelle. M. l'Echevin Cools tient à souligner que les sorties des immeubles qui seront érigés s'effectueront en grande partie par la rue Groeselenberg, dont le gabarit limité freine l'absorption de la circulation. Il n'était dès lors pas possible d'envisager davantage de constructions. Le projet proposé est donc vraiment équilibré et présente une densité tout à fait raisonnable. D'ailleurs, l'augmentation de cette densité serait d'autant plus inopportune qu'elle ne respecterait pas les conclusions du Rapport d'incidence environnementale (R.I.E.) en matière de mobilité.

Le tracé des chemins est mentionné à titre purement indicatif dans le P.P.A.S. parce que leur tracé exact sera arrêté lorsque des permis d'urbanisme seront introduits. La mention topographique "le long du verger ou à travers le verger" traduit donc la volonté d'établir le chemin considéré dans le secteur où se situe le verger, la configuration exacte dépendant de la manière dont l'urbanisation se développera. L'établissement des permis d'urbanisme permettra de concrétiser la réalisation des chemins piétons et cyclistes à charge des promoteurs. Si une éventuelle cession d'emprise transforme ces chemins en voies publiques, l'entretien en incombera à la Commune.

Le Collège partage les préoccupations exprimées par M. Hublet à l'égard des frontons. Cette thématique figure dans le P.P.A.S. et sera répercutée dans le permis en cours d'élaboration. Le demandeur s'est d'ailleurs engagé à changer le petit toit en tôle ondulée établi actuellement pour mettre en place un autre dispositif. M. l'Echevin Cools s'efforcera d'avancer le plus rapidement possible dans ce dossier pour assurer la préservation des frontons. Une seconde demande de permis à caractère modificatif a été introduite pour la rénovation très lourde de l'ancienne clinique des 2 Alice et sa transformation en logements mais il ne s'agit pas là de la même parcelle.

Pour ce qui concerne la zone constructible à l'entrée du site des 2 Alice, il n'y a pas lieu de modifier les dispositions prévues, non seulement pour éviter de diminuer encore davantage la densité mais aussi pour tenir compte de l'enjeu urbanistique. En effet, les architectes-urbanistes de la Commune et le concepteur du P.P.A.S., auteur de projet indépendant et extérieur, ont insisté sur l'importance de respecter l'alignement de la voirie tel qu'il est conçu, avec des gabarits bas. De plus, il y aura une zone verte à côté. La construction semble donc bien adaptée. M. l'Echevin Cools rappelle que le P.P.A.S. instaure une zone verte qui va même en partie être créée physiquement à hauteur de la rue Groeselenberg, où il va y avoir une césure. Mais il n'est pas possible de procéder à des césures partout ni d'organiser des espaces verts à front d'une voirie carrossable.

M. l'Echevin Cools signale encore la remarque sur l'entrée du futur clos qui pourrait être construit sur le site du C.E.R.V.A., en raison du souhait légitime du propriétaire de ne pas subir la présence d'un accès carrossable le long de sa clôture. Cependant, toutes les demandes ne peuvent pas être intégrées dans le plan.

Le point est approuvé par 32 voix pour et 5 abstentions.

Se sont abstenus : Mmes Dupuis, Verstraeten, Bakkali, MM. Hayette, Cadranel.

Objet 2A – 1 : Urbanisme.- Adoption définitive du plan particulier d'affectation du sol n° 64 "Groeselenberg".

Le Conseil,

Considérant qu'en date du **22 novembre 2007**, le Conseil communal a décidé d'élaborer le plan particulier d'affectation du sol n° 64 – "Groeselenberg" pour l'îlot délimité par l'avenue Circulaire, l'avenue Houzeau, la rue Groeselenberg et l'avenue des Statuaires appelé alors à la reconversion de la clinique des 2 Alice et à un développement urbanistique des vastes terrains que recèle cet îlot de très grande superficie;

Considérant qu'en date du **28 février 2008**, le Conseil a arrêté les conditions du marché public à attribuer pour la désignation d'un auteur de projet pour mener à bien cette mission;

Considérant qu'en date du **25 septembre 2008**, suite à une procédure d'appel d'offres, le Conseil communal a désigné le bureau Grontmij pour réaliser cette étude (mission en deux phases prescrites par le CoBAT), qui est soumise à rapport d'incidences environnementales;

Considérant qu'en date du **27 octobre 2008**, le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé commande au bureau Grontmij pour la première phase de la mission;

Que cette commande a été confirmée en date du **30 janvier 2009**;

Que l'avant-projet de cahier des charges du rapport d'incidences environnementales, déposé en mars 2010 au Service de l'urbanisme, a fait l'objet d'analyses et de précisions;

Considérant qu'en date du **30 juillet 2009** (objet 4B-27), le Collège des Bourgmestre et Echevins a approuvé le projet de cahier des charges du rapport sur les incidences environnementales;

Considérant qu'en date du **4 août 2009**, le Collège des Bourgmestre et Echevins a sollicité l'avis de l'IBGE et de l'AATL;

• Qu'en date du **11 septembre 2009**, l'AATL a notifié son avis;

• Qu'en date du **3 septembre 2009**, l'IBGE a notifié son avis;

• Qu'en date du **3 septembre 2009**, la Commission Régionale de Développement a fait savoir au Collège des Bourgmestre et Echevins qu'elle ne souhaitait plus remettre d'avis sur une étude de plan particulier d'affectation du sol non dérogoire;

Considérant qu'en date du **17 septembre 2009**, la cellule d'incidences de l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement a porté à la connaissance du Conseil communal ses remarques quant à la structure et à la complétude du projet de cahier des charges du rapport d'incidences environnementales;

Considérant qu'en date du **20 octobre 2009** (objet 4B-203), le Collège des Bourgmestre et Echevins a arrêté le projet de cahier des charges du rapport d'incidences environnementales;

Considérant qu'en date du **4 décembre 2009**, le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a notifié au Collège des Bourgmestre et Echevins l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du **3 décembre 2009** déterminant la composition et les règles de fonctionnement du Comité d'Accompagnement;

Considérant qu'en date du **17 décembre 2009**, le Collège des Bourgmestre et Echevins a adressé le projet de cahier des charges à la cellule "Incidences" de l'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement;

Considérant qu'en date du **18 janvier 2010**, le comité d'accompagnement a tenu sa

1^{ière} réunion;

Considérant que, par un courrier daté du 23 février 2010 et réceptionné le **8 mars 2010**, le Président du Comité d'accompagnement a informé le Collège que le Comité d'accompagnement avait, au cours de cette 1^{ière} réunion :

- établi la version définitive du cahier des charges;
- déterminé le délai de réalisation de l'étude;
- approuvé le choix de l'auteur de projet, à savoir le bureau Grontmij;

Considérant qu'en date du **25 mars 2010**, le Conseil communal a confirmé le choix du bureau Grontmij en tant qu'auteur de projet pour la deuxième phase de la mission;

Considérant qu'en date du **6 avril 2010** (avec confirmation le 7 mai 2010 suite à un changement d'adresse), le Collège des Bourgmestre et Echevins a passé commande au bureau Grontmij pour la deuxième phase de la mission;

Considérant que le comité d'accompagnement s'est ensuite réuni à 12 reprises, à savoir :

- **le 16 mai 2011,**
- **le 5 juillet 2011,**
- **le 3 octobre 2011,**
- **le 17 octobre 2011,**
- **le 28 novembre 2011,**
- **le 3 février 2012,**
- **le 4 juin 2012,**
- **le 23 août 2012,**
- **le 10 octobre 2012,**
- **le 14 novembre 2012,**
- **le 20 décembre 2012,**
- **le 29 janvier 2013,**

N.B. : les travaux du comité d'accompagnement ont été suspendus suite à l'enquête publique sur le projet du PRAS démographique, le Conseil communal ayant, dans sa réclamation, demandé qu'une partie de l'îlot soit affectée en zone d'habitation, de sorte à établir une cohérence entre ce PRAS et le projet de plan particulier d'affectation du sol n° 64. L'information quant à la certitude que la demande du Conseil communal avait été entendue est parvenue en fin de premier semestre 2013. L'été 2013 a été mis à profit pour une relecture transversale de tous les travaux effectués à ce moment-là, en vue de solliciter, début septembre, une ultime réunion du comité d'accompagnement avant approbation du projet de plan particulier d'affectation du sol n° 64 et de son rapport d'incidences environnementales par le Collège des Bourgmestre et Echevins;

Considérant qu'en date du **11 septembre 2013**, le comité d'accompagnement a estimé que le cahier des charges était rencontré à satisfaction, et que les documents définitifs pouvaient être élaborés moyennant les ultimes remarques et considérations du jour, en vue d'une approbation par le Collège des Bourgmestre et Echevins;

Que suite à cette séance, la fin du mois de septembre et le mois d'octobre ont été mis à profit, pour la mise au point des documents (relecture des textes, test des prescriptions, lisibilité des cartes, traductions...);

Que ces documents finalisés, ont été soumis à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins, en vue de la réunion de clôture définitive du RIE;

Considérant qu'en date du **20 décembre 2013**, le comité d'accompagnement a clôturé le rapport d'incidences environnementales;

Considérant qu'en date du **23 décembre 2013**, le président du comité d'accompagnement a notifié au Collège des Bourgmestre et Echevins la déclaration de clôture du rapport d'incidences environnementales;

Considérant qu'en date du **30 décembre 2013**, le Collège des Bourgmestre et Echevins a réceptionné la déclaration de clôture du rapport d'incidences environnementales;

Considérant que le CoBAT dispose en son article 48 que le Conseil communal charge le Collège des Bourgmestre et Echevins de soumettre le projet de plan accompagné de son rapport d'incidences environnementales à l'enquête publique;

Considérant que le Conseil a chargé, en sa séance du **30 janvier 2014**, le collège des Bourgmestre et Echevins, de soumettre le projet de plan accompagné de son rapport d'incidences environnementales à l'enquête publique;

Considérant que l'enquête publique s'est déroulée du **17 février 2014** au **18 mars 2014** et a donné lieu à l'introduction de 88 lettres de réclamations et observations, abordant les diverses thématiques synthétisées ci-après;

Considérant que le projet de plan (plans et prescriptions) a été soumis, avec son rapport d'incidences environnementales, les avis, les réclamations et le procès-verbal de clôture de l'enquête, aux membres de la Commission de Concertation, qui ont été saisis du projet et de la copie des réclamations, en date du **7 avril 2014**;

Considérant que la Commission de concertation, réunie en séance publique et à huis clos, a émis un avis favorable conditionnel sur le projet de plan en date **20 mai 2014**;

Vu les avis des instances régionales, sollicités par le Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 13 février 2014, à savoir :

- Bruxelles-Environnement – Service des autorisations a signalé ne pas avoir de remarques sur le projet du plan particulier d'affectation du sol;

- La Commission Régionale de la Mobilité, dans son avis émis le 14 mars 2014 :

- soutient l'aménagement à travers l'îlot des deux liaisons destinées au trafic lent et accessibles au public, indiquées sur le plan, d'une part entre la rue Groeselenberg et l'avenue Circulaire et d'autre part entre l'avenue Houzeau et l'avenue des Statuaires,

- insiste sur l'importance de leur réserver une largeur suffisante pour assurer des déplacements confortables et en sécurité, estimant que la largeur prévue (2 mètres) est insuffisante,

- demande de prévoir une largeur effective dégagée de 2,5 mètres, en évoquant 2 alternatives d'aménagement quant aux haies destinées à longer ces parcours,

- signale, en matière de transports publics, le souhait du TEC de maintenir la desserte en sécurité de l'arrêt "Observatoire" par la ligne 124,

- **L'Administration de l'Aménagement du territoire et du logement, dans son avis émis le 18 mars 2014 :**

- Soutient les grandes lignes du plan,

- Émet cependant des remarques générales, sur les aspects suivants :

- regret quant à l'absence de décision plus précise relative à la structuration plus franche du quartier et au trajet des voies internes, et invoque l'article 41 du CoBAT,

- regret quant au déséquilibre, dans les prescriptions, entre la liberté laissée pour certaines zones et le niveau de détail très élevé pour d'autres,

- constat que la densité globale prévue dans l'aire du plan (P/S 0,55) se situe entre deux valeurs (0,50 et 0,70) prônées par le projet de PRDD respectivement pour le tissu d'ordre ouvert hors corridors d'accessibilité et le tissu d'ordre semi-ouvert hors corridors d'accessibilité,

- difficulté de faire appliquer la norme de densité d'habitation maximale par hectare reprise dans certaines prescriptions,

- demande de se conformer aux limites de superficies maximales du plan régional d'affectation du sol pour permettre des fonctions de proximité,

- Émet des remarques quant à certaines prescriptions :

- article 2 :

- 2.1. demande de préciser la règle à suivre en cas d'incompatibilité entre prescriptions graphiques et littérales,

- 2.3. demande d'une autre formulation,

- 2.4. demande d'harmoniser les prescriptions d'évacuation d'eau sur l'ensemble du territoire communal,

- article 6 :
 - demande de mention (plans et prescriptions) de tous les bâtiments classés et inscrits à l'inventaire avec les bâtiments existants déterminants et significatifs pour le quartier,
 - 6.2. attention portée sur la précision de prescriptions relatives aux matériaux, et le risque accru de demandes de dérogation,
- article 7 :
 - 7.2.1. demande d'indiquer clairement le sens de circulation de la voirie interne de la zone partielle B,
 - 7.2.2. demande que les modalités de développement prévues pour la zone d'habitation de typologies mixtes se réfèrent à l'intégration des projets dans la totalité de l'îlot,
 - 7.4.1. demande de renseigner la superficie minimale requise pour l'espace central accessible au public et qui correspond à 15 % de la surface de la zone,
- article 8 :
 - 8.2.2. désenclavement de la zone partielle B : demande de précision de la prescription dans le sens d'une limitation à un accès pour les services de secours,
- article 13 :
 - 13.1. demande de clarification du libellé,
 - 13.2. demande d'assurer une largeur suffisante pour assurer les déplacements de façon confortable et en sécurité, la largeur de 2 mètres proposée étant jugée insuffisante,
 - demande d'utilisation du terme "mobilité active" au lieu de "mobilité douce",
 - demande de remplacer le terme "trottoir" par "sentier" ou "chemin",
 - remarque quant à l'absence d'une partie de texte dans la version néerlandophone du texte (fin de l'article 13),
- articles 13 & 15 :
 - soutien de l'administration quant à l'importance que confère le projet de plan à la mobilité active,
 - demande, à cet égard, de compléter les prescriptions quant aux entrées aisées à aménager pour les modes de déplacements actifs;
 - demande de préservation du lien piéton entre l'avenue des Statuaires et l'ancienne entrée de l'hôpital des 2 Alice;
- article 18 :
 - accueil favorable quant au maintien du verger,
 - demande qu'il soit rendu accessible au public, ou qu'au moins un des liens de modes actifs y passe,
- articles 16, 18 et 19 :
 - demande de plus de lisibilité en décrivant la localisation de ces zones dans l'explication des prescriptions;
 - Émet également des remarques quant au graphisme des plans, sur les aspects suivants :
 - Remarques portant sur tous les plans :
 - figuration, en légende, uniquement des éléments figurant aux plans,
 - adéquation précise de représentation (trait, teinte, épaisseur, densité et orientation des hachures entre les plans et leurs légendes),
 - agrandissement des légendes dans un but de meilleure lisibilité,
 - échelle graphique à ajouter à la légende des plans,
 - amélioration de la lisibilité des courbes de niveaux et des niveaux, avec représentation complète, en fonction des données disponibles au CIRB,
 - modifier le cartouche en y réservant un espace suffisant destiné aux signatures,

- Remarques sur le plan de situation existante de droit :
 - élargir le plan de localisation au tissu environnant dans un rayon de 500 mètres,
 - ajout d'une légende au médaillon relatif au plan régional d'affectation du sol,
 - ajout des dates relatives aux plans d'alignement,
 - Remarques sur le plan de situation existante de fait :
 - demande d'un contraste accru des teintes pour une meilleure lisibilité du plan,
 - demande d'amélioration de lisibilité des numéros de police et de parcelles cadastrales,
 - demande de distinction entre arbres à haute tige, arbres d'alignement et arbres en bosquets,
 - demande d'une meilleure visibilité des sens de circulation,
 - ajout, le cas échéant, des itinéraires cyclables, du tracé des lignes et des arrêts de transports en commun,
 - Remarques sur le plan du schéma des affectations :
 - demande d'amélioration de la lisibilité du plan (surimpressions et choix des teintes),
 - Remarques sur le plan d'expropriation :
 - Indication de la justification de l'expropriation et précision de l'emprise au moyen de côtes,
 - Demande de vérification du respect de la procédure prescrite par le CoBAT,
- o La Commission Royale des Monuments et Sites, dans son avis émis le 12 mars 2014 :**

- rappelle que le territoire concerné par le projet de plan particulier d'affectation du sol comporte plusieurs bâtiments classés, dont certains sans zone de protection, ainsi que plusieurs arbres protégés, qui ne sont pas repris en situation de droit,
- regrette que l'évolution de l'indice P/S ne soit pas illustrée dans un tableau précis,
- relève le caractère d'intention quant au tracé des traversées pour les modes de déplacement "faibles", alors que le projet de plan est accompagné d'un plan d'expropriation portant sur deux tronçons existants,
- regrette que l'analyse paysagère ne soit pas instrumentalisée, que la liste du patrimoine ne soit pas cartographiée et que la liste du patrimoine est incomplète (arbres),
- regrette que la dimension patrimoniale de l'étude disparaisse dans le chapitre 5 "interactions" ainsi que dans la conclusion,
- regrette l'absence d'une note de synthèse et la présence, qui en découle, de doublons et redites entre le rapport d'incidences environnementales et le projet de plan particulier d'affectation du sol,
- signale que le projet de plan particulier d'affectation du sol ne fait mention des effets de classement ni dans les prescriptions ni sur la carte des affectations (vérifier sur la situation existante de droit) et estime que cela ne permet pas une bonne compréhension des enjeux,
- regrette que le patrimoine non classé et repris à l'inventaire provisoire) n'est pas cartographié alors qu'elle estime que sa représentation graphique serait significative,
- constate que les arbres remarquables sont repris sur la carte et font l'objet de prescriptions,
- émet, dans son avis proprement dit, les considérations suivantes :
 - la CRMS se dit surprise du niveau de détail du projet en regard des analyses, relativement poussées, de la situation existante,
 - elle estime que la démarche ne se fonde pas sur une approche visuelle et paysagère et estime que ce point de vue aurait pu guider utilement la réflexion sur la densification,
 - elle estime qu'une telle approche permettrait de préciser des aspects, qu'elle juge par trop sommaires, quant à la préservation de certaines masses végétales et séquences visuelles,

- demande que la patrimoine classé (bâtiments et arbres) et celui inscrit à l'inventaire provisoire soient pris en compte de manière explicite (situation de droit et projet de plan) au niveau graphique et à celui des prescriptions,

- demande que l'aménagement des cheminements prévus pour les modes actifs fassent l'objet de tracés précis et d'une étude plus poussée,

○ **Le Conseil de l'Environnement pour la Région de Bruxelles-Capitale, dans son avis émis le 12 mars 2014**, constate que le projet prend correctement en considération les aspects environnementaux et ne formule pas de remarque,

○ **Le Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale, dans son avis émis le 10 mars 2014 :**

- souligne positivement la volonté de la commune de prendre en compte les modes lents en permettant une plus grande perméabilité de l'îlot pour ceux-ci et l'encourage à poursuivre les efforts en créant, par exemple, des places de parking sécurisées pour les vélos,

- estime important, au vu des projections démographiques, lorsque davantage de logements sont créés, de laisser la possibilité pour une petite école ou une crèche de s'implanter et à l'athénée de pouvoir s'étendre, comme le prévoit ce plan particulier d'affectation du sol,

- estime que des emplacements de parking en suffisance doivent être créés tant pour les occupants des logements que pour leurs éventuels visiteurs,

- souhaite qu'une mixité sociale plus grande puisse être de mise dans le quartier concerné par le PPAS,

Considérant que les avis des différentes instances consultées, synthétisés ci-avant, portent en grande partie sur des précisions, propres à leur domaine de compétences respectives, que lesdites instances souhaitent voir apparaître aux plans ou aux prescriptions de sorte à éviter toute équivoque lors de la mise en œuvre du plan,

Que certaines de ces demandes vont dans le sens d'une meilleure lisibilité et d'autres risquent, par la demande d'informations complémentaires, (surtout sur le schéma des affectations), de compliquer la lecture du plan par l'ajout de repères, liserés et légendes supplémentaires (protection du patrimoine, qui est du ressort de la situation de droit)

Que ces demandes de modification ne sont pas de nature à modifier l'essence du plan soumis à l'enquête, en ce qu'elles permettent principalement une meilleure compréhension des plans et des prescriptions,

Que d'autres ne sont pas régies par un plan particulier d'affectation du sol, comme par exemple les sens de circulation, dont la gestion reste de la compétence du Conseil communal indépendamment de tout plan d'urbanisme,

Que d'autres (tracé précis, abords, conception en coupes, ... des tracés de chemins pour les modes actifs) ne sont pas à déterminer au stade du plan particulier d'affectation du sol mais plutôt dans le cadre de l'instruction des demandes de permis de lotir ou de permis d'urbanisme,

Qu'il en va de même pour les précisions de séquences visuelles, l'essentiel des masses de couvert végétal à préserver étant déterminé au plan et aux prescriptions,

Que les instances n'émettent pas d'observation fondamentale quant à la densité du projet, si ce n'est un avis qui relève la relative basse densité du projet en regard de la densification que propose le projet de PRDD;

Qu'à cet égard, il est à noter que les caractéristiques de l'îlot qui fait l'objet de l'étude du plan particulier d'affectation du sol sont remarquables en termes de couvert végétal et de sites relais dans le maillage vert de cette partie de la ville, et que la préservation de cette caractéristique dans une urbanisation mesurée justifie les indices de densité proposés, qui résultent du développement possible au sein de l'îlot en fonction des diverses typologies de bâti qui s'y trouvent,

Considérant, en ce qui concerne les réclamations et observations introduites durant l'enquête publique ou formulées au cours de la séance publique de la Commission de concertation :

- que l'analyse des arguments avancés suscite les observations et considérations qui constituent l'annexe 1 de la présente délibération;

- que leur pertinence justifie les quelques modifications mineures ou corrections d'erreurs matérielles à apporter au projet de plan avant envoi au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour approbation du plan;

Vu le contexte et les objectifs de la décision du Conseil communal du **22 novembre 2007**, initiant la procédure :

Considérant que l'élaboration d'un plan particulier d'affectation du sol portant sur l'îlot délimité par la rue Groeselenberg, l'avenue Houzeau, l'avenue Circulaire et l'avenue des Statuaires a été motivée par les éléments suivants :

- Il était important de déterminer une reconversion harmonieuse du bâtiment de la clinique des 2 Alice et de ses abords, de celle du site du CERVA, ainsi que le développement urbanistique que peut soutenir les terrains qui traversent l'îlot, sur lesquels des demandes de certificat d'urbanisme avaient été introduites;

- l'intérêt public de l'aménagement de cet îlot avait déjà été exprimé dans l'avis du Conseil communal sur le projet de P.R.A.S. par une demande d'affectation en zone d'habitation;

- dans cette optique, seul un plan particulier d'affectation du sol pouvait répondre à la nécessité d'établir une vision globale et stable de l'avenir de cet îlot, l'un des plus étendus du territoire communal, afin d'éviter une urbanisation anarchique au gré des demandes ponctuelles de permis;

- cet îlot présente les caractéristiques suivantes :

- il est un des plus grands îlots de la partie Nord du territoire communal;

- il comporte une importante superficie non urbanisée en intérieur d'îlot ainsi qu'un relief et un couvert végétal qu'il s'indique de valoriser dans le paysage général des lieux;

- il comporte plusieurs équipements d'intérêt collectif et de service public, dont une en voie de déménagement (clinique en construction avenue De Fré) et un autre à relocaliser à terme (CERVA) ainsi qu'une importante école (Athénée d'Uccle I) et une école d'enseignement supérieur (infirmières);

- ses rives affectées au logement présentent une typologie variée :

- un habitat en ordre ouvert le long de l'avenue Circulaire et l'avenue des Statuaires et Houzeau dans leur partie haute, avec d'anciennes résidences de caractère dont notamment la résidence de l'Ambassadeur de France;

- un habitat semi-ouvert le long de l'avenue des Statuaires (dans le bas de l'avenue) ainsi que pour partie le long de la rue Groeselenberg;

- un habitat en ordre fermé pour tout le coin de l'avenue Houzeau et de la rue Groeseleberg, qui présente également des bâtisses de caractère;

- le P.R.A.S. a anticipé le déménagement du CERVA en agrandissant la zone d'équipement du plan de secteur sur le site de l'Institut Pasteur et a déjà affecté le site actuel du Groeselenberg en zone d'habitation;

- le P.R.A.S. a maintenu l'importante zone d'équipement qui traverse l'îlot de part en part;

- il s'indique de garantir un aménagement équilibré de l'îlot en terme d'implantation, d'affectation, de densité et de typologie ainsi qu'en terme de mise en valeur du paysage et du relief;

- il s'indique également d'assurer une bonne répartition des accès et une bonne accessibilité de tous les sites à reconverter;

- vu la nature des activités et les particularités des lieux, l'élaboration d'un rapport d'incidences environnemental (R.I.E.) s'impose;

Considérant le parti urbanistique du projet de plan

Considérant que le projet de plan particulier d'affectation du sol n°64 traduit les objectifs du Conseil communal dans un parti urbanistique **souple** dont les affectations principales sont **les équipements d'intérêt collectif et le logement**, réparti en fonction des typologies existantes du bâti dans l'îlot, dans les zones suivantes du projet :

- une zone d'équipement d'intérêt collectif et de services publics, répartie en deux sous-zones A et B, portant respectivement sur le site de l'Athénée d'Uccle I et sur le pôle d'équipement que constitue l'école des infirmières et la maison de retraite "l'Olivier",
- une zone de parc résidentiel, qui couvre la majeure partie du développement de l'alignement de l'avenue Circulaire, de très faible densité, et maintenant et protégeant, dans une substantielle superficie, le couvert végétal remarquable de cette partie de l'îlot,
- une zone d'habitat en ordre ouvert ou semi-ouvert, correspondant à la typologie du bâti de l'avenue des Statuaires, de l'angle de l'îlot que forment l'avenue Circulaire et l'avenue Houzeau, ainsi que l'angle de l'îlot que forment la rue Groeselenberg et l'avenue des Statuaires,
- une zone d'habitat en ordre fermé, correspondant à la typologie de la rive de l'îlot le long de la moitié est de la rue Groeselenberg, ainsi que le long de l'avenue Houzeau, au Nord de l'athénée d'Uccle I,
- une zone qui reprend les 3 bâtiments existants estimés remarquables,
- une zone pour habitat mixte, répartie en deux sous-zones reprises A et B aux plans et correspondant respectivement au site du CERVA-CODA et au site dit "Beaufort House", anciennement clinique des 2 Alice,
- une zone de voirie publique, couvrant les voiries qui délimitent l'îlot, complétée, en surimpression, d'une infrastructure de liaison
- 4 types de zones non bâties, parmi lesquelles :
 - une zone verte,
 - une zone de parc,
 - des zones spécifiques de jardins, principalement pour la zone d'habitat en ordre fermé
 - une zone de recul, également principalement pour la zone d'habitat en ordre fermé

On notera, parmi ces zones, et même si l'ampleur totale n'apparaît pas de façon exhaustive au schéma des affectations, que le projet de plan particulier d'affectation du sol n° 64 fait la part belle aux espaces verts :

par des surimpressions au plan :

- de maintien du verger,
- de maintien du caractère de jardin,
- de maintien du caractère boisé,
- de maintien des arbres existants à l'entrée du site "Beaufort House",

par ses prescriptions :

- d'instauration de zones non aedificandi d'une profondeur minimale de 10 mètres augmentés de la distance nécessaire pour que les gabarits projetés (maximum R+3+recul ou R+2+T pouvant accueillir un maximum de 2 niveaux) échappent à un dégagement pyramidal à 35° prenant naissance au niveau du relief existant au droit :
 - des limites entre la zone d'équipement et la zone d'habitat en ordre ouvert ou semi-ouvert,
 - des limites entre la zone d'habitat mixte et les zones d'équipement, d'habitat en ordre ouvert ou semi-ouvert et la zone de parc résidentiel,

Il en découlera un maintien de masses vertes substantielles et l'instauration de couloirs de végétation propices au maintien et au redéploiement du maillage vert dont les surfaces minimales apparaissent au plan, et dont la configuration sera in fine déterminées en fonction des permis délivrés et du choix :

- soit d'une moindre emprise et du gabarit maximal autorisable;
- soit de l'emprise maximale autorisable et du choix d'un moindre gabarit;

Considérant qu'en termes de densité et de gabarits, le projet de plan particulier d'affectation du sol n°64 traduit les objectifs du Conseil communal dans une densification mesurée traduite comme suit :

Zone par zone, les prescriptions gèrent les densités comme suit :

▪ la sous-zone A de la zone d'équipement d'intérêt collectif et de services publics, (Athénée d'Uccle I) reprend le bâti de l'Athénée proprement dit et lui adjoint l'emprise du bâtiment de laboratoires du CERVA qui jouxte la limite nord du site de l'Athénée. Cet aspect du projet de plan particulier d'affectation du sol n° 64 permet soit à l'Athénée de compléter son bâti en fonction de besoins futurs (il faut rappeler que les bâtiments sont classés), soit l'installation d'un autre équipement, accessible par le site du CERVA, reconverti en logement. **Quelle que soit l'option qui sera prise en matière d'équipement, le taux maximal d'emprise au sol acceptable dans cette sous-zone est limité à 38 %, l'indice P/S à 1,15 et la possibilité d'augmenter la surface bâtie à 4.645 m².**

▪ la sous-zone B de la zone d'équipement d'intérêt collectif et de services publics, (pôle d'équipement que constitue l'école des infirmières et la maison de retraite "l'Olivier") permet quant à elle une possibilité d'installer des équipements à concurrence d'un **taux d'emprise de la sous-zone limité à 30 %, d'un indice P/S limité à 0,70, ce qui correspond à une possibilité d'augmenter la surface bâtie de 5.831 m².**

▪ la zone de parc résidentiel, qui couvre la majeure partie du développement de l'alignement de l'avenue Circulaire, est subdivisée en 2 sous-zones :

○ la sous-zone 1 pour laquelle le taux d'emprise au sol acceptable est limité à **E/S=10 % maximum** et l'indice **P/S = 0,20 maximum**.

○ la sous zone 2 pour laquelle le taux d'emprise au sol acceptable dans cette sous-zone est limité à **E/S=20% maximum** et l'indice **P/S à 0,50 maximum**.

▪ la zone d'habitat en ordre ouvert ou semi-ouvert, correspondant à la typologie du bâti de l'avenue des Statuaires, de l'angle de l'îlot que forment l'avenue Circulaire et l'avenue Houzeau, ainsi que l'angle de l'îlot que forment la rue Groeselenberg et l'avenue des Statuaires, est subdivisée en 3 sous-zones :

○ la sous-zone 1 pour laquelle le taux d'emprise au sol acceptable est limité à **E/S=17% maximum** et l'indice **P/S = 0,55 maximum**.

○ la sous zone 2 pour laquelle le taux d'emprise au sol acceptable dans cette sous-zone est limité à **E/S=15 % maximum** et l'indice **P/S à 0,40 maximum**.

○ la sous-zone 3 pour laquelle les prescriptions limitent, vu les spécificités de cette parcelle en intérieur d'îlot, les possibilités d'extension à **15 % de la superficie bâtie existante** au jour de l'approbation du plan particulier d'affectation du sol n° 64.

▪ la zone partielle 1 de la zone d'habitat en ordre fermé, correspondant à la typologie de la rive de l'îlot le long de la moitié est de la rue Groeselenberg, ainsi que le long de l'avenue Houzeau, au Nord de l'athénée d'Uccle I, n'est pas régie par des indices de densité

▪ la zone partielle 2 de la zone d'habitat en ordre fermé, non bâtie, pour laquelle les prescriptions fixent, vu les spécificités de ce bâti mitoyen (immeuble d'angle), aux jardins moins amples et donc forcément au bâti plus dense, le taux d'emprise au sol maximal acceptable à **E/S=60% maximum** et l'indice **P/S = 1,85 maximum**.

▪ une zone qui reprend les 3 bâtiments existants estimés remarquables, pour lesquels les prescriptions prévoient :

○ pour la maison de l'aumônier, un taux d'emprise maximal acceptable de **E/S=9 % maximum** et l'indice **P/S = 0,34 maximum**; ces indices permettent une extension de 66 m² de ce bâtiment

○ pour la crèche du Lapin blanc, un taux d'emprise maximal acceptable de **E/S=40 % maximum** et l'indice **P/S = 0,97 maximum**; ces indices permettent une extension de 175,5 m² de ce bâtiment

○ pour la maison sise avenue des Statuaires, un taux d'emprise maximal acceptable de **E/S=8 % maximum** et l'indice **P/S = 0,30 maximum**; ces indices permettent une extension de 98 m² de ce bâtiment

▪ la zone pour habitat mixte, répartie en deux sous-zones reprises A et B aux plans et correspondant respectivement au site du CERVA-CODA et au site appartenant à la congrégation des sœurs; dans la même teinte, le site dit "Beaufort House" (anciennement clinique des 2 Alice), apparaît avec une surimpression hachurée et est régi par des prescriptions particulières

○ pour la sous-zone A (CERVA), le taux d'emprise au sol acceptable est limité à **E/S=21 % maximum** et l'indice **P/S = 0,65 maximum**.

○ Pour la sous zone B (terrains de la Congrégation où l'on peut bâtir), le taux d'emprise au sol acceptable dans cette sous-zone est limité à **E/S=20 % maximum** et l'indice **P/S à 0,70 maximum**.

▪ Le projet de plan particulier d'affectation du sol n°64 traite le site de Beaufort House en fonction de la situation de droit (permis d'urbanisme en cours de mise en œuvre) mais prévoit une hypothèse, (peu probable et imposée par le comité d'accompagnement du rapport d'incidences environnementales), de reconstruction, auquel cas l'indice **P/S (1,4 existant) serait limité à 0,70 maximum**.

Zone par zone, les prescriptions gèrent les gabarits comme suit :

▪ la zone d'équipement d'intérêt collectif et de services publics, limite la hauteur de corniche à 9,75 mètres (3 niveaux de 3,25 mètres)

▪ la zone de parc résidentiel limite la hauteur de corniche à 9,75 mètres et les rives des toitures plates (mur acrotère - parapet) à 10,50 – les toitures inclinées

▪ la zone d'habitat en ordre ouvert ou semi-ouvert limite la hauteur de corniche à 9,75 mètres et les rives des toitures plates (mur acrotère - parapet) à 10,50

▪ la zone d'habitat en ordre fermé, limite la hauteur de corniche à 9,75 mètres, soit R+2+T ou R+1+TM

▪ la zone qui reprend les 3 bâtiments existants estimés remarquables établit des capacités d'extension limitées en termes de surface et d'emprise au sol. Vu les limitations de ces extensions, les gabarits découleront de l'appréciation du bon aménagement des lieux au cours de l'instruction des demandes :

▪ la zone pour habitat mixte, répartie en deux sous-zones reprises A et B aux plans et correspondant respectivement au site du CERVA-CODA et au site appartenant à la congrégation des sœurs; dans la même teinte, le site dit « Beaufort House » (anciennement clinique des 2 Alice), apparaît avec une surimpression hachurée et est régi par des prescriptions particulières

▪ pour les 2 ensembles A et B, les prescriptions prévoient :

○ pour la sous-zone A (CERVA), la hauteur de corniche est limitée à 9,75 mètres, soit des gabarits de R+2+T ou R+1+TM;

○ Pour la sous zone B (terrains de la Congrégation où l'on peut bâtir), la hauteur de corniche est limitée à 15,75 mètres pour les volumes avec toiture à versants et 16,35 mètres pour les volumes à toit plat, soit R+3+T ou R+3+ recul;

▪ Le projet de plan particulier d'affectation du sol n°64 traite le site de Beaufort House en fonction de la situation de droit (permis d'urbanisme en cours de mise en œuvre) mais prévoit une hypothèse, (peu probable et imposée par le comité d'accompagnement du rapport d'incidences environnementales), de reconstruction peu probable, auquel cas le gabarit serait limité à ce qu'autorise la sous-zone A décrite ci-avant.

Considérant qu'en matière de mobilité et d'accès, le projet de plan particulier d'affectation du sol n° 64 traduit les objectifs du Conseil communal comme suit :

▪ Le projet de plan particulier d'affectation du sol n° 64 propose deux traversées de l'îlot par les modes doux : il permettra de relier l'Observatoire au chemin de la Source puis à l'avenue de Fré et de traverser l'îlot entre l'avenue des Statuaires et l'avenue Houzeau en passant dans le paysage qualitatif de l'intérieur de l'îlot (zone boisée, verger, ...);

▪ Le projet prévoit une possibilité d'accès complémentaire sous forme d'une voirie résidentielle pour la partie de l'intérieur de l'îlot qui entoure le projet "Beaufort House";

Considérant qu'en matière de paysage, le projet de plan particulier d'affectation du sol n°64 traduit les objectifs du Conseil communal comme suit :

- Il valorise le couvert végétal existant et le relief
- Il met en valeur la maison de l'aumônier par la création d'une zone verte qui longe la rue Groeselenberg et qui pérennise, dans le paysage des lieux, les arbres emblématiques qui caractérisent l'accès, depuis la voirie, à l'ancien site de la clinique des 2 Alice,
- Il propose des zones dans lesquelles les implantations pourront être déterminées et ajustées au moment de l'étude des certificats d'urbanisme, permis de lotir ou permis d'urbanisme, et garantit, par des dispositions comparables à celles des plans particuliers d'affectation du sol n° 30, n° 48bis et n° 50, des espaces libres et non bâtis le long des limites des zones,

Considérant que le rapport d'incidences environnementales, qui a été soumis à l'enquête publique en même temps que le projet de plan, a quant à lui été mené à bien :

- en plusieurs phases :
 - phase 1 : programmation générale, ventilée en différents scénarii,
 - phase 2 : projet urbanistique : propositions d'inscription spatiale,
 - phase 3 : projet de plan particulier d'affectation du sol : choix d'une spatialisation et prescriptions graphiques (cartes) et littérales

• en couvrant, pour chaque phase, les 13 thématiques suivantes :

1. Urbanisme et paysages,
2. Patrimoine,
3. Mobilité,
4. Domaine social et économique,
5. Sols et eaux souterraines,
6. Eaux usées et eaux pluviales,
7. Faune et flore,
8. Environnement acoustique et vibratoire,
9. Microclimat,
10. Qualité de l'air,
11. Energie,
12. Déchets,
13. Être humain,

Et, in fine, les interactions et conclusions.

• en faisant la synthèse des scénarii, dont les éléments positifs retenus ont donné lieu à la spatialisation proposée dans le plan particulier d'affectation du sol.

Considérant en conséquence que les objectifs du Conseil communal, à savoir :

- "garantir un aménagement équilibré de l'îlot en terme d'implantation, d'affectation, de densité et de typologie ainsi qu'en terme de mise en valeur du paysage et du relief;
- assurer une bonne répartition des accès et une bonne accessibilité de tous les sites à reconvertir";

sont rencontrés dans le projet de plan particulier d'affectation du sol n° 64 et dans les prescriptions qui s'y rapportent, arrêtés suite au rapport d'incidences environnementales, et moyennant les quelques précisions et modifications à y apporter, qui sont mineures et ne sont pas de nature à engendrer des incidences notables sur l'environnement.

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale,

Vu la procédure d'élaboration des plans particuliers d'affectation du sol prévue par le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire;

Vu l'article 50 du Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire;

Prend connaissance des résultats de l'enquête publique ainsi que des avis émis par les diverses instances consultées dans le cadre de la procédure,

Décide, par 32 voix pour et 5 abstentions :

- d'adopter définitivement le plan particulier d'affectation du sol n° 64 "Groeselenberg" **moyennant les modifications mineures suivantes**, non susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement :

- affecter en zone de jardins (article 11) les parties des parcelles sises au n° 69 et au n° 73 de la rue Groeselenberg que le projet de plan particulier d'affectation n° 64 situe en zone partielle 3 de la zone d'habitat pour maisons à 3 ou 4 façades,

- modifier comme suit l'entrée de la zone partielle A de la zone d'habitation de typologies mixtes (site du CERVA) :

- déplacer, sur une profondeur de ± 30 mètres au départ de l'alignement de la rue Groeselenberg, l'infrastructure de désenclavement à l'entrée du site du CERVA,

- prévoir, le long de la limite latérale gauche de la parcelle n° 97, une zone de recul de nature à garantir, dans l'aménagement, le maintien et le développement d'un écran de verdure substantiel et significatif sur le plan du paysage, à l'instar de la situation existante,

- affecter cet espace le long de la limite latérale gauche de la parcelle sise rue Groeselenberg, 97 à la zone de recul (article 12),

- adapter en conséquence le tracé, en surimpression, de l'infrastructure de désenclavement pour circulation motorisée,

- ajuster la limite est de la zone comportant le bâtiment dit "La crèche du Lapin blanc" à la façade principale de celui-ci,

- revoir à la hausse les possibilités d'extension pour le bien sis au n° 44 de l'avenue des Statuaires, étant donné l'importante dimension de la parcelle par rapport au bâti existant et modifier comme suit la partie de la prescription 6.2 qui concerne cette maison :

- superficie de la parcelle : 2.874,5 m²

- emprise au sol existante : 243 m²

- taux d'emprise maximal autorisé : 15 %;

- indice P/S maximal autorisé : 0,35;

- modifier les erreurs matérielles figurant sur la carte de la situation existante de fait (notamment, un arbre figurant sur l'emprise d'un des bâtiments du CERVA)

- préciser la prescription 7.3, alinéa 1 en privilégiant, pour la zone A de la zone d'habitation de typologies mixtes, depuis la rue Groeselenberg, autour du jardin du CERVA et en direction du passage cocher à créer et permettant de rejoindre l'avenue Houzeau depuis le cœur de l'îlot, la construction de maisons unifamiliales,

- prévoir, au schéma des affectations et en légende une surimpression de "maison à valeur patrimoniale" et d'y joindre des prescriptions particulières, pour les maisons sises n° 43, 45, 47, 49, 87-89, 99, 125 avenue Houzeau, avenue Circulaire n° 146, 148, 154, 158 et avenue des Statuaires n° 120, complémentaire à la législation relative à la protection du patrimoine,

- prévoir plus particulièrement pour le n° 99 de l'avenue Houzeau, l'application de la prescription générale 0.8 du PRAS permettant de réaffecter éventuellement ce patrimoine bâti,

- prévoir une prescription de mise en valeur des frontons classés de l'ancienne Clinique, de préférence par une intégration sur le site de l'ancienne clinique,

- préciser la prescription 13 en y indiquant une largeur de 2,50 mètres pour les trajets de circulation destinés aux modes doux, et adjoindre, dans les textes, à "mode doux" la mention "ou modes actifs" et préciser le libellé selon la demande de l'AATL en termes de mention de sentiers, chemins et trottoirs,

- de prendre en compte les suggestions suivantes de l'AATL qui permettront une lecture plus aisée du plan,

- Art. 2.3 : de revoir la prescription obligeant deux places de parking minimales par porte de garage,

- Art. 6.2 : de revoir le niveau de détail des prescriptions concernant les matériaux autorisés risquant d'amener à de nombreuses dérogations lors de la demande de permis d'urbanisme,
- Art. 7.2.2 : de prévoir la motivation des demandes de permis d'urbanisme par rapport à leur insertion dans l'îlot dans sa globalité,
- Art. 13 : de prévoir la préservation du lien piéton existant entre l'avenue des Statuaires et l'ancienne entrée de l'hôpital des 2 Alice au sud du bâtiment lapin blanc,
- Art. 18 : imposer qu'un des liens de modes actifs passe par le verger, ou à tout le moins le longe, par un ou plusieurs de ses côtés,
- Améliorer, d'une façon générale et pour chacun des plans, la lisibilité des cartes, des légendes, des cartouches, comme indiqué en regard de l'avis de l'AATL,
 - de charger le Collège des Bourgmestre et Echevins de faire apporter ces modifications et précisions au projet de plan particulier d'affectation n° 64 avant envoi au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale pour approbation.

Onderwerp 2A – 1 : **Stedenbouw.- Definitieve aanname van het Bijzonder Bestemmingsplan nr. 64 "Groeselenberg".**

De Raad,

Overwegende dat de gemeenteraad op **22 november 2007** besloten heeft het Bijzonder Bestemmingsplan nr. 64 - "Groeselenberg" op te stellen voor het huizenblok dat begrensd wordt door de Ringlaan, de Houzeaulaan, de Groeselenbergstraat en de Beeldhouwerslaan, waarvoor een reconversie van het ziekenhuis 2 Alice zich opdrong, alsook een stedenbouwkundige ontwikkeling van de uitgestrekte stukken terreinen die dit huizenblok, dat een grote oppervlakte heeft, omvat;

Overwegende dat de Raad op **28 februari 2008** de voorwaarden heeft vastgelegd voor de overheidsopdracht voor de aanduiding van een projectontwerper om deze opdracht tot een goed einde te brengen;

Overwegende dat de gemeenteraad op **25 december 2008**, na een procedure van een offerteaanvraag, het bureau Grontmij heeft aangeduid om deze studie uit te voeren (opdracht in twee fases, voorgeschreven door het BWRO), die onderworpen is aan een milieu-effectenrapport;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op **27 februari 2008** een bestelling heeft geplaatst bij het bureau Grontmij voor de eerste fase van de opdracht;

Dat deze bestelling op **30 januari 2009** bevestigd is;

Dat het voorontwerp van het bestek van het milieu-effectenrapport, bij de dienst Stedenbouw ingediend in maart 2010, het voorwerp is geweest van analyses en verduidelijkingen;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op **30 juli 2009** (onderwerp 4B-27) het ontwerp van bestek voor het milieu-effectenrapport heeft goedgekeurd,

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op **4 augustus 2009** het advies heeft gevraagd van het BIM en het BROH;

- Dat het BROH op **11 september 2009** zijn advies heeft overgemaakt;
- Dat het BIM op **3 september 2009** zijn advies heeft overgemaakt;
- Dat de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie op **3 september 2009** het college van burgemeester en schepenen heeft laten weten dat ze geen advies meer wenst af te leveren over een studie naar het niet-afwijkend Bijzonder Bestemmingsplan;

Overwegende dat de Cel Effecten van het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting op **17 september 2009** de gemeenteraad in kennis heeft gesteld van zijn opmerkingen inzake de structuur en de volledigheid van het ontwerp van bestek van het milieu-effectenrapport;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op **20 oktober 2009** (onderwerp 4B-203) het ontwerp van bestek van het milieu-effectenrapport heeft aangenomen.

Overwegende dat de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op **4 december 2009** aan het college van burgemeester en schepenen het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van **3 december 2009** heeft betekend waarin de samenstelling en de regels zijn vastgesteld voor de werking van het begeleidingscomité;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op **17 december 2009** het ontwerp van bestek heeft gestuurd naar de cel "Effecten" van het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting;

Overwegende dat het begeleidingscomité op **18 januari 2010** een eerste vergadering heeft gehouden;

Overwegende dat de voorzitter van het begeleidingscomité het college in een brief van 23 februari 2010, ontvangen op **8 maart 2010**, heeft gemeld dat het begeleidingscomité tijdens de eerste vergadering :

- De definitieve versie van het bestek heeft opgesteld;
- De uitvoeringstermijn van de studie heeft bepaald;
- De keuze van de projectontwerper heeft goedgekeurd, namelijk het bureau Grontmij;

Overwegende dat de gemeenteraad op **25 maart 2010** de keuze van het bureau Grontmij heeft bevestigd als projectontwerper voor de tweede fase van de opdracht;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op **6 april 2010** (met bevestiging op 7 mei 2010 ten gevolge van een adreswijziging) een bestelling heeft geplaatst bij het bureau Grontmij voor de tweede fase van de opdracht;

Overwegende dat het begeleidingscomité daarna 12 keer is samengekomen, namelijk :

- Op **16 mei 2011**,
- Op **5 juli 2011**,
- Op **3 oktober 2011**,
- Op **17 oktober 2011**,
- Op **28 november 2011**,
- Op **3 februari 2012**,
- Op **4 juni 2012**,
- Op **23 augustus 2012**,
- Op **10 oktober 2012**,
- Op **14 november 2012**,
- Op **20 december 2012**,
- Op **29 januari 2013**;

N.B. : de werkzaamheden van het begeleidingscomité zijn opgeschort ten gevolge van het openbaar onderzoek naar het ontwerp van demografisch GBP, aangezien de gemeenteraad in haar klacht gevraagd heeft dat een deel van het huizenblok bestemd zou worden als woongebied, zodat een samenhang verkregen wordt tussen dit GBP en het ontwerp van Bijzonder Bestemmingsplan nr. 64. De informatie betreffende de zekerheid dat de vraag van de gemeenteraad gehoord is, is aangekomen op het einde van het eerste semester van 2013. De zomer van 2013 is gebruikt om alle tot op dat moment uitgevoerde werkzaamheden na te lezen zodat begin september een laatste vergadering van het begeleidingscomité gevraagd kon worden voordat het ontwerp van Bijzonder Bestemmingsplan nr. 64 en het milieu-effectenrapport ervan door het college van burgemeester en schepenen goedgekeurd werd;

Overwegende dat het begeleidingscomité op **11 september 2013** geoordeeld heeft dat het bestek naar bevrediging nageleefd is, en dat de definitieve documenten opgesteld konden worden volgens de laatste opmerkingen en overwegingen van het moment, met het oog op de goedkeuring door het college van burgemeester en schepenen;

Dat na deze zitting van het eind van de maand september en van de maand oktober gebruik gemaakt is om de documenten op punt te stellen (herlezen van de teksten, test van de voorschriften, leesbaarheid van de kaarten, vertalingen, ...);

Dat deze afgewerkte documenten ter goedkeuring zijn voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen in het onderhavige verslag, met het oog op de definitieve slotvergadering van het MER;

Overwegende dat het begeleidingscomité op **20 december 2013** het milieu-effectenrapport heeft afgesloten;

Overwegende dat de voorzitter van het begeleidingscomité op **23 december 2013** het college van burgemeester en schepenen in kennis heeft gesteld van de verklaring dat het milieu-effectenrapport afgesloten is;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen op **30 december 2013** de verklaring heeft ontvangen dat het milieu-effectenrapport afgesloten is;

Overwegende dat voor het onmiddellijke vervolg van de procedure het BWRO in artikel 48 bepaalt dat de gemeenteraad het college van burgemeester en schepenen ermee belast het ontwerp van plan samen met het milieu-effectenrapport te onderwerpen aan een openbaar onderzoek;

Overwegende dat de raad in zitting van **30 januari 2014** het college van burgemeester en schepenen ermee belast heeft voor het ontwerp van plan samen met het milieu-effectenrapport een openbaar onderzoek te organiseren;

Overwegende dat het openbaar onderzoek is gehouden van **17 februari 2014** t.e.m. **18 maart 2014** en geleid heeft tot het indienen van 88 brieven met klachten en opmerkingen, waarin de hieronder samengevatte thema's zijn aangekaart;

Overwegende dat het ontwerp van plan (plannen en voorschriften) samen met het milieu-effectenrapport, de adviezen, de klachten en het proces-verbaal waarmee het onderzoek is afgesloten, is voorgelegd aan de leden van de Overlegcommissie, bij wie het ontwerp en de kopie van de klachten zijn ingediend, op **7 april 2014**;

Overwegende dat de Overlegcommissie in openbare zitting en met gesloten deuren op **20 mei 2014** een voorwaardelijk gunstig advies heeft afgeleverd over het ontwerp van plan;

Gelet op de adviezen van de gewestelijke instellingen, gevraagd door het college van burgemeester en schepenen op 13 februari 2014, namelijk :

- **Leefmilieu Brussel - dienst Toelatingen heeft gemeld geen opmerkingen over het ontwerp van BBP te hebben;**

- **De Gewestelijke Mobiliteitscommissie in het advies van 14 maart 2014 :**

- steunt de aanleg door middel van het verkeerseiland van de twee aansluitingen voor langzaam verkeer en toegankelijk voor het publiek, aangeduid op het plan, enerzijds tussen de Groeselenbergstraat en de Ringlaan en anderzijds tussen de Houzeaulaan en de Beeldhouwerslaan;

- legt de nadruk op het belang deze voldoende breed te houden om comfortabele verplaatsingen in alle veiligheid mogelijk te maken, en meent dat de voorziene breedte (2 meter) niet volstaat;

- vraagt een werkelijk vrije breedte te voorzien van 2,5 meter, door 2 alternatieven voor te stellen voor de aanleg van de hagen die langs het traject moeten komen;

- merkt op het vlak van openbaar vervoer op dat de TEC de halte "Sterrewacht" op een veilige manier wenst te blijven bedienen door lijn 124;

- **Het Bestuur Ruimtelijke Ordening en Huisvesting, in het advies van 18 maart 2014 :**

- Steunt de grote lijnen van het plan;

- Heeft evenwel algemene opmerkingen over de volgende aspecten :

- betreurt het gebrek aan duidelijkere beslissing over de helderdere structurering van de wijk en het traject van de interne wegen, en haalt artikel 41 van het BWRO aan;

- betreurt het onevenwicht in de voorschriften tussen de vrijheid die voor bepaalde gebieden wordt gelaten en de erg verregaande details voor andere;

- stelt vast dat de algemene voorziene dichtheid van het gebied van het plan (V/T 0,55) ligt tussen twee waarden (0,50 en 0,70) die door het ontwerp van GPDO worden vooropgeteld voor respectievelijk het alleenstaand weefsel zonder toegangswegen en het halfopen weefsel zonder toegangswegen;

- het is moeilijk de maximale dichtheidsnorm voor bewoning per hectare, opgenomen in bepaalde voorschriften, te doen naleven;

- vraagt zich te schikken naar de grenzen inzake maximumoppervlakken van het Gewestelijk Bestemmingsplan om nabijheidsfuncties mogelijk te maken;

- Heeft opmerkingen over bepaalde voorschriften :

- artikel 2 :

- 2.1. Vraagt de regel te verduidelijken die gevolgd moet worden bij onverenigbaarheid tussen grafische en geschreven voorschriften;

- 2.3. vraagt een andere formulering;

- 2.4 vraagt de voorschriften i.v.m. het afvoeren van water op het hele gemeentelijke grondgebied te harmoniseren;

- artikel 6 :

- vraagt alle beschermde en op de bewaarlijst opgenomen gebouwen te vermelden (plannen en voorschriften) met de voor de wijk bepalende en bijzondere bestaande gebouwen;

- 6.2. aandacht voor de nauwkeurigheid van de voorschriften inzake de materialen, en het verhoogde risico op aanvragen tot afwijking;

- artikel 7 :

- 7.2.1 vraagt duidelijk de richting van het verkeer op de interne weg van perceelsgebied B aan te duiden;

- 7.2.2. vraagt dat de ontwikkelingsmodaliteiten voorzien voor het typisch woongebied met gemengde typologieën betrekking hebben op de integratie van de projecten in de totaliteit van het huizenblok;

- 7.4.1. vraagt de minimumoppervlakte te vermelden die vereist is voor de centrale ruimte toegankelijk voor het publiek en die overeenkomt met 15 % van de oppervlakte van het gebied;

- artikel 8 :

- 8.2.2. ontsluiting van gedeeltelijk gebied B : vraag tot verduidelijking van het voorschrift in de zin van een beperking van de toegang voor nooddiensten;

- artikel 13 :

- 13.1. vraag tot verduidelijking van de omschrijving;

- 13.2. vraag voldoende breedte te garanderen om comfortabele en veilige verplaatsingen mogelijk te maken, de voorgestelde breedte van 2 meter wordt onvoldoende geacht;

- vraag de term "actieve mobiliteit" te gebruiken in plaats van "zachte mobiliteit";

- vraag de term "trottoir" te vervangen door "pad" of "weg";

- opmerking over de afwezigheid van een deel van de tekst in de Nederlandse versie van de tekst (einde van artikel 13);

- artikelen 13 & 15 :

- steun van het bestuur inzake het belang van het ontwerp van plan voor de actieve mobiliteit;

- vraagt in dit verband de voorschriften aan te vullen wat de aan te leggen comfortabele toegang betreft voor actieve verplaatsingswijzen;

- vraagt de voetgangersverbinding te behouden tussen de Beeldhouwerslaan en de voormalige ingang van het ziekenhuis 2 Alice;

- artikel 18 :

- gunstige ontvangst inzake het behoud van de boomgaard;

- vraagt deze publiek toegankelijk te maken, of dat ten minste een van de actieve modi erlangs loopt;

- artikelen 16, 18 en 19 :

- vraagt meer leesbaarheid door de lokalisatie van deze gebieden te omschrijven in de uitleg van de voorschriften,
 - o Uit tevens opmerkingen inzake de vormgeving van de plannen, wat de volgende aspecten betreft :
 - Opmerkingen i.v.m. alle plannen :
 - in de legende alleen de elementen vermelden die op de plannen voorkomen,
 - volkomen gelijkheid van de weergave (strepen, kleur, dikte, dichtheid en richting van de arcering tussen de plannen en de legendes),
 - vergroting van de legendes om ze beter leesbaar te maken,
 - grafische schaal toevoegen aan de legende van de plannen,
 - verbetering van de leesbaarheid van de hoogtelijnen en de hoogtes, met volledige voorstelling ervan in functie van de bij het CIBG beschikbare gegevens,
 - het bijkaartje wijzigen door er voldoende plaats op te voorzien voor de handtekeningen,
 - Opmerkingen inzake het plan van de bestaande rechtstoestand :
 - het liggingsplan vergroten tot het omliggend stadsweefsel binnen een straal van 500 meter,
 - toevoeging van een legende bij de inzet betreffende het Gewestelijk Bestemmingsplan,
 - toevoegen van data betreffende de rooilijnplannen,
 - Opmerkingen inzake het plan van de bestaande feitelijke toestand :
 - vraag naar een groter kleurencontrast om het plan beter leesbaar te maken,
 - vraag om de leesbaarheid van de huisnummers en de kadastrale percelen te verbeteren,
 - vraag om een onderscheid te maken tussen hoogstammige bomen, rooibomen en bosschages,
 - vraag om de rijrichting duidelijker te maken,
 - desgevallend fietsroutes toevoegen, alsook de routes en de stopplaatsen van de lijnen van het openbaar vervoer,
 - Opmerkingen inzake het plan met het bestemmingoverzicht :
 - vraag de leesbaarheid van het plan te verbeteren (overdruk en kleurkeuze),
 - Opmerkingen inzake het onteigeningsplan:
 - Vermelding van de verantwoording van de onteigening en verduidelijking van de omvang d.m.v. maatcijfers,
 - Vraag om na te kijken of de door het BWRO opgelegde procedure is nageleefd,
 - o **De Koninklijke Commissie voor Monumenten en Landschappen, in het advies van 12 maart 2014 :**
 - brengt in herinnering dat het grondgebied dat valt onder het ontwerp van Bijzonder Bestemmingsplan verscheidene beschermde gebouwen omvat, waarvan enkele zonder beschermingsgebied, alsook verscheidene beschermde bomen, die niet opgenomen zijn in de rechtstoestand,
 - betreurt dat de evolutie van de V/T-index niet in een duidelijke tabel is voorgesteld,
 - merkt de opzet op i.v.m. het tracé van de doorgangen voor de "zwakke" verplaatsingsmodi, terwijl het ontwerp van plan gepaard gaat met een onteigeningsplan betreffende twee bestaande gedeelten,
 - betreurt dat de landschapsanalyse niet geïnstrumentaliseerd is, dat de erfgoedlijst niet op een kaart is opgenomen en dat de erfgoedlijst onvolledig is (bomen),
 - betreurt dat de erfgoeddimensie van de studie verdwijnt in hoofdstuk 5 "interacties", alsook in de conclusie,
 - betreurt de afwezigheid van een synthesesnota en de eruit voortvloeiende aanwezigheid van nodeloze herhalingen tussen het milieu-effectenrapport en het ontwerp van Bijzonder Bestemmingsplan,

- merkt op dat het ontwerp van Bijzonder Bestemmingsplan niets zegt over de gevolgen van de bescherming, noch in de voorschriften noch op de bestemmingskaart (nakijken op bestaande rechtstoestand) en meent dat dit het niet mogelijk maakt goed in te schatten wat op het spel staat,

- betreurt dat het niet beschermd en op de voorlopige bewaarlijst opgenomen erfgoed niet op de kaart is weergegeven, en meent dat de grafische weergave ervan betekenisvol zou zijn,

- stelt vast dat de opmerkelijke bomen op de kaart zijn opgenomen en het voorwerp uitmaken van voorschriften,

- formuleert in het advies zelf de volgende overwegingen :

- de KCML beweert verrast te zijn over de hoeveelheid details in het ontwerp tegenover de relatief doorgedreven analyses van de bestaande toestand,

- de KCML oordeelt dat de aanpak niet steunt op een visuele en landschappelijke benadering en oordeelt dat dit standpunt als leidraad had kunnen dienen voor de reflectie over de verdichting,

- de KCML oordeelt dat een dergelijke benadering het mogelijk gemaakt zou hebben aspecten i.v.m. het behoud van bepaalde groene massa's en landschappen te verduidelijken die volgens de commissie te beknopt zijn,

- vraagt dat uitdrukkelijk rekening gehouden wordt met het beschermde erfgoed (gebouwen en bomen) en het erfgoed op de tijdelijke bewaarlijst (rechtstoestand en ontwerp van plan) op het grafische vlak en op het vlak van de voorschriften,

- vraagt dat de aanleg van voor actieve modi voorziene paden gebeurt langs precieze tracés en na een diepgravendere studie,

- **De Milieuraad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**, stelt in het advies van 12 maart 2014, vast dat het ontwerp correct rekening houdt met milieuaspecten en formuleert geen opmerkingen,

- **De Economische en Sociale Raad van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest**, in het advies van 10 maart 2014 :

- benadrukt dat het positief is dat de gemeente rekening wil houden met trage verplaatsingen door het huizenblok hiervoor makkelijker te laten doorkruisen en moedigt de gemeente aan deze inspanningen voort te zetten door bijvoorbeeld veilige fietsenstallingen aan te leggen,

- oordeelt dat het, met het oog op de demografische vooruitzichten en als er nieuwe woningen worden bijgebouwd, van belang is de mogelijkheid te bieden een schooltje of een kinderdagverblijf te vestigen en het atheneum de mogelijkheid te geven uit te breiden, zoals voorzien in dit Bijzonder Bestemmingsplan,

- oordeelt dat er voldoende parkeerplaatsen aangelegd moeten worden, zowel voor de bewoners van de woningen als voor mogelijke bezoekers,

- wenst dat er ingezet wordt op een grotere sociale mix in de wijk die onder het BBP valt,

Overwegende dat de adviezen van de geraadpleegde instellingen, die hierboven zijn samengevat, voor een groot deel betrekking hebben op verduidelijkingen, eigen aan het domein van hun respectievelijke bevoegdheden, die deze instellingen wensen te zien verschijnen op de plannen of in de voorschriften om elke dubbelzinnigheid bij de uitvoering van het plan te voorkomen;

Dat sommige van deze vragen in de richting gaan van een betere leesbaarheid en andere door de vraag naar bijkomende inlichtingen (vooral op het bestemmingschema) de lectuur van het plan kunnen bemoeilijken door bakens, linten en legendes toe te voegen (vrijwaring van het patrimonium, wat valt onder de rechtstoestand);

Dat deze vragen tot wijziging niet van een aard zijn om de essentie te wijzigen van het plan waarvoor een onderzoek wordt gehouden, en dat ze hoofdzakelijk toelaten de plannen en voorschriften beter te begrijpen,

Dat andere niet vallen onder een Bijzonder Bestemmingsplan, zoals de rijrichting, wat de bevoegdheid blijft van de gemeenteraad, los van elk stedenbouwkundig plan,

Dat andere (precies tracé, omgeving, ontwerp in doorsneden, ... van de tracés voor de paden voor actieve verplaatsingen) niet bepaald horen te worden in de fase van het Bijzonder Bestemmingsplan maar eerder in het kader van het onderzoek naar de aanvragen tot verkavelingsvergunning of tot stedenbouwkundige vergunning,

Dat hetzelfde geldt voor de verduidelijkingen van de visuele landschappen, het grootste deel van de te behouden massa's groenschermbepaald op het plan en in de voorschriften,

Dat de instellingen geen fundamentele opmerkingen hebben over de dichtheid van het ontwerp, behalve een advies dat de relatief lage dichtheid van het project aanhaalt ten opzichte van de verdichting die voorgesteld wordt in het voorstel van GPDO;

Dat in dit verband opgemerkt moet worden dat de kenmerken van het huizenblok dat het voorwerp is van de studie van het Bijzonder Bestemmingsplan opmerkelijk zijn op het vlak van groenschermbepaald en van verbindingsterreinen in het groen netwerk van dit deel van de stad, en dat het behoud van dit kenmerk in een behoedzame verstedelijking de voorgestelde dichtheidsindexen rechtvaardigt die voortvloeien uit de mogelijke ontwikkeling binnen het huizenblok, in functie van de typologieën inzake bebouwing die zich er bevinden,

Overwegende, wat de klachten en opmerkingen betreft die tijdens het openbaar onderzoek of tijdens de openbare zitting van de Overlegcommissie zijn geformuleerd :

- dat de analyse van de aangehaalde argumenten de volgende opmerkingen en overwegingen oproept die de bijlage 1 van de onderhavige deliberatie vormen;
- dat de relevantie ervan de weinige aanpassingen van ondergeschikt belang of de verbeteringen van materiële fouten die aan te brengen zijn aan het ontwerp van plan rechtvaardigt voordat het naar de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt gestuurd voor goedkeuring;

Gelet op de context en op de doelstellingen van het besluit van de gemeenteraad van **22 november 2007** tot instelling van de procedure :

Overwegende dat het opstellen van een Bijzonder Bestemmingsplan voor het huizenblok dat begrensd wordt door de Groeselenbergstraat, de Houzeaulaan, de Ringlaan en de Beeldhouwerslaan gemotiveerd is door de volgende elementen :

- Het was belangrijk een harmonieuze reconversie te bepalen van het gebouw van de kliniek 2 Alice en van de omgeving ervan, van het terrein van het CODA, alsook de stedenbouwkundige ontwikkeling vast te leggen die mogelijk is op de terreinen die het huizenblok doorkruisen en waarvoor stedenbouwkundige attesten waren aangevraagd;

- Het algemeen belang van de ontwikkeling van dit huizenblok was al uitgedrukt in het advies van de gemeenteraad over het ontwerp van GBP door een vraag tot bestemming als woongebied;

- In deze optiek kan alleen een Bijzonder Bestemmingsplan voldoen aan de noodzaak een algemene en stabiele visie op te stellen voor de toekomst van dit huizenblok, een van de grootste van het gemeentelijk grondgebied, om een anarchistische ontwikkeling, naargelang de vergunningsaanvragen die ingediend worden, te voorkomen;

- Dit huizenblok heeft de volgende eigenschappen :

- Het is een van de grootste huizenblokken van het noordelijke deel van het gemeentelijke grondgebied;

- Een groot deel van de oppervlakte ervan binnenin het huizenblok is niet bebouwd, alsook een reliëf en een groenschermbepaald dat opgewaardeerd zou moeten worden in het algemene landschap van deze ruimte;

- Het omvat verscheidene voorzieningen van algemeen belang en openbare dienst, waaronder een verhuisweg (kliniek in opbouw op de De Frélaan) en een andere die op termijn verplaatst moet worden (CODA) alsook een grote school (Athénée d'Uccle I) en een hogeschool (verpleegsters);

- De randen, met woonbestemming, hebben een gevarieerde typologie :

- Een woongebied in open bouworde langs de Ringlaan en de Beeldhouwerslaan en de Houzeaulaan in de hogere delen, met oude karaktervolle residenties waaronder met name de residentie van de ambassadeur van Frankrijk;

- Een halfopen bouworde langs de Beeldhouwerslaan (onderaan de laan) en deels langs de Groeselenbergstraat;

- Een gesloten bouworde voor de hele hoek van de Houzeaulaan en de Groeselenbergstraat, tevens met karaktervolle gebouwen;

• Het GBP heeft voorzien dat het CODA zou verhuizen door het gebied voor voorzieningen van het gewestplan op het terrein van het Pasteurinstituut te vergroten en heeft het huidige terrein van de Groeselenberg al bestemd als woongebied;

• Het GBP heeft het omvangrijke gebied voor voorzieningen dat het huizenblok volledig doorkruist behouden;

• Het is aangewezen een evenwichtige aanleg te garanderen voor het huizenblok op het vlak van inplanting, bestemming, dichtheid en typologie alsook op het vlak van opwaardering van het landschap en van het reliëf;

• Het is tevens aangewezen een goede verdeling te garanderen van de toegangswegen en een goede toegankelijkheid van alle terreinen waarvoor een reconversie nodig is;

• Gelet op de aard van de activiteiten en de bijzonderheden van de plaatsen dient er een milieu-effectenrapport (MER) opgesteld te worden;

Overwegende de stedenbouwkundige benadering van het ontwerp van plan;

Overwegende dat het ontwerp van Bijzonder Bestemmingsplan nr. 64 de doelstellingen van de gemeenteraad vertaalt in een **soepele** stedenbouwkundige benadering met als voornaamste bestemmingen **de voorzieningen van algemeen belang en huisvesting**, verdeeld volgens de bestaande typologieën van de bebouwing in het huizenblok, in de volgende zones van het project;

▪ Een gebied voor voorzieningen van algemeen belang en openbare diensten, verdeeld in twee sub-gebieden A en B, respectievelijk met betrekking op het terrein van het Athénée d'Uccle I en op de kern met voorzieningen van de verpleegsterschool en het rusthuis l'Olivier,

▪ Een gebied van residentieel park dat het grootste deel omvat van de ontwikkeling van de rooilijn in de Ringlaan, met een erg geringe dichtheid, die op een belangrijke oppervlakte het opmerkelijke groenscherm van dit deel van het huizenblok behoudt en beschermt,

▪ Een woongebied in open of halfopen bouworde dat overeenkomt met de typologie van de bebouwing in de Beeldhouwerslaan, op de hoek van het huizenblok gevormd door de Ringlaan en de Houzeaulaan alsook op de hoek van het huizenblok gevormd door de Groeselenbergstraat en de Beeldhouwerslaan,

▪ Een woongebied in gesloten bouworde dat overeenkomt met de typologie van de rand van het huizenblok langs de oostelijke helft van de Groeselenbergstraat en langs de Houzeaulaan, ten noorden van het Athénée d'Uccle I,

▪ Een gebied dat de 3 bestaande en als opmerkelijk beoordeelde gebouwen omvat,

▪ Een gebied voor een gemengd woonmilieu, verdeeld in twee subgebieden, op de plannen opgenomen als A en B die respectievelijk overeenkomen met het terrein van het CODA en het zogenaamde terrein Beaufort House, de voormalige kliniek 2 Alice,

▪ Een gebied van openbare wegen, dat de wegen omvat die het huizenblok begrenzen, in superpositie aangevuld met een verbindinginfrastructuur;

▪ 4 types onbebouwde gebieden, waaronder :

○ Een groengebied,

○ Een parkgebied,

○ Specifieke tuingebieden, voornamelijk voor het woongebied in gesloten

bebouwing

○ Een achteruitbouwstrook, tevens hoofdzakelijk voor het woongebied in

gesloten bouworde

Er wordt binnen deze gebieden onder andere op gewezen dat, zelfs als de totale omvang niet volledig blijkt uit het bestemmingsschema, het ontwerp van Bijzonder Bestemmingsplan nr. 64 veel plaats voorziet voor groene ruimtes:

Door overdruk op het plan :

- Het behoud van de boomgaard,
- Het behoud van het tuinkarakter,
- Het behoud van het beboste karakter,
- Het behoud van de bestaande bomen aan de ingang van het terrein "Beaufort House"

Door de voorschriften :

- Door gebieden met bouwverbod in te voeren met een minimumdiepte van 10 meter, verhoogd met de afstand die nodig is opdat de geplande bouwprofielen (maximum GLV+3+achteruitbouw of GLV+2+D met een maximum van 2 bouwlagen) ontsnappen aan een piramidale hoek van 35° vanaf het niveau van het bestaande reliëf in een rechte hoek:
 - Van de grenzen tussen het gebied voor voorzieningen en het woongebied in open of halfopen bouworde,
 - Van de grenzen tussen het gemengde woongebied en de gebieden voor voorzieningen, het woongebied in open of halfopen bouworde en het gebied voor residentieel park,

Daaruit volgt dat aanzienlijke groene volumes behouden blijven en dat groene corridors ingevoerd worden die het groen netwerk helpen behouden en herstructureren. De minimumoppervlakte van het groen netwerk blijkt uit het plan, en de configuratie ervan zal uiteindelijk bepaald worden volgens de afgeleverde vergunningen en de keuze:

- Ofwel voor een geringere grondinneming en een maximaal toelaatbaar bouwprofiel,
- Ofwel voor een maximaal toelaatbare grondinneming en een geringer bouwprofiel

Overwegende dat het ontwerp van Bijzonder Plan van Aanleg nr. 64 de doelstellingen van de gemeenteraad op het vlak van dichtheid en bouwprofielen vertaalt in een gemeten verdichting, en wel als volgt :

Gebied per gebied beheren de voorschriften de dichtheden als volgt :

▪ Subgebied A van het gebied voor voorzieningen van algemeen belang en van openbare diensten (Athénée d'Uccle I) omvat de bebouwing van het atheneum zelf en voegt er de grondinneming aan toe van het gebouw van de laboratoria van het CODA dat grenst aan de noordelijke grens van het terrein van het atheneum. Dit aspect van het ontwerp van Bijzonder Plan van Aanleg nr. 64 maakt het mogelijk dat het atheneum zijn bebouwing aanvult naargelang de toekomstige noden (er dient opgemerkt te worden dat de gebouwen beschermd zijn), ofwel dat er een andere voorziening komt, toegankelijk via het terrein van het CODA, dat na reconversie een woonbestemming krijgt. **Ongeacht de optie die gekozen wordt op het vlak van voorzieningen, bedraagt de maximale aanvaardbare grondgrondinneming in dit subgebied 40 %, de V/T-index 1,15 en de mogelijkheid om de bebouwde oppervlakte te verhogen is beperkt tot 4.645 m².**

▪ Het subgebied B van het gebied voor voorzieningen van algemeen belang en openbare diensten (kern voor voorzieningen bestaande uit de verpleegstersschool en het rusthuis l'Olivier) maakt het dan weer mogelijk dat er voorzieningen komen met een grondbezettingsgraad voor het subgebied beperkt tot 30 %, een V/T-index beperkt tot 0,70, wat overeenkomt met een mogelijkheid de bebouwde oppervlakte te verhogen tot 5.924,8 m².

▪ Het gebied voor residentieel park die het grootste deel van de ontwikkeling van de rooilijn van de Ringlaan omvat, is verdeeld in 2 subgebieden:

○ Subgebied 1 waarvoor de aanvaardbare grondgrondinneming beperkt is tot **G/I=maximaal 10 %** en de **V/T-index = maximaal 0,20**.

○ Subgebied 2 waarvoor de aanvaardbare grondgrondinneming beperkt is tot **G/I=maximaal 20 %** en de **V/T-index = maximaal 0,50**.

▪ Het woongebied in open of halfopen bouworde dat overeenkomt met de typologie van de bebouwing in de Beeldhouwerslaan, op de hoek van het huizenblok gevormd door de Ringlaan en de Houzeaulaan alsook op de hoek van het huizenblok gevormd door de Groeselenbergstraat en de Beeldhouwerslaan, wordt verdeeld in 3 subgebieden :

- Subgebied 1 waarvoor de aanvaardbare grondgrondinneming beperkt is tot **G/I=maximaal 10 %** en de **V/T-index = maximaal 0,55**.
 - Subgebied 2 waarvoor de aanvaardbare grondgrondinneming beperkt is tot **G/I=maximaal 15 %** en de **V/T-index = maximaal 0,40**.
 - Subgebied 3 waarvoor de voorschriften gelet op de bijzonderheden van dit perceel binnenin het huizenblok de uitbreidingsmogelijkheden beperken tot **15 % van de bestaande bebouwde oppervlakte** op het moment van de goedkeuring van het Bijzonder Bestemmingsplan nr. 64.
 - Het woongebied in gesloten bouworde dat overeenkomt met de typologie van de rand van het huizenblok langs de oostelijke helft van de Groeselenbergstraat, alsook langs de Houzeaulaan, ten noorden van het Athénée d'Uccle I, waarvoor de voorschriften gelet op de bijzonderheden van deze mandelige bebouwing voor de minder ruime tuinen (en grotendeels ondiep) en bijgevolg voor de dichtere bebouwing de maximale aanvaardbare grondgrondinneming vaststelt op **G/I =maximaal 60 %** en **V/T-index = maximaal 1,85**.
 - Een gebied dat de 3 bestaande en als opmerkelijk beoordeelde gebouwen omvat, waarvoor de voorschriften voorzien wat volgt:
 - Voor het aalmoezeniershuis, een maximale aanvaardbare grondgrondinneming van **G/I = maximaal 9 %** en **V/T-index = maximaal 0,34**; deze indices maken een uitbreiding met 66 m² mogelijk voor dit gebouw;
 - Voor het kinderdagverblijf Le lapin blanc, een maximale aanvaardbare grondgrondinneming van **G/I = maximaal 40 %** en **V/T-index = maximaal 0,97**; deze indices maken een uitbreiding met 175,5 m² mogelijk voor dit gebouw
 - Voor het huis in de Beeldhouwerslaan, een maximale aanvaardbare grondgrondinneming van **G/I = maximaal 8 %** en **V/T-index = maximaal 0,30**; deze indices maken een uitbreiding met 98 m² mogelijk voor dit gebouw;
 - Het gemengd woongebied, verdeeld in twee subgebieden, op de plannen A en B genoemd en overeenkomend met respectievelijk het terrein van het CODA en het terrein van de zusterorde; dezelfde kleur voor het zogenaamde terrein Beaufort House (voormalige kliniek 2 Alice), met een gearceerde bovendruk en beheerst door bijzondere voorschriften;
 - Voor subgebied A (CODA) is de aanvaardbare grondgrondinneming beperkt tot **G/I=maximaal 25 %** en de **V/T-index = maximaal 0,75**;
 - Voor subgebied B (terreinen van de kloosterorde waarop gebouwd mag worden) is de aanvaardbare grondgrondinneming beperkt tot **G/I=maximaal 20 %** en de **V/T-index = maximaal 0,60**;
 - Het ontwerp van Bijzonder Plan van Aanleg nr. 64 behandelt het terrein van het Beaufort House naargelang de rechtstoestand (stedenbouwkundige vergunning wordt momenteel uitgevoerd) maar voorziet een hypothese (weinig waarschijnlijk en opgelegd door het begeleidingscomité van het milieu-effectenrapport) voor de wederopbouw, waarbij de **V/T-index (nu 1,4) beperkt zou worden tot maximaal 0,70**;
- Gebied per gebied beheren de voorschriften de bouwprofielen als volgt:
- Het gebied voor voorzieningen van algemeen belang en openbare diensten beperkt de hoogte van de kroonlijst tot 9,75 meter (3 bouwlagen van 3,25 meter);
 - Het gebied voor residentieel park beperkt de hoogte van de kroonlijst tot 9,75 meter en de randen van platte daken (bovenbouwmuur – borstwering) tot 10,50 – hellende daken;
 - Het woongebied in open of halfopen bouworde beperkt de hoogte van de kroonlijst tot 9,75 meter en de randen van platte daken (bovenbouwmuur – borstwering) tot 10,50;
 - Het woongebied in gesloten bouworde begrenst de hoogte van de kroonlijst tot 9,75 meter, dus GLV+2+D of GLV+1+MD;
 - Het gebied met de 3 als opmerkelijk beoordeelde gebouwen legt uitbreidingsmogelijkheden vast die beperkt zijn op het vlak van oppervlakte en grondgrondinneming. Gelet op de beperkingen van deze uitbreidingen zullen de bouwprofielen voortvloeien uit de beoordeling van de goede plaatselijke aanleg, tijdens de loop van het onderzoek van de aanvragen :

▪ Het gemengd woongebied, verdeeld in twee subgebieden, op de plannen A en B genoemd en overeenkomend met respectievelijk het terrein van het CODA en het terrein van de zusterorde; dezelfde kleur voor het zogenaamde terrein Beaufort House (voormalige kliniek 2 Alice), met een gearceerde bovendruk en beheerst door bijzondere voorschriften;

▪ Voor de 2 gehelen A en B voorzien de voorschriften :

○ Voor subgebied A (CODA) is de hoogte van de kroonlijst beperkt tot 9,75 meter, dus bouwprofielen van GLV+2+D of GLV+1+MD;

○ Voor subgebied B (terreinen van de kloosterorde waar gebouwd mag worden) is de hoogte van de kroonlijst beperkt tot 15,75 meter voor de volumes met zadeldak en 16,35 meter voor de volumes met een plat dak, dus GLV+3+D of GLV+3+achteruitbouwstrook;

▪ Het ontwerp van Bijzonder Plan van Aanleg nr. 64 behandelt het terrein van het Beaufort House naargelang de rechtstoestand (stedenbouwkundige vergunning wordt momenteel uitgevoerd) maar voorziet een hypothese (weinig waarschijnlijk en opgelegd door het begeleidingscomité van het milieu-effectenrapport) voor de wederopbouw, waarbij het bouwprofiel beperkt zou zijn tot wat toegelaten is in subgebied A, zoals hierboven beschreven;

Overwegende dat het ontwerp van Bijzonder Plan van Aanleg nr. 64 de doelstellingen van de gemeenteraad op het vlak van mobiliteit en toegang als volgt vertaalt :

▪ Het ontwerp van Bijzonder Plan van Aanleg nr. 64 stelt twee doorgangen door het huizenblok voor zachte weggebruikers voor : dit laat toe de Sterrenwacht te verbinden met de Bronweg en verder met de De Frélaan en het huizenblok over te steken tussen de Beeldhouwerslaan en de Houzeaulaan, langs een kwalitatief landschap binnenin het huizenblok (bebost gebied, moestuinen, ...);

▪ Het ontwerp voorziet een mogelijke bijkomende toegang in de vorm van een woonweg voor het deel van het binnenterrein van het huizenblok dat langs het project Beaufort House ligt;

Overwegende dat het ontwerp van Bijzonder Plan van Aanleg nr. 64 de doelstellingen van de gemeenteraad op het vlak van het landschap als volgt vertaalt :

▪ Het bestaande groenscherm en het reliëf worden opgewaardeerd;

▪ Het accentueert het aalmoezeniershuis door een groengebied aan te leggen langs de Groeselenbergstraat waarin de karakteristieke bomen die de toegang vanaf de weg tot de voormalige kliniek 2 Alice kenmerken, in het plaatselijke landschap duurzaam behouden worden;

▪ Het stelt gebieden voor waarin inplantingen bepaald en aangepast kunnen worden wanneer de stedenbouwkundig attesten, verkavelingsvergunningen of stedenbouwkundige vergunningen geanalyseerd worden en garandeert door de indelingen die vergelijkbaar zijn met die van de Bijzondere Bestemmingsplannen nr. 30, nr. 48bis&ter of nr. 50, vrije en onbebouwde ruimten langs de grenzen van de gebieden;

Overwegende dat het milieu-effectenrapport, dat gelijktijdig met het ontwerp van plan onderworpen zal worden aan het openbaar onderzoek, tot een goed einde is gebracht :

• In verscheidene fases :

○ Fase 1 : algemene programmatie, uitgesplitst in verschillende scenario's;

○ Fase 2 : stedenbouwkundig ontwerp: voorstellen voor de ruimtelijke invulling;

○ Fase 3 : ontwerp van Bijzonder Bestemmingsplan: keuze van een ruimtelijke spreiding en grafische voorschriften (kaarten) en schriftelijke voorschriften;

• Door voor elke fase de volgende 13 thema's te behandelen :

14. Stedenbouw en landschappen,

15. Erfgoed,

16. Mobiliteit,

17. Maatschappelijk en economisch domein,

18. Bodem en grondwater,

19. Afvalwater en regenwater,
20. Fauna en flora,
21. Geluids- en trillingsklimaat,
22. Microklimaat,
23. Luchtkwaliteit,
24. Energie,
25. Afval.
26. De mens,

En tot slot de interacties en besluiten;

• Door de scenario's te analyseren, waarbij de positieve elementen die in overweging zijn genomen hebben geleid tot de ruimtelijke spreiding zoals voorgesteld in het Bijzonder Bestemmingsplan.

Bijgevolg overwegende dat aan de doelstellingen van de gemeenteraad, met name :

• "Een evenwichtige aanleg van het huizenblok garanderen op het vlak van de inplanting, de bestemming, de dichtheid en de typologie evenals op het vlak van de valorisatie van het landschap en het reliëf;

• Een goede verdeling verzekeren van de toegangen en een goede toegankelijkheid van alle door de reconversie betrokken sites";

Voldaan wordt in het ontwerp van Bijzonder Plan van Aanleg nr. 64 en in de voorschriften die er betrekking op hebben, vastgelegd na het milieu-effectenrapport en middels de aan te brengen verduidelijkingen en wijzigingen, die van ondergeschikt belang zijn en niet van een aard zijn om tot aanzienlijke effecten op het milieu zullen leiden.

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de procedure voor het opstellen van Bijzondere Bestemmingsplannen zoals voorzien in het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening;

Gelet op artikel 50 van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening,

Neemt kennis van de resultaten van het openbaar onderzoek, van de adviezen van de in het kader van de procedure geraadpleegde instellingen,

Beslist, met 32 stemmen voor en 5 onthoudingen :

- Het Bijzonder Plan van Aanleg nr. 64 "Groeselenberg" definitief aan te nemen, middels de volgende wijzigingen van ondergeschikt belang, die niet van een aard zijn om aanzienlijke effecten op het milieu te hebben,

○ De delen van de percelen gelegen op het nr. 69 en 73 van de Groeselenbergstraat, krachtens het bijzonder bestemmingsplan nr. 64 gelegen in gedeeltelijk gebied 3 van het woongebied voor huizen met 3 of 4 gevels, bestemmen als tuingebied (artikel 11),

○ De ingang van het gedeeltelijke gebied A van het woongebied met gemengde typologie (CODA-terrein) als volgt wijzigen:

▪ De ontsluitingsinfrastructuur aan de ingang van het CODA-terrein verplaatsen, over een diepte van ± 30 meter vanaf de rooilijn van de Groeselenbergstraat,

▪ Langs de linkerzijgrens van perceel nr. 97 een inspringstrook voorzien om in de aanleg het behoud en de ontwikkeling te voorzien van een substantieel en significant groenscherm voor het landschap, naar het voorbeeld van de bestaande toestand,

▪ Deze ruimte langs de linkerzijgrens van het perceel gelegen in de Groeselenbergstraat 97 bestemmen als inspringstrook (artikel 12),

▪ Het tracé van de ontsluitingsinfrastructuur voor het motorverkeer overeenkomstig wijzigen, in overdruk,

○ De oostgrens van het gebied met het gebouw van de "Crèche du Lapin blanc" aanpassen aan de hoofdgevel van dit gebouw,

- De uitbreidingsmogelijkheden voor het goed gelegen op het nr. 44 van de Beeldhouwerslaan naar boven herzien, gelet op de grote afmetingen van het perceel ten opzichte van het bestaande gebouwenbestand, en het deel van voorschrift 6.2 dat dit huis betreft als volgt wijzigen:
 - Oppervlakte van het perceel: 2.874,5 m²
 - Bestaande grondinname: 243 m²
 - Maximaal toegelaten grondinname: 15 %;
 - Maximaal toegelaten V/T-index: 0,35;
- De materiële fouten verbeteren op de kaart van de bestaande rechtstoestand (met name een boom op de grondinname van een van de CODA-gebouwen);
- Voorschrift 7.3, 1e lid verduidelijken door voor gebied A van het woongebied met gemengde typologieën, vanaf de Groeselenbergstraat, rond de CODA-tuin en in de richting van de te creëren koetsdoorgang om toegang te bieden tot de Houzeaulaan vanaf het midden van het huizenblok, de voorkeur te geven aan het opbouwen eengezinswoningen;
- In het bestemmingschema en in de legende een overdruk voorzien voor "huizen met erfgoedwaarde" en er de bijzondere voorschriften bijvoegen voor de huizen gelegen op de nrs. 43, 45, 47, 49, 87-89, 99, 125 van de Houzeaulaan, de Ringlaan nr. 146, 148, 154, 158 en de Beeldhouwerslaan nr. 120, aanvullend op de wetgeving inzake de vrijwaring van het patrimonium;
- Meer in het bijzonder voor de Houzeaulaan nr. 99 de toepassing voorzien van algemeen voorschrift 0.8 van het GBP, om het mogelijk maken dit bebouwd patrimonium eventueel een andere bestemming te geven,
- Een voorschrift voorzien voor de herwaardering van de beschermde frontons van de voormalige kliniek, bij voorkeur door ze op te nemen in het terrein van de voormalige kliniek,
- Voorschrift 13 verduidelijken door een breedte van 2,50 meter aan te geven voor de trajecten van zachte vervoermiddelen en in de teksten bij "zacht vervoermiddel" de vermelding "of actieve vervoermiddelen" en de omschrijving verduidelijken volgens de vraag van het BROH inzake de vermelding van paden, voetgangerswegen en trottoirs,
- Rekening houden met de volgende suggesties van het BROH waardoor het plan gemakkelijker leesbaar zal worden,
 - Art. 2.3 : het voorschrift herzien om ten minste twee parkeerplaatsen te verplichten per garagepoort,
 - Art. 6.2 : de gedetailleerdheid herzien van de voorschriften betreffende de toegelaten materialen, die mogelijk zullen leiden tot talloze afwijkingen tijdens aanvragen tot stedenbouwkundige vergunningen,
 - Art. 7.2.2 : de motivatie voorzien van aanvragen tot stedenbouwkundige vergunningen ten aanzien van hun inpassing in het huizenblok in zijn geheel,
 - Art. 13 : het behoud voorzien van de bestaande voetgangerverbinding tussen de Beeldhouwerslaan en de voormalige ingang van het ziekenhuis Les 2 Alice, ten zuiden van het gebouw Le Lapin blanc,
 - Art. 18 : opleggen dat een van de verbindingen voor actieve vervoermiddelen door de boomgaard loopt, of er ten minste langs loopt, aan een of meerdere zijden ervan,
 - Algemeen gesproken en voor elk van de plannen de leesbaarheid van de kaarten, van de legendes, van de bijkarten verbeteren zoals vermeld met betrekking tot het advies van het BROH,
- het College van burgemeester en schepenen te belasten met het aanbrengen van deze wijzigingen en verduidelijkingen voor de zending ter goedkeuring naar de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Objet 3B – 1 : Règlement-taxe sur la distribution "toute-boîte" d'imprimés publicitaires non-nominatifs et non-adressés.- Modifications de taux et de textes.

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales;

Attendu que l'ordonnance précitée est entrée en vigueur le 7 mai 2014 et qu'elle abroge la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes communales telle que modifiée par la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale et implicitement l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition communale;

Que cette ordonnance modifie de nombreux points dans la procédure de réclamation à l'encontre d'une taxe communale;

Vu l'article 170, § 4 de la Constitution;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu le règlement-général relatif à l'établissement et au recouvrement des taxes communales,

Considérant qu'un certain nombre d'éléments factuels conduisent à une évolution défavorable des recettes de la commune. C'est particulièrement le cas de la perte de dividendes DEXIA. Considérant que l'objectif poursuivi par la présente taxe est de procurer à la commune d'Uccle les moyens financiers nécessaires à ses missions et aux politiques qu'elle entend mener, ainsi que d'assurer son équilibre financier et considérant que, dans la poursuite de cet objectif, il apparaît juste de tenir compte de la capacité contributive des contribuables, dans un souci légitime d'assurer une répartition équitable de la charge fiscale;

Considérant que le taux de la taxe sur les distributions toutes boîtes est justifié par l'accroissement des charges grevant les finances communales et le sous financement des communes de la Région de Bruxelles Capitale;

Considérant que la distribution d'imprimés publicitaires se fait souvent de manière négligente, qu'il en résulte une dispersion croissante de papier sur la voie publique, que par ailleurs, cette pratique excessive nuit à la distribution de courrier adressé nominativement et à la propreté des voies publiques, qu'elle impose donc un surcoût pour la commune en matière de nettoyage des voiries;

Considérant que les publicités adressées arrivent souvent dans les boîtes aux lettres à la demande ou avec le consentement du consommateur, tandis que les publicités non-adressées sont déposées de manière intempestive, pour une partie des habitants, qui n'ont pas souhaité les recevoir;

Considérant qu'il convient d'adapter le taux de taxation de 3 % sur base annuelle;

Considérant qu'il y a lieu de modifier le règlement-taxe sur la distribution "toute-boîte" d'imprimés publicitaires non-nominatifs et non-adressés,

Arrête :

REGLEMENT

Article 1 : Il est établi à partir du 1^{er} octobre 2014 et jusqu'au 31 décembre 2019, une taxe communale sur la distribution "toute-boîte" d'imprimés publicitaires non-nominatifs et non-adressés.

Article 2 : Sont visés :

- la distribution "toute-boîte", dans le chef des destinataires, de feuilles et de cartes publicitaires à caractère commercial ainsi que de catalogues et, la presse régionale gratuite, distribuée selon une périodicité régulière d'un minimum de 40 fois l'an, contenant de la publicité à caractère commercial, lorsque ces imprimés publicitaires non-adressés sont ouverts à tous les annonceurs ou émanent d'un seul commerçant ou d'un groupe de commerçants et comportant moins de 40 % de rédactionnels non-publicitaires;

- la distribution dans le chef du destinataire d'échantillons.

Article 3 : Par textes rédactionnels, il faut entendre :

- les textes écrits par les journalistes dans l'exercice de leur profession, pour autant qu'il n'y soit pas fait mention, soit explicitement, soit implicitement, de firmes ou de produits déterminés;

- les textes, qui au niveau de la population de la commune, jouent un rôle social et d'information générale en dehors des informations commerciales ou apportent une information officielle d'utilité publique en faveur de l'ordre ou du bien-être comme les services d'aide, les services publics, les mutuelles, les hôpitaux, les services de garde (médecins, infirmiers, pharmaciens) ou des informations d'utilité publique telles que les informations communales et les faits divers nationaux et internationaux;

- les nouvelles générales et régionales, politiques, sportives, culturelles, artistiques, folkloriques, littéraires et scientifiques et les informations non commerciales aux consommateurs;

- les informations sur les cultes, les annonces d'activité telles que fêtes et kermesses, fêtes scolaires, activités de maisons de jeunes et de centres culturels;

- les annonces notariales;

- la propagande électorale.

Article 4 : Sont considérés comme textes publicitaires :

- les articles dans lesquels il est fait mention, soit explicitement, soit implicitement de firmes ou de produits déterminés;

- ceux qui, sous une forme directe ou voilée, renvoient le lecteur à des réclames;

- ceux qui, d'une façon générale, visent à signaler, à faire connaître, à recommander des firmes, produits ou services en vue d'aboutir à une transaction;

- les annonces émanant de particuliers relatives à des transactions mobilières ou immobilières;

- les offres de services rémunérés.

Article 5 : Le pourcentage de 40 % de textes rédactionnels non-publicitaires sera calculé en tenant compte de leur surface totale d'occupation, y compris les pages de couverture.

Article 6 : La taxe est due par l'éditeur ou, s'il n'est pas connu, par l'imprimeur ou, si l'éditeur et l'imprimeur ne sont pas connus, par le distributeur, ou, si ni l'éditeur, ni l'imprimeur, ni le distributeur ne sont connus, par la personne physique ou morale pour compte de laquelle l'écrit publicitaire est distribué.

Article 7 : La taxe n'est pas due par les clubs et associations subventionnés par la Commune d'Uccle.

Article 8 : Les taux de taxation sont fixés comme suit :

- Cartes et feuilles publicitaires :

- superficie inférieure ou égale à un format A4 : € 0,0116 par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure, avec une taxe minimum de € 15 par distribution (taux 1);

- superficie supérieure à un format A4 : € 0,0348 par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure, avec une taxe minimum de € 25 par distribution (taux 2);

- Catalogues, dépliants dont la superficie totale est supérieure à un A3 ou journaux publicitaires, échantillons gratuits : € 0,0579 par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure, avec une taxe minimum de € 50 par distribution (taux 3);

- Ecrit de presse régionale gratuite :
 - de 40 pages et plus : € 0,0070 par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure (taux 4);
 - de moins de 40 pages : € 0,0046 par exemplaire, nombre d'exemplaires arrondi à la centaine supérieure (taux 5).

Article 9 :

Les montants seront augmentés au 1er janvier de chaque année au taux de 3 %.

Montant en € par exemplaire	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Taux 1	0,0116	0,0119	0,0123	0,0127	0,0131	0,0134
Taux 2	0,0348	0,0358	0,0369	0,0380	0,0392	0,0403
Taux 3	0,0579	0,0596	0,0614	0,0633	0,0652	0,0671
Taux 4	0,0070	0,0072	0,0074	0,0076	0,0079	0,0081
Taux 5	0,0046	0,0047	0,0049	0,0050	0,0052	0,0053

- DECLARATION

Article 10 : Le contribuable est tenu de faire une déclaration à la commune contenant tous les renseignements nécessaires à la taxation, au plus tard, 15 jours avant chaque distribution. La non-déclaration dans les délais prescrits, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise du redevable entraînent l'enrôlement d'office de la taxe. Les taxes enrôlées d'office sont majorées d'un montant égal à la taxe due.

Article 11 : Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration notifie au contribuable par lettre recommandée, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, ainsi que le mode de détermination de ces éléments et le montant de la taxe. Le redevable dispose d'un délai de 30 jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant l'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Toute infraction aux dispositions de l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ou du présent règlement-taxation entraînera l'imposition d'une amende administrative de 500 €.

Article 12 : Le recouvrement de la taxe se fait par enrôlement trimestriel. Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 13 : La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 14 : Le redevable qui s'estime indûment imposé peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins d'Uccle. La réclamation doit être introduite, par écrit, signée et motivée, et, sous peine de déchéance, dans un délai de trois mois à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle. Les réclamations peuvent être introduites par le biais d'un support durable (moyen de communication électronique, mail, fax). Si le redevable ou son représentant en fait la demande dans la réclamation, il est invité à être entendu par le Collège des Bourgmestre et des Echevins lors d'une audition.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais l'introduction d'une réclamation ne le dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans les délais prescrits.

Article 15 : Les règles relatives au recouvrement, aux intérêts de retard et moratoires, aux poursuites, aux privilèges, à l'hypothèque légale et à la prescription en matière d'impôts d'état sur le revenu sont applicables à cette taxe.

Article 16 : Le présent règlement abroge au 1er octobre 2014 celui délibéré par le Conseil communal du 12 décembre 2013 et visé par le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale le 15 avril 2014.

Onderwerp 3B – 1 : **Belastingreglement op de huis-aan-huisverdeling van niet-nominatief en niet-geadresseerd reclamedrukwerk.- Wijzigingen van de tarieven en de teksten.**

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen;

Aangezien de voormelde ordonnantie van kracht is geworden op 7 mei 2014 en de wet intrekt van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen zoals gewijzigd door de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen en impliciet het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor het college van burgemeester en schepenen inzake bezwaarschrift tegen een gemeentebelasting;

Aangezien deze ordonnantie talrijke punten wijzigt van de bezwaarprocedure tegen een gemeentebelasting;

Gelet op artikel 170, § 4 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de nieuwe gemeentewet dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op het algemeen reglement betreffende de vestiging en de invordering van gemeentebelastingen;

Overwegende dat een aantal feitelijke elementen leiden tot een ongunstige evolutie van de gemeentelijke ontvangsten; dit is in het bijzonder het geval met het verlies van DEXIA-dividenden; Overwegende dat de onderhavige belasting de doelstelling heeft om de gemeente toe te laten de nodige financiële middelen te verwerven voor de uitvoering van haar taken en haar beleid en om haar financieel evenwicht te behouden en, overwegende dat het met het oog op deze doelstelling rechtvaardig lijkt rekening te houden met de draagkracht van de belastingplichtigen, omwille van de legitieme bezorgdheid om een evenwichtige verdeling van de fiscale last te verzekeren;

Overwegende dat het tarief van de belasting op de huis-aan-huisverdeling gerechtvaardigd wordt door de stijging van de gemeentelijke financiële lasten en de onderfinanciering van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat de verdeling van reclamedrukwerk vaak op een slordige wijze gebeurt, waardoor er meer papier op de openbare weg terecht komt en deze praktijk de verdeling van nominatieve briefwisseling benadeelt en eveneens de reinheid van de openbare wegen, hetgeen een meerkost inhoudt van de gemeente om de wegen schoon te maken;

Overwegende dat geadresseerd reclamedrukwerk vaak in de bus valt op vraag of met instemming van de consument terwijl niet-geadresseerd reclamedrukwerk niet gewenst is voor een gedeelte van de inwoners;

Overwegende dat het tarief van de belasting jaarlijks met 3 % verhoogd zou moeten worden;

Overwegende dat het belastingreglement op de huis-aan-huisverdeling van niet-nominatief en niet-geadresseerd reclamedrukwerk gewijzigd moet worden,

Beslist :

REGLEMENT

Artikel 1 : Er wordt van 1 oktober 2014 tot 31 december 2019 een gemeentebelasting geheven op de huis-aan-huisverdeling van niet-nominatief en niet-geadresseerd reclamedrukwerk.

Artikel 2 : Is onderworpen :

- de huis-aan-huisverdeling van reclamebladen en -kaarten met een commercieel karakter en van catalogi en de gratis regionale pers, op een regelmatige wijze verdeeld met een minimum van 40 keer per jaar, met daarin reclame met een commercieel karakter, indien dit niet-nominatief drukwerk openstaat voor alle adverteerders of uitgegeven wordt

door één enkele handelaar of een groep handelaars en minder dan 40 % niet-publicitaire redactionele teksten bevat;

- *de verdeling van stalen.*

Artikel 3 : Onder redactionele teksten wordt verstaan :

- teksten die door journalisten werden geschreven in de uitoefening van hun beroep, voor zover er niet aan promotie werd gedaan, expliciet of impliciet, voor bepaalde firma's of producten;

- *teksten die op het niveau van de gemeentebestuur een sociale en informatieve rol hebben naast de commerciële informatie of die officiële informatie bevatten van openbaar nut ten gunste van de openbare orde of het welzijn, zoals hulpdiensten, openbare diensten, ziekenfondsen, ziekenhuizen, wachtdiensten (geneesheren, verpleegkundigen, apothekers) of informatie van openbaar nut zoals gemeentelijke informatie en (inter)nationale nieuwtjes;*

- algemeen en regionaal nieuws, politieke, sportieve, culturele, artistieke, folkloristische, literaire, wetenschappelijke en niet-commerciële informatie voor de consumenten;

- informatie over erediensten, aankondigingen van activiteiten zoals feesten en kermissen, schoolfeesten, activiteiten van jeugdhuisen en culturele centra;

- notariële aankondigingen;

- verkiezingspropaganda.

Artikel 4 : Onder publicitaire teksten wordt verstaan :

- artikels waarin, expliciet of impliciet, promotie wordt gemaakt voor bepaalde firma's of producten;

- artikels die op een rechtstreekse of verdoken wijze de lezer verwijzen naar reclameboodschappen;

- artikels die op een algemene manier firma's, producten of diensten willen signaleren, bekendmaken of aanbevelen met het oog op een transactie.

- aankondigingen van particulieren voor transacties van roerende of onroerende goederen;

- betaalde dienstverleningen.

Artikel 5 : Het percentage van 40 % niet-publicitaire redactionele teksten wordt berekend op basis van hun volledige oppervlakte, inclusief de voorbladen.

Artikel 6 : De belasting is door de uitgever verschuldigd of, indien deze niet gekend is, door de drukker of, indien deze niet gekend is, door de verdeler of, indien noch de uitgever, de drukker of de verdeler gekend is, door de natuurlijke persoon of de rechtspersoon voor wie het reclamewerk wordt verdeeld.

Artikel 7 : De belasting is niet verschuldigd door clubs en verenigingen die door de gemeente Ukkel gesubsidieerd worden.

Artikel 8 : De belastingtarieven zijn als volgt vastgelegd :

- Reclamebladen en -kaarten :

- oppervlakte kleiner of gelijk aan het A4-formaat : 0,0116 per exemplaar (aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal) met een minimumtarief van € 15 per verdeling (tarief 1);

- oppervlakte groter dan het A4-formaat : 0,0348 per exemplaar (aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal) met een minimumtarief van € 25 per verdeling (tarief 2);

- Catalogi, folders met een totaaloppervlakte groter dan het A3-formaat of reclamekranten, gratis stalen : 0,0579 per exemplaar (aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal) met een minimumtarief van € 50 per verdeling (tarief 3);

- Gratis regionale geschreven pers :

- vanaf 40 en meer bladzijden : € 0,0070 per exemplaar (aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal) (tarief 4);

- minder dan 40 bladzijden : € 0,0046 per exemplaar (aantal exemplaren afgerond naar het bovenliggend honderdtal) (tarief 5).

Artikel 9 :

De bedragen worden op 1 januari van elk jaar verhoogd met 3 %.

Bedrag in € per exemplaar	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Tarief 1	0,0116	0,0119	0,0123	0,0127	0,0131	0,0134
Tarief 2	0,0348	0,0358	0,0369	0,0380	0,0392	0,0403
Tarief 3	0,0579	0,0596	0,0614	0,0633	0,0652	0,0671
Tarief 4	0,0070	0,0072	0,0074	0,0076	0,0079	0,0081
Tarief 5	0,0046	0,0047	0,0049	0,0050	0,0052	0,0053

-

- AANGIFTE

Artikel 10 : De belastingplichtige dient bij de gemeente een aangifte te doen met alle inlichtingen die noodzakelijk zijn voor de berekening van de belasting, ten laatste 15 kalenderdagen voor elke verdeling. Bij gebrek aan een aangifte binnen de vastgelegde termijnen, of in geval van een onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd. De ambtshalve ingekohierde belastingen zullen vermeerderd worden met een bedrag dat gelijk is aan de verschuldigde belasting.

Artikel 11 : *Alvorens over te gaan tot de ambtshalve inkohiering zal het bestuur de belastingplichtige per aangetekend schrijven de redenen meedelen om tot deze procedure over te gaan, de elementen waarop de aanslag werd gebaseerd en de wijze van de vaststelling van deze elementen en het bedrag van de belasting.*

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen, te rekenen vanaf de derde werkdag die volgt op de verzending van de kennisgeving, om zijn opmerkingen schriftelijk mee te delen. Elke inbreuk op de bepalingen van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen of het onderhavige belastingreglement kan leiden tot een administratieve boete van € 500.

Artikel 12 : De belasting wordt via driemaandelijks inkohiering ingevorderd. Het belastingkohier wordt opgemaakt en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 13 : De belasting moet binnen de twee maanden na de verzending van het aanslagbiljet betaald worden.

Artikel 14 : De belastingplichtige die zich ten onrechte belast acht, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen van Ukkel. Het bezwaar moet ondertekend en met redenen omkleed zijn en moet schriftelijk, op straffe van verval, verstuurd worden binnen de drie maanden vanaf de derde werkdag die volgt op de verzendingsdatum van het aanslagbiljet. De bezwaren kunnen ingediend worden op een duurzame drager (elektronisch communicatiemiddel, e-mail of fax). Als de belastingschuldige of zijn vertegenwoordiger dat in het bezwaarschrift heeft gevraagd, zal hij worden uitgenodigd om gehoord te worden door het college van burgemeester en schepenen tijdens een hoorzitting.

De indiener van het bezwaar moet de betaling van de belasting niet bewijzen maar de indiening van een bezwaar ontslaat hem niet van de verplichting de belasting binnen de vastgestelde termijnen te betalen.

Artikel 15 : De regels rond invorderingen, moratoire interesten, vervolgingen, voorrechten, wettelijke hypotheke en verjaringen inzake Rijksbelastingen op de inkomsten, zijn van toepassing op deze belasting.

Artikel 16 : Het onderhavige reglement trekt op 1 oktober 2014 het reglement in dat werd goedgekeurd door de gemeenteraad van 12 december 2013 en door het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 15 april 2014.

Objet 4B – 1 : Marchés publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Communication de décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 28 juillet 2014 - Remplacement de piquets en bois de soutènement dans le Parc Montjoie - 9.310,95 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;

- 28 août 2014 - Restauration des portails d'entrée au parc de la Sauvagère - 3.751 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt.

Onderwerp 4B – 1 : Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Mededeling van een beslissing van het College van Burgemeester en schepenen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 28 juli 2014 - Vervanging van houten palen in het Montjoiepark - 9.310,95 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;

- 28 augustus 2014 - Restauratie van de ingangspoorten van het Sauvagèrepark - 3.751 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening.

Objet 4D – 1 : A.S.B.L. Service Ucclois du Troisième Age.- Comptes 2013.- Approbation.

Le Conseil,

Vu la circulaire ministérielle émanant du Ministre de la Région Bruxelloise et relative aux budgets des communes de la Région bruxelloise;

Considérant qu'en vertu des instructions contenues dans la circulaire précitée, un contrôle effectif doit être exercé par les administrateurs locaux à l'égard des dépenses facultatives afférentes à des services de caractère social, culturel ou sportif mis à la disposition de l'ensemble de la population par des organismes ayant une structure juridique;

Que les comptes des A.S.B.L. subsidiées par la commune doivent dès lors être soumis à l'approbation du Conseil communal;

Que les comptes pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2013, ont été soumis à l'Assemblée générale de l'A.S.B.L. du 16 juin 2014 et ont été approuvés.

Approuve à l'unanimité le compte arrêté à la date du 31 décembre 2013.

Onderwerp 4D – 1 : **V.Z.W. Ukkelse Dienst van de Derde Leeftijd.- Rekening 2013.- Goedkeuring.**

De Raad,

Gelet op de Ministeriële omzendbrief uitgaande van het Ministerie van het Brussels Gewest betreffende de begrotingen van de gemeenten uit het Brussels Gewest;

Overwegende dat, krachtens de in voornoemde omzendbrief bevatte onderrichtingen, een daadwerkelijke controle dient te worden uitgeoefend door de plaatselijke beheerders ten opzichte van de niet verplichte uitgaven besteed aan diensten met een sociaal, cultureel of sportief doel die ter beschikking worden gesteld van het geheel der bevolking door rechtspersoonlijkheid bezittende organismen;

Dat de rekeningen van de door de gemeente gesubsidieerde V.Z.W.'s derhalve aan de goedkeuring van de gemeenteraad dienen te worden voorgelegd;

Dat de rekening voor de periode van 1 januari tot 31 december 2013 op 16 juni 2014 aan de Algemene Vergadering van de V.Z.W. werd voorgelegd en door deze werd goedgekeurd.

Keurt met eenparigheid der stemmen de rekening goed die vastgesteld werd op 31 december 2013.

Objet 5A – 1 : **Marchés publics.- Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale, de décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins fixant les conditions du marché.#**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu la nouvelle loi communale, article 236, alinéa 2;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information la décision du Collège des Bourgmestre et échevins suivante :

- 2 juillet 2014 - Ecole de Calevoet : réparation de l'aire de jeux - 8.347,58 € (T.V.A. comprise) - Article 722/725-60/96 - Emprunt.

Onderwerp 5A – 1 : **Overheidsopdrachten.- Kennisneming, in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, van beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen die de voorwaarden van de opdracht vaststellen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 236, alinea 2;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 2 juli 2014 - Calevoetschool : herstelling van de speelplaats - 8.347,58 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/725-60/96 - Lening.

Objet 6B – 1 : **A.S.B.L. Piscine Longchamp.- Approbation du compte de l'exercice 2013.**

Le Conseil,

Considérant que l'Assemblée générale de la piscine Longchamp, réunie le 18 juin 2014, a approuvé le compte et le bilan de l'exercice 2013;

Considérant que le Collège a été informé de la décision de l'Assemblée générale de la piscine Longchamp en séance du 2 juillet 2014 (objet 6B-47),

Approuve le compte et le bilan de l'exercice 2013 de la piscine Longchamp A.S.B.L.

Onderwerp 6B – 1 : **V.Z.W. Zwembad Longchamp.- Rekening 2013.**

De Raad,

Overwegende dat de algemene vergadering van het zwembad Longchamp, samengekomen op 18 juni 2014, de rekening en de balans van het dienstjaar 2013 heeft goedgekeurd;

Overwegende dat het College werd ingelicht over de beslissing van de algemene vergadering van het zwembad Longchamp in zitting van 2 juli 2014 (onderwerp 6B-47),

Verleent zijn goedkeuring aan de rekening en de balans van het dienstjaar 2013 van de V.Z.W. Zwembad Longchamp.

7A – 1 **Travaux publics.- Nouvelle loi communale, article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.**

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann précise que les grandes portes à l'école de Calevoet, initialement en bois, ont été remplacées par des portes en PVC il y a 10 ans. Et à présent, elles sont remplacées par des portes en aluminium. Désormais, il y aura moins de travaux de quincaillerie à réaliser.

D'autre part, M. l'Echevin Biermann rappelle qu'un montant de 847.000 € a été réservé pour la réalisation des travaux de réaménagement du Moensberg. Dans le cadre de la procédure de marché public, le marché a été attribué à l'entreprise Eurovia pour un montant d'environ 380.000 €. Les dépassements observés, correspondant à environ 28 % du montant du marché initial, sont dus aux conséquences de la révision des prix ainsi qu'aux modifications qui ont été imposées dans le cadre du permis d'urbanisme délivré, notamment des changements de matériaux. Ainsi, les pavés en béton, que la Commune avait choisis initialement, ont dû être remplacés par des pavés en pierre naturelle. De plus, il a fallu acquérir 800 m² de pavés supplémentaires et placer un "géo-textile" parce que le sol n'était pas exactement dans l'état prévu au moment de la désignation.

Objet 7A – 1 : **Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu la nouvelle loi communale, article 236, alinéa 2;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 25 juin 2014 - Fontaine Place Emile Danco : remise en état de l'adoucisseur d'eau - 1.768,25 € (T.V.A. comprise) - Article 421/735-60/82 - Fonds de réserve;

- 25 juin 2014 - Ecole de Messidor : réfection des parties supérieures des façades de la cour de récréation (école primaire) - 80.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 25 juin 2014 - Achat de petit matériel divers pour la plaine de jeux - 999,46 € (T.V.A. comprise) - Article 76102/744-98/40 - Fonds de réserve;
- 25 juin 2014 - Achat de licences Autocad pour les services Bâtiments et Vert - 12.523,50 € (T.V.A. comprise) - Article 138/742-53/53 - Fonds de réserve;
- 2 juillet 2014 - Ecole du Homborch : remplacement des portes de secours dans la salle de gymnastique - 9.286,39 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 2 juillet 2014 - Fourniture et pose de matériel et équipement pour l'école des Eglantiers et crèches communales 2014 - 56.200 € (T.V.A. comprise) - Articles 721/744-51/40 (20.000 € - Fonds de réserve), 722/744-51/40 (35.000 € - Fonds de réserve) et 84401/744-51/90 (1.200 € - Emprunt);
- 2 juillet 2014 - Bâtiment occupé par l'A.S.B.L. Le Pas, chaussée de Neerstalle : rénovation des sanitaires et de la cour - 2.899,93 € (T.V.A. comprise) - Article 124/724-60/85 - Emprunt;
- 2 juillet 2014 - Bâtiment sis rue Beeckman, 87 : gestion automatique de fermeture et d'ouverture de la porte sectionnelle entrée parking - 1.091,42 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/96 - Emprunt;
- 2 juillet 2014 - Ecole de Verrewinkel : placement d'isolation acoustique - Augmentation de l'estimation de la dépense de 5.293,70 € (T.V.A. comprise) - Article 721/724-60/85;
- 9 juillet 2014 - Ecole du Merlo - Construction d'un nouveau bâtiment à rue et transformation de la conciergerie et des vestiaires de la salle de gymnastique - Dépassement de la dépense de 68.892,72 € (T.V.A. comprise) - Article 75101/722-60/96;
- 9 juillet 2014 - Ecole de Calevoet : remplacement des portes extérieures - 40.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 9 juillet 2014 - Aménagement du Moensberg - Exercice 2008 - Dépassement de la dépense de 79.016,96 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82;
- 16 juillet 2014 - Ecole du Longchamp : achat d'extracteurs encastrés silencieux - 2.074,59 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 16 juillet 2014 - Conciergerie du Parc de la Sauvagère : remplacement des châssis (phase 2) - 25.000 € (T.V.A. comprise) - Modification du cahier spécial des charges (clauses administratives);
- 16 juillet 20 /7/14 - Prégardiennat de Saint-Job : aménagement zone de jeux extérieure - 35.000 € (T.V.A. comprise) - Article 84402/725-60/96 - Emprunt;
- 16 juillet 2014 - Achat d'une épandeuse de sel pour tracteur - 7.000 € (T.V.A. comprise) - Article 766/744-51/58 - Fonds de réserve;
- 16 juillet 2014 - Fontaine Place Danco : remise en état des pompes de la fontaine - 2.141,85 € (T.V.A. comprise) - Article 421/735-60/82 - Fonds de réserve;
- 28 juillet 2014 - Bâtiment administratif rue Victor Gambier, 21 : rangement, déplacement et raccordement des câbles d'alimentation et de téléphonie - 8.379,25 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/96 - Emprunt;
- 28 juillet 2014 - Maison communale - Aménagement du 3ème étage (EA 9) - Dépassement de la dépense de 6.607,79 € (T.V.A. comprise) - Article 137/723-60/96;
- 28 juillet 2014 - Achat de petit outillage et machines d'entretien - 5.513,74 € (T.V.A. comprise) - Article 137/744-98/85 - Fonds de réserve;
- 28 juillet 2014 - Crèche de Saint Job - Réaménagement (dernière phase – EA 8) - Dépassement de la dépense de 15.761,35 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/723-60/96;
- 28 juillet 2014 - Ecole du Merlo - Construction d'un nouveau bâtiment à rue et transformation de la conciergerie et des vestiaires de la salle de gymnastique (EA 30) - Dépassement de la dépense de 65.759,69 € (T.V.A. comprise) - Article 75101/722-60/96;

- 28 juillet 2014 - Service Voirie + conciergerie Fidèles : remise en état (divers travaux de gros œuvre) - Approbation de la majoration de la dépense finale supérieure à 10 % (\pm 34 %) au montant de l'offre approuvée - Article 137/724-60/96;
- 28 juillet 2014 - Ecole du Merlo - Construction d'un nouveau bâtiment à rue et transformation de la conciergerie et des vestiaires de la salle de gymnastique (EA 31) - Dépassement de la dépense de 87.671,68 € (T.V.A. comprise) - Article 75101/722-60/96;
- 28 juillet 2014 - Achat de matériel de téléphonie (gsm, téléphones sans fil, smartphones et divers accessoires) - 6.050 € (T.V.A. comprise) - Article 137/742-54/85 - Fonds de réserve;
- 28 juillet 2014 - Ecole de Saint Job : pose de panneaux acoustiques dans le grand hall de l'école primaire - 40.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Fonds de réserve;
- 28 juillet 2014 - Ecole des Eglantiers : installation d'une cabine Haute Tension - 94.000 € (T.V.A. comprise) et modification du libellé de la sous-allocation : "Ecole de Saint Job - Réparation des façades" - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 28 juillet 2014 - Ecole du Merlo - Construction d'un nouveau bâtiment à rue et transformation de la conciergerie et des vestiaires de la salle de gymnastique (EA 32) - Dépassement de la dépense de 7.411,92 € (T.V.A. comprise) - Article 75101/722-60/96;
- 28 juillet 2014 - Piscine Longchamp : rénovation de deux blocs administratifs - 102.850 € (T.V.A. comprise) - Article 764/724-60/96 - Emprunt;
- 21 août 2014 - Ecole du Merlo - Construction d'un nouveau bâtiment à rue et transformation de la conciergerie et des vestiaires de la salle de gymnastique (EA 33) - Dépassement de la dépense de 48.303,61 € (T.V.A. comprise) - Article 75101/722-60/96;
- 21 août 2014 - Crèche du Globe : aménagement des salles de bain (EA 8) - Dépassement de la dépense de 15.451,21 € (T.V.A. comprise) et prolongation du délai d'exécution de 20 jours ouvrables - Article 84401/724-60/96;
- 21 août 2014 - Réfection de sentiers vicinaux - Exercice 2014 - 95.632,35 € (T.V.A. comprise) - Article 421/731-60/82 - Emprunt;
- 21 août 2014 - Ecole du Merlo - Construction d'un nouveau bâtiment à rue et transformation de la conciergerie et des vestiaires de la salle de gymnastique (EA 34) - Dépassement de la dépense de 84.939,19 € (T.V.A. comprise) - Article 75101/722-60/96;
- 21 août 2014 - Justice de Paix : rénovation de la salle de greffe, cuisine et local d'archivage au 1er étage - 20.000 € (T.V.A. comprise) - Article 322/724-60/85 - Emprunt;
- 21 août 2014 - Ecole de Calevoet : réfection de la maçonnerie et placement d'une porte métallique et d'un nouveau caniveau dans le local poubelle - 19.805,28 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 21 août 2014 - Crèche de Saint-Job - Réaménagement (dernière phase – EA 9) - Dépassement de la dépense de 6.274,24 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/723-60/96;
- 28 août 2014 - Achat d'un véhicule électrique - 28.000 € (T.V.A. comprise) - Article 766/744-51/58 - Emprunt;
- 28 août 2014 - Fourniture et entretien de 23 défibrillateurs externes automatiques - 59.800 € (T.V.A. comprise) - Article 131/744-98/88 - Fonds de réserve;
- 28 août 2014 - Achat de matériel et de machines (ateliers/chantiers) - 22.987,23 € (T.V.A. comprise) - Articles 136/744-98/58 (11.487,26 €), 421/744-51/58 (9.499,97 €) et 764/744-98/58 (1.200 €) Fonds de réserve;
- 28 août 2014 - Bâtiment administratif rue Beeckman, 87 - Gestion automatique de fermeture et d'ouverture de la porte sectionnelle entrée parking - Augmentation de la dépense de 21,78 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/96;
- 2 septembre 2014 - Ecole de Messidor : réparation portes et châssis en aluminium - 3.181,09 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 2 septembre 2014 - Ecole de Verrewinkel : traitement de la mérule dans l'escalier et conciergerie - 20.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt.

Onderwerp 7A – 1 : **Openbare werken.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 236, alinea 2;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 25 juni 2014 - Fontein Emile Dancoplein : herstelling van de waterverzachter - 1.768,25 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/735-60/82 - Reservefonds;
- 25 juni 2014 - Messidorschool : herstelling van de bovenkant van de gevels van de speelplaats (lagere school) - 80.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;
- 25 juni 2014 - Aankoop van divers klein materiaal voor het speelplein - 999,46 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76102/744-98/40 - Reservefonds;
- 25 juni 2014 - Aankoop van licenties Autocad voor de Groendienst en de dienst Gebouwen - 12.523,50 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 138/742-53/53 - Reservefonds;
- 2 juli 2014 - Homborchschool : vervanging van de nooddeuren van de turnzaal - 9.286,39 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;
- 2 juli 2014 - Levering en plaatsing van uitrusting voor de school Eglantiers en de gemeentelijke kinderdagverblijven 2014 - 56.200 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 721/744-51/40 (20.000 € - Reservefonds), 722/744-51/40 (35.000 € - Reservefonds) en 84401/744-51/90 (1.200 € - Lening);
- 2 juli 2014 - Gebouw gebruikt door de V.Z.W. Le Pas, Neerstallesteenweg : renovatie van het sanitair en de koer - 2.899,93 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 124/724-60/85 - Lening;
- 2 juli 2014 - Gebouw Beeckmanstraat, 87 : automatische sluiting en opening van de sectionele poort van de ingang naar de parking - 1.091,42 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/96 - Lening;
- 2 juli 2014 - Verrewinkelschool : plaatsing van geluidsisolatie - Verhoging van de raming van de uitgave met 5.293,70 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 721/724-60/85;
- 9 juli 2014 - Merloschool : oprichting van een nieuw gebouw en ombouwen van de huisbewaarderwoning en de kleedkamers van de turnzaal - Overschrijding van de uitgave met 68.892,72 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75101/722-60/96;
- 9 juli 2014 - Calevoetschool : vervanging van de buitendeuren - 40.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;
- 9 juli 2014 - Inrichting van de Moensberg - Dienstjaar 2008 - Overschrijding van de uitgave met 79.016,96 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82;
- 16 juli 2014 - Longchampschool : aankoop van ingebouwde geluidloze afzuigkappen - 2.074,59 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;
- 16 juli 2014 - Huisbewaarderwoning van het Sauvagèrepark : vervanging van de ramen (fase 2) - 25.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Wijziging van het bijzonder lastenboek (administratieve bepalingen);
- 16 juli 2014 - Peutertuin Sint-Job : inrichting van een externe speelzone - 35.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84402/725-60/96 - Lening;
- 16 juli 2014 - Aankoop van een zoutstrooier voor tractor - 7.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/744-51/58 - Reservefonds;
- 16 juli 2014 - Fontein Emile Dancoplein : herstelling van de pompen van de fontein - 2.141,85 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/735-60/82 - Reservefonds;

- 28 juli 2014 - Administratief gebouw Victor Gambierstraat, 21 : opruiming, verplaatsing en aansluiting van de voeding- en telefoonkabels - 8.379,25 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/96 - Lening;
- 28 juli 2014 - Gemeentehuis - Inrichting van de 3de verdieping (VS 9) - Overschrijding van de uitgave met 6.607,79 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/723-60/96;
- 28 juli 2014 - Aankoop van klein gereedschap en onderhoudsmachines - 5.513,74 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/744-98/85 - Reservefonds;
- 28 juli 2014 - Kinderdagverblijf van Sint-Job - Herinrichting (laatste fase - VS 8) - Overschrijding van de uitgave met 15.761,35 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/723-60/96;
- 28 juli 2014 - Merloschool : oprichting van een nieuw gebouw en ombouwen van de huisbewaarderwoning en de kleedkamers van de turnzaal (VS 30) - Overschrijding van de uitgave met 65.759,69 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75101/722-60/96;
- 28 juli 2014 - Wegendienst + huisbewaarderwoning Gelovigenstraat : opfrissing (verschillende grote werken) - Goedkeuring van de verhoging van de einduitgave die meer dan 10 % (34 %) hoger ligt dan het bedrag van de goedgekeurde offerte - Artikel 137/724-60/96;
- 28 juli 2014 - Merloschool : oprichting van een nieuw gebouw en ombouwen van de huisbewaarderwoning en de kleedkamers van de turnzaal (VS 31) - Overschrijding van de uitgave met 87.671,68 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75101/722-60/96;
- 28 juli 2014 - Aankoop van telefoniemateriaal (gsm, draadloze telefoons, smartphones een diverse toebehoren) - 6.050 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/742-54/85 - Reservefonds;
- 28 juli 2014 - School van Sint-Job : plaatsing van akoestische panelen in de grote hall van de lagere school - 40.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Reservefonds;
- 28 juli 2014 - School Eglantiers : installatie van een hoogspanningscabine - 94.000 € (B.T.W. inbegrepen) en wijziging van de benaming van de toelage : "School van Sint Job - Herstelling van de gevels" - Artikel 722/724-60/96 - Lening;
- 28 juli 2014 - Merloschool : oprichting van een nieuw gebouw en ombouwen van de huisbewaarderwoning en de kleedkamers van de turnzaal (VS 32) - Overschrijding van de uitgave met 7.411,92 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75101/722-60/96;
- 28 juli 2014 - Zwembad Longchamp : renovatie van twee administratieve blokken - 102.850 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/724-60/96 - Lening;
- 21 augustus 2014 - Merloschool : oprichting van een nieuw gebouw en ombouwen van de huisbewaarderwoning en de kleedkamers van de turnzaal (VS 33) - Overschrijding van de uitgave met 48.303,61 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75101/722-60/96;
- 21 augustus 2014 - Kinderdagverblijf Globe : inrichting van de badkamers (VS 8) - Overschrijding van de uitgave met 15.451,21 € (B.T.W. inbegrepen) en verlenging van de uitvoeringstermijn met 20 werkdagen - Artikel 84401/724-60/96;
- 21 augustus 2014 - Réfection Hertstelling van de sentiers vicinaux - Dienstjaar 2014 - 95.632,35 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/731-60/82 - Lening;
- 21 augustus 2014 - Merloschool : oprichting van een nieuw gebouw en ombouwen van de huisbewaarderwoning en de kleedkamers van de turnzaal (VS 34) - Overschrijding van de uitgave met 84.939,19 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75101/722-60/96;
- 21 augustus 2014 - Vredegerecht : renovatie van de griffiezaal, keuken en archieflokaal op de 1ste verdieping - 20.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 322/724-60/85 - Lening;
- 21 augustus 2014 - Calevoetschool : herstelling van het metselwerk en plaatsing van een metalen deur en een nieuwe afvoer in het lokaal voor de vuilnisbakken - 19.805,28 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;
- 21 augustus 2014 - Kinderdagverblijf van Sint-Job - Herinrichting (laatste fase - VS 9) - Overschrijding van de uitgave met 6.274,24 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/723-60/96;

- 28 augustus 2014 - Aankoop van een elektrisch voertuig - 28.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/744-51/58 - Lening;
- 28 augustus 2014 - Levering en onderhoud van 23 externe automatisch defibrillators - 59.800 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 131/744-98/88 - Reservefonds;
- 28 augustus 2014 - Aankoop van materieel en machines (ateliers/werven) - 22.987,23 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikels 136/744-98/58 (11.487,26 €), 421/744-51/58 (9.499,97 €) en 764/744-98/58 (1.200 €) - Reservefonds;
- 28 augustus 2014 - Administratief gebouw Beeckmanstraat, 87 - Automatische regeling van het sluiten en openen van de sectionele poort ingang parking - Verhoging van de uitgave met 21,78 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/96;
- 2 september 2014 - Messidorschool : herstelling deuren en ramen in aluminium - 3.181,09 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;
- 2 september 2014 - Verrewinkelschool : behandeling van het houtrot in de trap en de huisbewaarderwoning - 20.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening.

Objet 7A – 2 : Aménagement du Moensberg.- Exercice 2008.- Frais de déplacement d'installations de concessionnaires.- Mode de financement.

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann précise que les anciennes installations des concessionnaires, qui n'ont pas été transformées ou remplacées à l'occasion des travaux de Sibelga en 2011 et de Vivaqua en 2012, doivent être replacées plus en profondeur dans le sous-sol afin de réaliser la zone de rebroussement au bout du cul-de-sac et que la Commune en assumera les frais.

M./de h. Desmet demande s'il y a des expropriations de terrains.

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann répond que, pour l'instant, il y a une discussion en cours avec le service des Propriétés communales pour récupérer une toute petite partie d'une parcelle privative afin de réaliser la zone de rebroussement.

M./de h. Desmet rappelle à cet égard qu'il y a eu un conflit auparavant entre riverains, certains pensant que leurs voisins étaient favorisés.

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann signale qu'à ce jour, toutes les parties sont satisfaites de la proposition d'aménagement de la zone de rebroussement. Si la discussion relative à l'acquisition amiable de cette partie de parcelle par la Commune n'aboutit pas, il faudra prendre une mesure plus radicale, l'intérêt général étant en jeu.

Objet 7A – 2 : Aménagement du Moensberg.- Exercice 2008.- Frais de déplacement d'installations de concessionnaires.- Mode de financement.

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 26 juin 2008, le Conseil communal a approuvé la dépense présumée de 847.820,08 € TVA comprise, les documents d'adjudication, le mode de passation du marché par adjudication publique et le mode de financement par emprunt;

Attendu que la décision du Conseil communal du 26 juin 2008 a été approuvée par l'Autorité de la Tutelle en date du 13 octobre 2008;

Attendu qu'en séance du 9 décembre 2008, le Collège a attribué le marché à la S.A. Eurovia Belgium, allée Hof ter Vleest, 1 à 1070 Bruxelles, au montant de 376.915,54 € (TVA comprise), ce montant incluant 10 % pour révision et travaux imprévus;

Attendu que, la décision du Collège attribuant le marché étant devenue exécutoire par expiration de délai, l'attribution du marché a été notifiée à l'entrepreneur-adjudicataire le 3 mars 2009;

Attendu que commande ferme a été passée à l'entrepreneur-adjudicataire le 15 juillet 2013;

Attendu que le cautionnement prévu à l'article 5 de l'annexe de l'Arrêté Royal du 26 septembre 1996, soit 15.580 €, a été consigné par l'entrepreneur le 29 août 2013;

Attendu que le chantier d'aménagement de la rue est actuellement en cours;

Attendu que des installations appartenant aux intercommunales Sibelga et Hydrobru ne sont pas enfouies suffisamment profondément pour permettre l'aménagement de la rue tel que prévu par le permis d'urbanisme délivré à la commune le 5 octobre 2010;

Attendu que Sibelga et Hydrobru nous ont transmis chacun un devis pour le déplacement de leurs installations respectives et les terrassements nécessaires;

Attendu que le montant du devis de Sibelga s'élève à 7.609,23 € (TVA comprise) pour le déplacement des installations de gaz et 11.009,89 € (TVA comprise) pour le déplacement des installations d'électricité, soit un total de 18.619,12 € (TVA comprise);

Attendu que le montant du devis d'Hydrobru s'élève à 9.707,54 € (TVA comprise);

Attendu que cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 de la sous allocation "Amélioration de la voirie" du budget extraordinaire 2014;

Vu qu'il n'y a pas lieu de passer par un marché public de travaux étant donné les statuts de Sibelga et d'Hydrobru,

Décide :

1) d'approuver la dépense estimée à 28.326,66 € (TVA comprise) et d'imputer cette dépense à l'article 421/731-60/82 de la sous allocation "Amélioration de la voirie" du budget extraordinaire 2014;

2) de marquer son accord sur la conclusion d'un emprunt;

3) de passer commande, eu égard à leurs statuts, aux intercommunales Sibelga et Hydrobru aux conditions de leurs devis, respectivement du 19 mai 2014 et du 25 juin 2014, pour la somme totale de 28.326,66 € (TVA comprise).

Onderwerp 7A – 2 : Inrichting van de Moensberg.- Dienstjaar 2008.- Kosten voor de verplaatsing van installaties van concessionarissen.- Financieringswijze.

De Raad,

Aangezien de Gemeenteraad in zitting van 26 juni 2008 de op € 847.820,08 BTW inbegrepen geraamde uitgave goedgekeurd heeft, alsook de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht door openbare aanbesteding en het afsluiten van een lening;

Aangezien het besluit van de Gemeenteraad van 26 juni 2008 op 13 oktober 2008 goedgekeurd is door de toezichhoudende overheid;

Aangezien het College in zitting van 9 december 2008 de opdracht heeft gegund aan de N.V. Eurovia Belgium, Hof ter Vleestdreef 1 te 1070 Brussel, voor het bedrag van € 376.915,54 BTW inbegrepen, dit bedrag bevat 10 % voor herziening en onvoorzien werken;

Aangezien het besluit van het College om de opdracht te gunnen uitvoerbaar is geworden door het verstrijken van de termijn en er bijgevolg op 3 maart 2009, de gunning van de opdracht werd aan de opdrachtnemende aannemer aangekondigd;

Aangezien een definitieve bestelling is geplaatst bij de opdrachtnemende aannemer op 15 juli 2013;

Aangezien de in artikel 5 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 26 september 1996 voorziene waarborg, namelijk € 15.580, op 29 augustus 2013 door de aannemer is geconsigneerd;

Aangezien de werf voor de inrichting van de straat momenteel lopende is;

Aangezien de installaties die eigendom zijn van de intercommunales Sibelga en Hydrobru niet diep genoeg onder de grond werden verstoppt om de inrichting van de straat uit te voeren zoals voorzien in de stedenbouwkundige vergunning, afgeleverd op 5 oktober 2010 aan de Gemeente;

Aangezien Sibelga en Hydrobru ons elk een offerte hebben verstuurd voor het verplaatsen van hun respectievelijke installaties en voor de nodige graafwerken;

Aangezien de offerte van Sibelga € 7.609,23 BTW inbegrepen bedraagt voor het verplaatsen van de gasinstallaties en € 11.009,89 BTW inbegrepen bedraagt voor het verplaatsen van de elektriciteitsinstallaties, hetzij een totaal bedrag van € 18.619,12 BTW inbegrepen;

Aangezien de offerte van Hydrobru € 9.707,54 BTW inbegrepen bedraagt;

Aangezien deze uitgave geboekt zal worden onder artikel 421/731-60/82 van de toelage "Verbetering wegennet" van de buitengewone begroting 2014;

Aangezien het niet nodig is een overheidsopdracht uit te schrijven, gelet op de statuten van Sibelga en Hydrobru,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan :

1) de op € 28.326,66 BTW inbegrepen geraamde uitgave goed te keuren en deze uitgave te boeken onder artikel 421/731-60/82 van de toelage "Verbetering wegennet" van de buitengewone begroting 2014;

2) akkoord te gaan met het afsluiten van een lening;

3) de bestelling te plaatsen bij de intercommunales Sibelga en Hydrobru, gelet op hun statuten, tegen de voorwaarden van de offertes van respectievelijk 19 mei 2014 en 25 juni 2014 voor het totale bedrag van € 28.326,66 BTW inbegrepen.

Objet 7A – 3 : Aménagement spécifique d'une zone inondable chaussée de Saint-Job.- Exercice 2014.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation du marché et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu que le budget communal pour l'exercice 2014 prévoit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires un crédit de 1.000.000 € pour l'aménagement spécifique d'une zone inondable dans la chaussée de Saint-Job;

Attendu qu'une modification budgétaire de 500.000 € a été demandée à cet article pour l'aménagement spécifique de l'assise du Geleytsbeek à hauteur du Kauwberg;

Vu les décisions du Collège en séance du :

- 5 juin 2012 d'attribuer le marché de mission d'étude et d'encadrement pour le projet susmentionné à la S.A.R.L. Composante Urbaine Eau et Paysage, avenue Trudaine, 45 à 75009 Paris (France), au montant de 24.684 € (TVA comprise);

- 24 juillet 2013 sur la clôture de la phase d'avant-projet (AVP) du projet susmentionné et d'entamer la phase PRO, à savoir la rédaction de la demande de permis et des documents d'adjudication;

- 11 juin 2014 d'approuver le plan adapté du projet et de charger le service des Propriétés communales d'entamer la procédure d'acquisition des quatre parcelles cadastrales dont la Commune n'est pas encore propriétaire;

Attendu que l'estimation de la dépense des travaux s'élève à 1.337.378,82 € (TVA comprise);

Attendu que le crédit disponible est insuffisant;

Attendu que le solde de 337.378,82 € sera pris sur l'article 421/731-60/82 de la sous allocation "Amélioration de la voirie" qui présente un disponible de 953.473 €;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide de :

1) approuver le transfert de 337.378,82 € de la sous allocation "Amélioration de la voirie" vers la sous allocation "Aménagement spécifique d'une zone inondable chaussée de Saint-Job";

2) approuver la dépense de 1.337.378,82 € (TVA comprise);

3) approuver les documents de l'adjudication devant régir les travaux du présent dossier;

4) approuver le mode de passation du marché, qui sera la procédure ouverte et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir : le soumissionnaire devra satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux en catégories C, classe 5 ou plus;

5) approuver le mode de financement par emprunt.

Onderwerp 7A – 3 : **Specifieke aanleg van een overstromingszone Sint-Jobsesteenweg.- Dienstjaar 2014.- Goedkeuren van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht en de financieringswijze.**

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2014 een bedrag van € 1.000.000 voorziet op artikel 421/731-60/82 voor de specifieke aanleg van een overstromingszone in de Sint-Jobsesteenweg;

Aangezien een begrotingswijziging van € 500.000 op dit artikel is gevraagd voor de specifieke aanleg van de referentielaag van de Geleytsbeek ter hoogte van de Kauwberg;

Gezien de besluiten van het College in zitting van :

- 5 juni 2012 om de opdracht voor de studie- en begeleidingsopdracht voor het bovenvermelde ontwerp aan de S.A.R.L. Composante Urbaine Eau et Paysage, avenue Trudaine, 45 te 75009 Parijs (Frankrijk) toe te kennen tegen het bedrag van € 24.684 (BTW inbegrepen);

- 24 juli 2013 over de afsluiting van de voorontwerpfase voor het bovenvermelde ontwerp en om de PRO-fase, namelijk het redigeren van de aanvraag van stedenbouwkundige vergunning en van de aanbestedingsdocumenten, te beginnen;

- 11 juni 2014 om het aangepaste plan van het ontwerp goed te keuren en de dienst Gemeente-eigendommen de aankoopprocedure voor de vier kadastrale percelen waarvan de Gemeente nog geen eigenaar is op te dragen;

Aangezien de raming der uitgave voor deze werken € 1.337.378,82 (BTW inbegrepen) bedraagt;

Aangezien dat het krediet dat voorzien is onvoldoende is;

Aangezien het saldo van € 337.378,82 geboekt zal worden onder artikel 421/731-60/82 van de toelage "Verbetering van het wegennet" waarop € 953.473 beschikbaar is;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan :

1) de overdracht van € 337.378,82 van de toelage "Verbetering van het wegennet" naar de toelage "Specifieke aanleg van een overstromingszone Sint-Jobsesteenweg";

2) de uitgave van € 1.337.378,82 (BTW inbegrepen);

3) de aanbestedingsdocumenten van deze werken;

4) de gunningswijze van de opdracht via een open procedure en de vastlegging van de inlichtingen betreffende de financiële, economische en technische draagkracht van de aannemer, meer bepaald : de inschrijver zal aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken in de categorie C, klasse 5 voldoen;

5) de financieringswijze door het afsluiten van een lening.

**Objet 7A – 4 Aménagement des abords du Kauwberg.- Exercice 2014.-
Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation du
marché et du mode de financement.**

M./de h. Wyngaard se félicite des dispositifs envisagés par la Commune pour anticiper ou en tout cas pour réduire les conséquences des inondations dans la vallée de Saint-Job. Ces dispositifs coûtent beaucoup moins cher que les bassins d'orage, dont ils constituent un complément particulièrement opportun. Par ailleurs, l'aménagement prévu le long de la chaussée de Saint-Job est tout à fait valable sur le plan esthétique. Ce beau projet reçoit donc le soutien des écologistes.

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann précise que ce projet, déjà initié par son prédécesseur, cherche à aller au-delà de la lutte contre les inondations pour améliorer la qualité esthétique du paysage, renforcer la convivialité et parfois même remplir une mission éducative. Il remercie l'ensemble des services pour leur collaboration, puisqu'il s'agit d'un travail effectué conjointement par les services des Travaux, de l'Environnement et de l'Urbanisme.

**Objet 7A – 4 : Aménagement des abords du Kauwberg.- Exercice 2014.-
Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation du
marché et du mode de financement.**

Le Conseil,

Attendu que le budget communal pour l'exercice 2014 prévoit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires un crédit de 1.000.000 € pour l'aménagement spécifique d'une zone inondable dans la chaussée de Saint-Job;

Vu qu'en cette même séance, le Collège a proposé au Conseil d'approuver le transfert de 337.378,82 € de la sous allocation "Amélioration de la voirie" vers la sous allocation "Aménagement spécifique d'une zone inondable chaussée de Saint-Job" et d'approuver la dépense d'1.337.378,82 € (TVA comprise);

Attendu qu'une modification budgétaire de 500.000 € a été demandée à cet article pour l'aménagement spécifique de l'assise du Geleytsbeek à hauteur du Kauwberg;

Vu les décisions du Collège en séance du :

- 11 septembre 2013 d'attribuer le marché de mission d'étude et d'encadrement notamment pour le projet susmentionné à la S.A.R.L. Composante Urbaine Eau et Paysage, avenue Trudaine, 45 à 75009 Paris (France), au montant de 53.538,14 € (TVA comprise);

- 4 juin 2014 sur la clôture de la phase d'avant-projet (AVP) du projet susmentionné et d'entamer la phase PRO, à savoir la rédaction de la demande de permis et des documents d'adjudication;

Attendu que l'estimation de la dépense de travaux s'élève à 549.014,54 € (TVA comprise);

Attendu que le crédit disponible est insuffisant;

Attendu que le solde de 49.014,54 € sera pris sur l'article 421/731-60/82 de la sous allocation "Amélioration de la voirie" qui présente un disponible de 616.094,18 €;

Vu que le Kauwberg est un site classé et que la Direction des Monuments et Sites évalue la part des travaux subsidiables à 221.000 € (TVA comprise) sous réserve de l'approbation de la modification budgétaire;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide de :

1) approuver le transfert de 49.014,54 € de la sous allocation "Amélioration de la voirie" vers la sous allocation "Aménagement spécifique d'une zone inondable chaussée de Saint-Job";

2) approuver la dépense de 549.014,54 € (TVA comprise);

- 3) approuver les documents de l'adjudication devant régir les travaux du présent dossier;
- 4) approuver le mode de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publicité et fixer les renseignements concernant les capacités techniques des entrepreneurs, à savoir : le soumissionnaire devra satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux en catégorie G, classe 3 ou plus;
- 5) approuver le mode de financement par emprunt.

Onderwerp 7A – 4 : Aanleg van de rand van de Kauwberg.- Dienstjaar 2014.- Goedkeuren van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze van de opdracht en de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2014 een bedrag van € 1.000.000 voorziet op artikel 421/731-60/82 voor de specifieke aanleg van een overstromingszone in de Sint-Jobsesteenweg;

Gezien dat tijdens diezelfde zitting het College voorgesteld heeft aan de Raad de overdracht van € 337.378,82 van de toelage "Verbetering van het wegennet" naar de toelage "Specifieke aanleg van een overstromingszone Sint-Jobsesteenweg" en de uitgave van € 1.337.378,82 (BTW inbegrepen) goed te keuren;

Aangezien dat een begrotingswijziging van € 500.000 op dit artikel is gevraagd voor de specifieke aanleg van de referentielaag van de Geleytsbeek ter hoogte van de Kauwberg;

Gezien de besluiten van het College in zitting van :

- 11 september 2013 om de opdracht voor de studie- en begeleidingsopdracht voor onder andere het bovenvermelde ontwerp aan de S.A.R.L. Composante Urbaine Eau et Paysage, avenue Trudaine, 45 te 75009 Parijs (Frankrijk) toe te kennen tegen het bedrag van € 53.538,14 (BTW inbegrepen);

- 4 juni 2014 over de afsluiting van de voorontwerpsfase voor het bovenvermelde ontwerp en om de PRO-fase, namelijk het redigeren van de aanvraag van stedenbouwkundige vergunning en van de aanbestedingsdocumenten, te beginnen;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken € 549.014,54 (BTW inbegrepen) bedraagt;

Aangezien dat het krediet dat voorzien is onvoldoende is;

Aangezien dat het saldo van € 49.014,54 geboekt zal worden onder artikel 421/731-60/82 van de toelage "Verbetering van het wegennet" waarop € 616.094,18 beschikbaar is;

Gezien dat de Kauwberg een beschermd landschap is en dat de Directie Monumenten en Landschappen het subsidieerbaar gedeelte van de werken op € 221.000 (BTW inbegrepen) evalueert, dit onder voorbehoud van de goedkeuring van de begrotingswijziging;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan :

- 1) de overdracht van € 49.014,54 van de toelage "Verbetering van het wegennet" naar de toelage "Specifieke aanleg van een overstromingszone Sint-Jobsesteenweg";
- 2) de uitgave van € 549.014,54 (BTW inbegrepen);
- 3) de aanbestedingsdocumenten waaraan de werken onderworpen zijn;
- 4) de gunningswijze van de opdracht via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmaking en de vastlegging van de inlichtingen betreffende de financiële, economische en technische draagkracht van de aannemer, meer bepaald : de inschrijver zal aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken in de categorie G, klasse 3 voldoen;
- 5) de financieringswijze door het afsluiten van lening.

Objet 7A – 5 : Subsidies visant à soutenir la mise en œuvre de collaboration entre les communes de la Région de Bruxelles-Capitale.- Projet du Groupe de Travail et d'Information en Marchés publics de la Région de Bruxelles-Capitale (GTI MP BXL) visant le développement des activités de la plate-forme GTI MP BXL.

Le Conseil,

Considérant que le GTI MP BXL est un groupe de travail dans le secteur des marchés publics rassemblant les 19 communes de Bruxelles et que son but principal est la mise en commun des bonnes pratiques, des connaissances et des expériences dans le cadre du prescrit légal et du traitement des dossiers marchés publics et qu'il a été installé officiellement le 22 mars 2010 devant les secrétaires communaux et les receveurs communaux des 19 communes invités pour l'occasion;

Vu la désignation de la Commune d'Evere, lors de la réunion plénière du 18 février 2014, en tant que commune coordinatrice du projet;

Vu le courrier du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale daté du 14 avril 2014 concernant l'appel à projets et l'octroi d'une subvention à concurrence de 80 % des dépenses effectuées, avec un maximum de 80.000 € par projet, aux communes désireuses de mettre en œuvre une activité propre à plusieurs communes;

Considérant que la subvention portera sur l'année 2015, à savoir du 1^{er} janvier au 31 décembre 2015;

Considérant que le projet consiste à pérenniser l'existence du GTI MP BXL, de permettre le développement de ses activités et de l'animation de ses réunions plénières, de même que l'organisation du colloque thématique annuel;

Considérant que l'estimation totale des frais lié au projet porte sur un montant de 80.000 € dont 80 % peuvent être subsidiés, à savoir 64.000,00 €;

Considérant que le dossier, qui fait partie intégrante de la présente délibération, détaille le projet et reprend l'estimation de la répartition des charges inhérentes à la mise sur pied du projet et au fonctionnement de la collaboration;

Considérant que la Commune d'Evere transmettra au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale, la délibération de ratification de la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins par le Conseil communal ainsi que toutes les délibérations des Collèges des autres communes associées;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide :

1) d'approuver le projet à savoir "Le développement des activités de la plate-forme GTI MP BXL". Ce projet fera l'objet d'une demande de subside auprès du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de l'appel à projets pour subsidier les communes en vue de collaborations intercommunales. Le dossier qui fait partie intégrante de la présente délibération, détaille le projet et reprend l'estimation des charges inhérentes à la poursuite de celui-ci et au bon fonctionnement de la collaboration intercommunale;

2) de désigner la commune d'Evere comme commune coordinatrice pour l'introduction du dossier de demande de subside et pour son suivi.

Onderwerp 7A – 5 : **Subsidies ter ondersteuning voor het opzetten van samenwerking tussen gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.- Project van de Werk- en Informatiegroep Overheidsopdrachten van het Brussels Gewest (WIG OO Brussel) betreffende de ontwikkeling van de activiteiten van het platform WIG OO Brussel.**

De Raad,

Overwegende dat de WIG OO Brussel een werkgroep is in de sector van de Overheidsopdrachten die de 19 gemeenten van Brussel samenbrengt en dat haar belangrijkste doelstelling de uitwisseling van de goede praktijken, de kennis en de ervaring binnen het voorgeschreven wettelijk kader en de behandeling van de dossiers betreffende overheidsopdrachten is en dat de WIG officieel op 22 maart 2010 werd geïnstalleerd in aanwezigheid van de gemeentesecretarissen en de gemeenteontvangers van de 19 gemeenten uitgenodigd bij deze gelegenheid;

Gelet op de aanduiding van de Gemeente Evere, op de vergadering dd. 18 februari 2014, als coördinerende gemeente van het project;

Gelet op het schrijven van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dd. 14 april 2014, betreffende een projectoproep voor het verkrijgen van subsidies toegekend tot 80 % van de kost van de samenwerking met een maximum van 80.000 € gesubsidieerd per project, aan de gemeenten die een samenwerking met andere gemeenten willen ontwikkelen;

Overwegende dat deze subsidiëringen een periode betreffen gaande van 1 januari 2015 tot 31 december 2015;

Overwegende dat het project heeft als onderwerp een blijvend karakter geven aan de WIG OO Brussels geven, zijn activiteiten, vergaderingen en ervaringswisseling te ontwikkelen en een jaarlijks thematisch colloquium te organiseren;

Overwegende dat de totale raming met inbegrip van alle mogelijke kosten voor het project oploopt tot 80.000 EUR, waarvan 80 % 64.000 EUR vertegenwoordigt;

Overwegende dat het dossier, dat volledig deel uitmaakt van de huidige beslissing, een uitvoerige omschrijving van het project inhoudt en een raming van de verdeling van de lasten die gepaard gaan met het opzetten van dit en met de nodige samenwerking;

Overwegende dat de gemeente Evere de goedkeuring van de beslissing van de gemeenteraad door het College van Burgemeester en Schepenen aan het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overmaakt alsook alle beslissingen van de colleges of al de goedkeuringen van Colleges van de andere betrokken gemeenten;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op het voorstel van het College van de Burgemeester en Schepenen,

Besluit :

1) het project namelijk "de ontwikkeling van de activiteiten van het platform WIG OO Brussel" goed te keuren. Dit project maakt het voorwerp uit van een subsidieaanvraag aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in het kader van de projectaanvraag van de gemeenten om de intercommunale samenwerkingen te subsidiëren. Dit dossier, dat een integrerend onderdeel van deze beraadslaging is, beschrijft uitvoerig dit project en neemt de schatting van de verdeling van de lasten op in verband met de oprichting van deze projecten en de uitvoering van de intercommunale samenwerkingen;

2) de gemeente Evere als coördinerende gemeente voor de invoering van de subsidieaanvraag van en haar opvolging aan te duiden.

Objet 7A – 6 : Ecole du Val Fleuri.- Extension du préau.- Approbation du dépassement de la dépense et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu que l'ensemble des travaux effectués et futurs ne reste plus dans l'enveloppe budgétaire prévue lors de la désignation;

Vu que le dépassement de la dépense à l'état d'avancement n° 11 est de 8.427,38 EUR (TVAC);

Vu que ce dépassement sera imputé à l'article 722/723-60/96 du budget extraordinaire de 2014 à l'allocation "Ecole de Calevoet – Nouvelles classes" et financé par le Fonds de réserve moyennant la modification du libellé et du mode de financement et doit faire l'objet d'une approbation du Conseil communal,

Approuve le dépassement de la dépense d'un montant de 8.427,38 EUR qui sera imputé à l'article 722/723-60/96 du budget extraordinaire de 2014 à l'allocation "Ecole de Calevoet – Nouvelles classes" et financé par le Fonds de réserve moyennant la modification du libellé et du mode de financement.

Onderwerp 7A – 6 : Val Fleurischool.- Uitbreiding van de overdekte speelplaats.- Goedkeuring van de overschrijding van de uitgave en van de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien de volledige uitgevoerde en toekomstige werkzaamheden niet meer passen binnen de begrotingsenveloppe die voorzien is bij de toewijzing;

Gelet op de overschrijding van de uitgave in vorderingsstaat nr. 11 die 8.427,38 EUR (incl. btw) bedraagt;

Aangezien deze overschrijding aangerekend zal worden op artikel 722/723-60/96 van de buitengewone begroting van 2014 onder de toelage "school Calevoet - Nieuwe klassen" en zal worden gefinancierd door het Reservefonds middels de wijziging van de titel en van de financieringswijze, en goedgekeurd moet worden door de Gemeenteraad;

Keurt de overschrijding goed van de uitgave met een bedrag van 8.427,38 EUR, aan te rekenen op artikel 722/723-60/96 van de buitengewone begroting van 2014 onder de toelage "school Calevoet - Nieuwe klassen" en gefinancierd door het reservefonds middels de wijziging van de titel en van de financieringswijze.

Objet 7A – 7 : Ecole du Merlo.- Construction d'un nouveau bâtiment à rue et transformation de la conciergerie et des vestiaires de la salle de gymnastique.- Raccordement au réseau de distribution d'eau publique.- Approbation de la dépense et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu qu'il y a lieu de procéder au raccordement de l'immeuble au réseau de distribution d'eau;

Attendu qu'en date du 10 mai 2001, l'Assemblée a approuvé la cession de la gestion du réseau de distribution d'eau de la commune à l'IBrA, entre-temps l'IbrA a changé de nom et est devenue Hydrobru, les travaux seront effectués par Hydrobru, gestionnaire du réseau d'eau publique de la commune;

Vu que la dépense pour ce raccordement est estimée à 5.512,00 EUR (TVAC);

Attendu qu'une modification budgétaire de 600.000,00 EUR à l'article 75101/722-60/96 du budget extraordinaire 2014 a été prévue afin de couvrir la dépense relative aux travaux supplémentaires;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver les points ci-après :

1) la dépense estimée de 5.512,00 EUR (TVAC);

- 2) confier la réalisation des travaux à HYDROBRU, gestionnaire du réseau d'eau publique de la commune;
- 3) engager la dépense de 5.512,00 EUR à l'article 75101/722-60/96 du budget extraordinaire de 2014;
- 4) marquer son accord sur le mode de financement de la dépense via emprunt.

Onderwerp 7A – 7 : **School Merlo.- Opbouw van een nieuw gebouw aan de straatzijde en verbouwing van de conciërgewoning en de kledkamers van de turnzaal.- Aansluiting aan het openbaar netwerk voor waterdistributie.- Goedkeuring van de uitgave en van de financieringswijze.**

De Raad,

Aangezien het aangewezen is over te gaan tot het aansluiten van het gebouw aan het waterdistributienet;

Aangezien de Gemeenteraad op 10 mei 2001 de overdracht heeft goedgekeurd van het beheer van het waterdistributienet van de gemeente naar de BrIS, intussen is BrIS van naam veranderd en Hydrobru geworden, de werkzaamheden zullen worden uitgevoerd door Hydrobru, beheerder van het openbaar waterdistributienet van de gemeente;

Aangezien de uitgave voor deze aansluiting geraamd wordt op 5.512,00 EUR (incl. btw);

Aangezien een begrotingswijziging van 600.000,00EUR op artikel 75101/722-60/96 van de buitengewone begroting 2014 is voorzien om de kosten te dekken betreffende de bijkomende werken;

Op voorstel van het schepencollege,

Keurt de op 5.512,00 EUR (incl. btw) geraamde uitgave goed;

Vertrouwt de uitvoering van de werkzaamheden toe aan HYDROBRU, beheerder van het openbaar waterdistributienet van de gemeente;

Legt de uitgave van 5.512,00 EUR vast op artikel 75101/722-60/96 van de buitengewone begroting van 2014;

Stemt in met de financieringswijze van de uitgave via lening.

Objet 7A – 8 : **Ecole des Eglantiers.- Reconstruction partielle.- Sectionnement de deux raccordements eau et modification du raccordement existant en un raccordement entre deux vannes.- Approbation des dépenses et du mode de financement.**

Le Conseil,

Attendu qu'il y a lieu de procéder au sectionnement de deux raccordements d'eau de calibre 40mm (1 côté Wellington et 1 côté Napoléon) ainsi qu'à la modification du raccordement existant de l'école citée en objet;

Attendu qu'en date du 10 mai 2001, l'Assemblée a approuvé la cession de la gestion du réseau de distribution d'eau de la commune à l'IBrA, entre-temps l'IbrA a changé de nom et est devenue Hydrobru, les travaux seront effectués par Hydrobru, gestionnaire du réseau d'eau publique de la commune;

Vu que les dépenses pour cette intervention sont estimées à 1.524,50 EUR (TVAC) pour le sectionnement de deux raccordements d'eau et 6.909,67 EUR (TVAC) pour la modification du raccordement existant;

Attendu que ces dépenses doivent être imputées à l'article 722/724-60/96 sous-allocation "Diverses Ecoles – Interventions et achats divers pour les installations techniques";

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver les points ci-après :

- 1) les dépenses respectives estimées à 1.524,50 EUR (TVAC) et 6.909,67 EUR (TVAC);

- 2) confier la réalisation des travaux à HYDROBRU, gestionnaire du réseau d'eau publique de la commune;
- 3) engager les dépenses de 1.524,50 EUR et 6.909,67 EUR à l'article 722/724-60/96 du budget extraordinaire de 2014;
- 4) marquer son accord sur le mode de financement de la dépense via emprunt.

Onderwerp 7A – 8 : School Les Eglantiers.- Gedeeltelijke heropbouw.- Opdeling van twee wateraansluitingen en wijziging van de bestaande aansluiting tot een aansluiting tussen twee afsluitkranen.- Goedkeuring van de uitgaven en van de financieringswijze.

De Raad,

Aangezien het aangewezen is over te gaan tot het opdelen van de twee wateraansluitingen van kaliber 40 mm (1 zijde Wellington en 1 zijde Napoleon), alsook tot de wijziging van de bestaande aansluiting van de hierboven vermelde school;

Aangezien de gemeenteraad op 10 mei 2001 de overdracht heeft goedgekeurd van het beheer van het waterdistributienet van de gemeente naar de BrIS, intussen is BrIS van naam veranderd en Hydrobru geworden, de werkzaamheden zullen worden uitgevoerd door Hydrobru, beheerder van het openbaar waterdistributienet van de gemeente;

Aangezien de uitgaven voor deze tussenkomst geraamd worden op 1.524,50 EUR (incl. btw) voor de opdeling van de twee wateraansluitingen en 6.909,67 EUR (incl. btw) voor de wijziging van de bestaande aansluiting;

Aangezien deze uitgaven geboekt moeten worden op artikel 722/724-60/96 toelage "Verschillende scholen - Verschillende interventies en aankopen voor technische installaties";

Op voorstel van het Schepencollege,

Keurt de uitgaven goed die geraamd zijn op 1.524,50 EUR (incl. btw) en 6.909,67 € (incl. btw);

Vertrouwt de uitvoering van de werkzaamheden toe aan HYDROBRU, beheerder van het openbaar waterdistributienet van de gemeente;

Legt de uitgaven van 1.524,50 EUR en 6.909,67 EUR vast op artikel 722/724-60/96 van de buitengewone begroting van 2014;

Stemt in met de financieringswijze van de uitgave via lening.

Objet 7A – 9 : Ferme Rose.- Mission d'étude pour l'élaboration d'un dossier de restauration et de rénovation d'un bâtiment historique classé.- Approbation du marché complémentaire auprès du bureau d'études initial dans le cadre de l'introduction d'un permis d'environnement.

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann rappelle qu'en janvier 2014, la Commune a introduit un dossier pour le renouvellement du permis d'environnement demandé initialement en 1999 par l'A.S.B.L. La Ferme Rose. Puis, l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement (I.B.G.E.) a sollicité de la part de la Commune la transmission de multiples spécifications techniques destinées à compléter les documents nécessaires à la délivrance d'un tel permis d'environnement, que ce soit sous forme de plans ou d'autres documents divers. La Commune a donc demandé au bureau d'études qui a assisté ses services dans ce dossier, notamment pour la rédaction des cahiers des charges, d'établir l'ensemble des documents complémentaires réclamés par l'I.B.G.E., en considérant qu'il s'agit d'une "circonstance imprévue", telle que l'envisage l'article 26, § 1 de la loi sur les marchés publics.

En effet, selon l'interprétation exposée par Me Thiel et M. Cabuy dans leur ouvrage "Le nouveau droit des marchés publics en Belgique", on peut considérer comme circonstance imprévue le cas dans lequel certains éléments ne figureraient pas dans les conditions initiales du marché ou auraient été omis dans le cahier des charges initial.

Et précisément, dans cette affaire, la constitution du dossier, la rédaction de l'ensemble des cahiers de charges, la délivrance du permis et les travaux en cours ont amené la Commune à une situation telle qu'il lui a fallu introduire une nouvelle demande de permis d'environnement. Or, quand le bureau d'études a été désigné à l'origine du processus, il ne lui a pas été demandé de rédiger les documents complémentaires sollicités par l'I.B.G.E., puisqu'on n'en avait pas connaissance à l'époque. Il s'agit donc bien d'une circonstance imprévue, telle que décrite par les auteurs de doctrine précités.

Objet 7A – 9 : Ferme Rose.- Mission d'étude pour l'élaboration d'un dossier de restauration et de rénovation d'un bâtiment historique classé.- Approbation du marché complémentaire auprès du bureau d'étude initial dans le cadre de l'introduction d'un permis d'environnement.

Le Conseil,

Attendu que le permis d'environnement de classe 2 pour l'exploitation des installations située dans la Ferme Rose doit être renouvelé;

Considérant que le dossier doit être constitué de plans, de documents techniques liés aux normes prises en matière de sécurité, d'installations tant thermiques qu'acoustiques, de précisions aux niveaux des appareillages mis en œuvre (cabine HT, chaudière, groupe de ventilation,);

Au vu de ce qui précède il est évident que l'intervention du bureau d'étude est indispensable pour mener à bien cette mission de restauration; celui-ci disposant de tous les éléments pour constituer le dossier;

Considérant que dans le présent cas, il y a lieu de passer un marché complémentaire via une procédure négociée sans publicité conformément à l'article 26, § 1, 2° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics qui stipule que : "des travaux ou des services complémentaires ne figurant pas dans le projet initialement envisagé ni dans le marché initial sont devenus nécessaires, à la suite d'une circonstance imprévue, à l'exécution de l'ouvrage ou du service tel qu'il y est décrit, à condition que l'attribution soit faite à l'adjudicataire qui exécute ledit ouvrage ou les services et que le montant cumulé des marchés passés pour les travaux ou services complémentaires n'excède pas cinquante pour cent du montant total du marché principal";

Considérant que le montant forfaitaire pour cette mission, calculé sur base des prestations complémentaires demandées, s'élève à 6.050,00 EUR TVAC;

Considérant qu'un montant de 10.000,00 EUR est prévu au budget de 2014 pour couvrir la dépense;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver les points ci-après :

1) faire application de l'article 26, § 1, 2° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics;

2) l'avenant au cahier spécial des charges initial, compte tenu de la nouvelle loi sur les marchés publics;

3) la passation d'un marché passé par procédure négociée avec le bureau d'études initial;

4) l'estimation approximative de la dépense s'élevant à 6.050,00 EUR TVAC ainsi que son financement par le Fonds de réserve;

5) confier le marché complémentaire à l'association momentanée AAC/ORIGIN, bureau d'études;

6) l'imputation de la dépense à l'article 773/724-60/96 du budget extraordinaire de 2014.

Onderwerp 7A – 9 : **Roze Hoeve.- Studieopdracht voor het opstellen van een restauratie- en renovatiedossier van een beschermd historisch gebouw.- Goedkeuring van de bijkomende opdracht bij het oorspronkelijke studiebureau in het kader van het indienen van een milieuvergunning.**

De Raad,

Aangezien de milieuvergunning van klasse 2 voor de uitbating van de installaties in de Roze Hoeve vernieuwd moet worden;

Overwegende dat het dossier moet bestaan uit plannen, technische documenten i.v.m. de genomen veiligheidsnormen, de installaties, zowel de thermische als de akoestische, uit verduidelijkingen inzake de gebruikte machines (HS-cabine, ketel, verluchtingsgroep, ...);

Gelet op het voorgaande is het vanzelfsprekend dat de tussenkomst van het studiebureau onontbeerlijk is om deze restauratie-opdracht tot een goed einde te brengen; dit bureau beschikt immers over alle elementen om het dossier op te stellen;

Overwegende dat het in het onderhavige geval aangewezen is een bijkomende opdracht uit te schrijven via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking overeenkomstig artikel 26, § 1, 2° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten dat stelt dat: "aanvullende werken of diensten die noch in het oorspronkelijk geplande ontwerp, noch in de oorspronkelijke opdracht zijn vermeld en die ingevolge onvoorziene omstandigheden noodzakelijk zijn geworden voor de uitvoering van de erin beschreven werken of diensten, op voorwaarde dat ze worden gegund aan degene die deze werken of diensten uitvoert en het samengevoegde bedrag van de opdrachten gegund voor de aanvullende werken of diensten niet hoger ligt dan vijftig procent van het bedrag van de hoofdopdracht";

Overwegende dat het forfaitaire bedrag voor deze opdracht, berekend op basis van de gevraagde bijkomende prestaties, 6.050,00 EUR incl. btw bedraagt;

Overwegende dat in de begroting van 2014 een bedrag van 10.000,00 EUR is voorzien om de uitgave te dekken;

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist de volgende punten goed te keuren :

1) artikel 26, § 1, 2° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende overheidsopdrachten toepassen;

2) het addendum bij het oorspronkelijke bestek, rekening houdend met de nieuwe wet op de overheidsopdrachten;

3) de gunning van een opdracht d.m.v. onderhandelingsprocedure met het oorspronkelijke studiebureau;

4) de raming van de uitgave die ongeveer 6.050,00 EUR bedraagt incl. btw, alsook de financiering ervan via het Reservefonds;

5) de bijkomende opdracht toe te kennen aan de tijdelijke vereniging AAC/ORIGIN, studiebureau;

6) deze uitgave aan te rekenen op artikel 773/724-60/96 van de buitengewone begroting van 2014.

Objet 7B – 1 : **Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications.

Que certains articles demandent une abrogation, une réactualisation ou une nouvelle disposition,

Décide de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit :

Abrogations :

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.247.- Rue du Bourdon, 61.

Rectifications :

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.175.- Rue des Carmélites, du côté opposé au n° 183, sur une distance de 13 m, du lundi au samedi, de 7h00 à 17h00 (zone de chargement et de déchargement).

14.269.- Avenue Legrand, 92-96, sur une distance de 10 m, du lundi au vendredi, de 8h00 à 14h30 et de 18h00 à 23h00 (zone de chargement et de déchargement).

Nouvelles dispositions :

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.346.- Rue de la Mutualité, 77.

13.J.347.- Rue Steenvelt, 20.

13.J.348.- Avenue Kamerdelle, 2.

13.J.349.- Rue Zeecrabbe, 26.

13.J.350.- Avenue Kamerdelle, 3.

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.300.- Ancien Dieweg, 30.

Article 19.- Le stationnement est interdit aux endroits suivants :

19.164.- Avenue de Messidor, du numéro 172 jusqu'à la rue de la Mutualité.

Onderwerp 7B – 1 : Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen, verbeteringen en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Aangezien het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen, goedgekeurd op 7 september 2000, gewijzigd moet worden;

Aangezien bepaalde artikels ingetrokken of geactualiseerd moeten worden of een nieuwe bepaling moeten krijgen,

Besluit het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen als volgt aan te vullen :

Intrekkingen :

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.247.- Horzelstraat, 61.

Verbeteringen :

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.175.- Karmelietenstraat, van de kant tegenover het nr 183, over een afstand van 13 m, van maandag tot zaterdag, van 7 tot 17 uur (laad- en loszone).

14.269.- Legrandlaan, 92-96, over een afstand van 10 m, van maandag tot vrijdag, van 8 tot 14.30 en van 18 tot 23 uur (laad- en loszone).

Nieuwe bepalingen :

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, hetzij anders bepaald :

13.J.346.- Onderlinge Bijstandstraat, 77.

13.J.347.- Steenveltstraat, 20.

13.J.348.- Kamerdellelaan, 2.

13.J.349.- Zeecrabbestraat, 26.

13.J.350.- Kamerdellelaan, 3.

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.300.- Oude Dieweg, 30.

Artikel 19.- Parkeren is verboden op de volgende plaatsen :

19.164.- Messidorlaan, van nummer 172 tot de Onderlinge Bijstandstraat.

Objet 7B – 2 : Dix-septième renouvellement du contrat de mobilité entre la Région de bruxelles-Capitale et la Commune d'Uccle.

Le Conseil,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 1996 qui prévoit l'octroi de subventions aux communes dans le cadre des contrats de mobilité,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 décembre 2001 portant exécution de l'ordonnance du 11 mars 1999 relative à l'euro en matière de travaux publics et de transport section II adaptation de l'arrêté du 17 juillet 1997 modifiant l'arrêté du 18 juillet 1996;

Considérant les intentions du Plan Régional de Développement qui précise "qu'il appartient aux communes de prendre les mesures pour gérer la circulation, notamment en affectant des agents à cette tâche et en convenant des modalités d'interventions rapides en cas d'accident qui perturbe la circulation sur les voiries où le trafic est important";

Considérant que la Région Bruxelloise doit évoluer vers une mobilité durable;

Considérant que les transports en commun, les déplacements à pied et à vélo sont des éléments essentiels d'une mobilité durable;

Considérant que la promotion de l'utilisation des transports en commun passe notamment par l'amélioration de leur vitesse commerciale;

Considérant que la promotion des déplacements à pied et à vélo passe par une augmentation de leur sécurisation;

Considérant que la congestion est néfaste pour le fonctionnement socio-économique de la commune et qu'elle entraîne des effets dommageables sur la santé et l'environnement;

Considérant que la Région encourage les communes à amplifier la présence de leur police sur les voiries régionales afin d'y maintenir de bonnes conditions de déplacement de tous les usagers;

Considérant qu'un projet de contrat de mobilité a été établi avec la commune d'Uccle et que celui-ci prévoit une surveillance par la police communale deux carrefours prioritaires, à savoir :

- rue de Stalle/chaussée de Neerstalle;

- rue de Stalle/rue de l'Etoile;

Considérant que l'administration s'engage, à partir du 5 mai 2014 à effectuer dans ces carrefours et ce, durant les jours ouvrables (hors week-end, jours fériés et vacances scolaires), une surveillance quotidienne de 3h15 (2h45 le mercredi),

Considérant que l'administration est autorisée à déplacer les agents au square des Héros, au square Marlow, au Globe (Stalle/Alseberg) et au carrefour Stalle/Gatti de Gamond en fonction des nécessités de circulation,

Considérant que l'administration est autorisée à affecter les agents des carrefours mentionnés précédemment à d'autres carrefours régionaux avec transport en commun, de son territoire, lorsqu'il y a chantier, à condition d'en informer la Région au préalable,

Considérant que ces prestations donnent lieu à l'octroi d'une subvention annuelle indexée (ex. de 13.674,99 € en 2013),

Vu le procès-verbal de la concertation du 25 juillet 2014 et le rapport relatif à l'exécution du contrat en cours établi par les services de la Police,

Décide de marquer son accord sur la signature du contrat de mobilité.

Onderwerp 7B – 2 : Zeventiende vernieuwing van het mobiliteitscontract tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Ukkel.

De Raad,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 1996 dat de toekenning van subsidies aan gemeentes voorziet in het kader van de mobiliteitscontracten;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 20 december 2001 tot uitvoering van de ordonnantie van 11 maart 1999 betreffende de euro inzake openbare werken en vervoer, afdeling II aanpassing van het besluit van 17 juli 1997 tot wijziging van het besluit van 18 juli 1996;

Gelet op de intenties van het Gewestelijk Ontwikkelingsplan dat aangeeft dat de gemeentes maatregelen moeten nemen om het verkeer te beheren, meer bepaald door agenten voor deze taak in te zetten en snelle interventiemethodes te voorzien bij ongevallen die het verkeer op belangrijke verkeerswegen hinderen;

Overwegende dat het Brussels Gewest naar duurzame mobiliteit moet evolueren;

Overwegende dat het openbaar vervoer, de verplaatsingen te voet en per fiets essentiële elementen zijn voor een duurzame mobiliteit;

Overwegende dat de promotie van het gebruik van het openbaar vervoer meer bepaald moet gebeuren door de verbetering van hun reissnelheid;

Overwegende dat de promotie van de verplaatsingen te voet meer bepaald moet gebeuren door de verbetering van hun veiligheid;

Overwegende dat de verkeersoverbelasting nefast is voor de socio-economische werking van de gemeente en schade berokkent aan de gezondheid en het milieu;

Overwegende dat het gewest de gemeentes aanmoedigt om de aanwezigheid van hun agenten op de gewestwegen te verhogen zodat elke gebruiker zich steeds in goede omstandigheden kan verplaatsen;

Overwegende dat er een ontwerp van een mobiliteitscontract met de gemeente Ukkel werd opgesteld waarin is voorzien dat de gemeentelijke politie zal toezien op twee prioritaire kruispunten, namelijk:

- Stallestraat/Neerstallesteenweg;
- Stallestraat/Sterstraat;

Overwegende dat het bestuur zich ertoe verbindt om vanaf 5 mei 2014 aan deze kruispunten dagelijks toezicht te houden gedurende 3 u. en 15 min. (2 u. en 45 min. op woensdagen) en dit tijdens werkdagen (behalve tijdens weekends, feestdagen en schoolvakanties);

Overwegende dat het bestuur agenten zal plaatsen aan de Heldensquare, de Marlowsquare, het kruispunt Globe (Stallestraat/Alsebergsesteenweg) en aan het kruispunt Stallestraat/Gatti de Gamondstraat, naargelang de noden van het verkeer;

Overwegende dat het bestuur de toelating heeft om de agenten van de voormelde kruispunten toe te wijzen aan andere gewestelijke kruispunten met openbaar vervoer op zijn grondgebied indien er werken zijn en op voorwaarde dat het gewest hiervan op voorhand werd ingelicht;

Overwegende dat deze prestaties aanleiding geven tot de toekenning van een jaarlijkse geïndexeerde subsidie (vb. van € 13.674,99 in 2013);

Gelet op het proces-verbaal van het overleg de evaluatievergadering van 25 juli 2014 en het verslag inzake de uitvoering van het lopende contract, opgesteld door de politiediensten,

Verleent zijn goedkeuring aan de ondertekening van het mobiliteitscontract.

Objet 9A – 1 : Marché publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003, 9 mars 2006 et 11 juillet 2013;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 26, § 1, 1° a) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information la décision du Collège des Bourgmestre et échevins suivante :

- 28 août 2014 - Crèche de Saint-Job : achat d'une armoire complémentaire faite sur mesure - 894,19 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/744-98/90 - Emprunt.

Onderwerp 9A – 1 : Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003, 9 maart 2006 en 11 juli 2013;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 26, § 1, 1° a) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 28 augustus 2014 - Kinderdagverblijf van Sint-Job : aankoop van een op maat gemaakte bijkomende kast - 894,19 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/744-98/90 - Lening.

Objet : 9A – 2 : Crèche du Chat.- Travaux en vue de l'augmentation du nombre de places d'accueil.

Mme l'Echevin/de h. schepen Roba-Rabier précise qu'il s'agit ici d'introduire un dossier à l'Office National de l'Enfance (O.N.E.) et à la Commission communautaire française (COCOF) pour bénéficier du plan Cigogne III, de façon à agrandir la crèche du Chat, qui comporte actuellement 24 places et pourrait en avoir 12 de plus. Elle signale en outre que 10 places supplémentaires viennent d'être ouvertes à la mi-août à la crèche de Saint-Job. Le nombre total de places d'accueil disponibles dans les crèches communales d'Uccle s'élève pour l'instant à 215.

De plus, le cumul des données statistiques relevant à la fois de l'O.N.E. et de Kind en Gezin aboutit à un nombre total de 1.501 places d'accueil disponibles sur tout le territoire communal, ce qui fait d'Uccle une des communes les mieux loties à cet égard en région bruxelloise, puisqu'elle s'y classe troisième, après Bruxelles-Ville et Schaerbeek.

Mme l'Echevin Roba-Rabier espère qu'Uccle bénéficiera du subside demandé.

Mme/Mevr. Dupuis signale que cette excellente idée sera soutenue avec enthousiasme par le groupe socialiste.

Objet 9A – 2 : **Crèche du Chat.- Travaux en vue de l'augmentation du nombre de places d'accueil.**

Le Conseil,

Vu l'arrêté du 12 septembre 2013 du Collège de la Commission communautaire française fixant les critères et modalités d'octroi de subvention visant au soutien de l'accueil de l'enfance;

Attendu que le projet peut porter sur la composante ONE ou comprendre également une demande de financement des infrastructures;

Que lors de la création de nouvelles places d'accueil il faut prévoir au moins 4 nouvelles places, en cas d'extension d'une crèche déjà subventionnée;

Que pour le service de l'Architecture de l'Administration il est possible d'agrandir la crèche du Chat, rue Emile Lecomte, 43 par l'ajout d'une structure légère qui rehaussera le bâtiment;

Que grâce à ces travaux il est possible d'augmenter la capacité de cette crèche de 12 places d'accueil supplémentaires;

Que le type de subvention demandée portera sur l'agrandissement et la transformation de la crèche du Chat;

Que le taux minimum demandé est de 60 %;

Que au égard au quartier où se situe la crèche il est demandé d'octroyer une intervention majorée;

Que le montant de l'investissement s'élève à ± 496.000 € HTVA;

Qu'il est donc opportun d'introduire un dossier unique à l'ONE et à la COCOF dans le cadre du plan Cigogne 3;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide de soutenir le projet de rénovation de la crèche du Chat, rue Emile Lecomte, 43 qui permettra une augmentation de 12 places d'accueil supplémentaires.

Onderwerp 9A – 2 : **Kinderdagverblijf Chat.- Werken om het aantal onthaalplaatsen uit te breiden.**

De Raad,

Gelet op het besluit van 12 september 2013 van het college van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de criteria en modaliteiten voor de toekenning van subsidies ter ondersteuning van de kinderopvang;

Aangezien het project op de steun van de ONE mag rekenen en ook een financieringsaanvraag voor de infrastructuur mag bevatten;

Aangezien er, in geval van uitbreiding van een reeds gesubsidieerd kinderdagverblijf, min. 4 nieuwe plaatsen voorzien moeten worden bij de creatie van nieuwe onthaalplaatsen;

Aangezien het voor de dienst Architectuur en het bestuur mogelijk is het kinderdagverblijf Chat (Emile Lecomtestraat 43) uit te breiden door een lichte structuur die het gebouw verhoogt;

Aangezien dit kinderdagverblijf dankzij deze werken uitgebreid kan worden met 12 bijkomende onthaalplaatsen;

Aangezien het type van de gevraagde subsidie betrekking heeft op de uitbreiding en de verbouwing van het kinderdagverblijf Chat;

Aangezien het gevraagd minimumtarief 60 % is;

Aangezien er, gelet op de wijk waar het kinderdagverblijf zich bevindt, een verhoogde tegemoetkoming aangevraagd kan worden;

Aangezien het investeringsbedrag ± 496.000 € excl. btw is;

Aangezien het aldus gepast is om een eenmalig dossier in te dienen bij de ONE en de Franse Gemeenschapscommissie in het kader van het plan "Cigogne 3";

Op voorstel van het college van Burgemeester en schepenen,

Beslist het renovatieproject van het kinderdagverblijf Chat (Emile Lecomtestraat 43) te steunen om 12 bijkomende onthaalplaatsen te voorzien.

Motion contre la création d'une troisième voie de tram avenue Winston Churchill.

Motie tegen de creatie van een derde tramspoor in de Winston Churchillaan.

M./de h. Voorzitter le Président précise qu'il s'agit du dépôt par le Collège d'une motion relative au projet qui a fait l'objet d'une séance d'information organisée récemment par la Région et la Société de transports intercommunaux bruxellois (S.T.I.B.) pour faire le point sur la modernisation de la place Vanderkindere et l'installation d'une troisième voie au début de l'avenue Winston Churchill à côté de la place Vanderkindere. Cette séance d'information, à laquelle de nombreux échevins et conseillers communaux ont participé, était particulièrement intéressante. M. le Président a pu y constater à quel point ce projet suscitait de l'émotion au sein de la population.

Depuis très longtemps, la Commune est confrontée au problème du rond-point Churchill, à l'intérieur duquel une rupture de charge a été mise en place. Un règlement interdisant le transbordement de passagers à l'intérieur de la zone considérée a été voté et une procédure a été lancée devant le Conseil d'Etat. L'arrêt doit encore être prononcé mais l'auditeur a d'ores et déjà exprimé un avis plutôt favorable à la thèse défendue par la Commune. M. le Président affiche donc un certain optimisme quant au verdict qui sera prononcé dans cette affaire.

La place Vanderkindere est un site bruxellois particulièrement complexe, qui doit faire l'objet de travaux en raison du très mauvais état de ses voies de trams. Il est pour le moins surprenant que la Région et la S.T.I.B. persistent à défendre l'idée de la troisième voie avenue Winston Churchill, que la Commune a toujours combattue. M. le Président rappelle d'ailleurs à cet égard les interventions de Mme Dupuis sur ce sujet. En effet, l'introduction d'une troisième voie aurait des conséquences néfastes sur la circulation.

Si un tram s'arrêtait en troisième voie à cette hauteur, les problèmes de mobilité qui en résulteraient entraveraient la circulation éventuelle des ambulances et autres véhicules de secours de la police ou des pompiers, et causeraient des files importantes dans les voiries adjacentes lorsque, venant de l'avenue Brugmann, de l'avenue Albert, de la chaussée de Charleroi, les véhicules se heurteraient après le rond-point à ce bouchon à l'entrée de l'avenue Winston Churchill.

Le Collège a donc décidé de déposer une motion qui reprend les positions que la Commune a défendues auparavant. M. le Président exprime de très nettes réticences à l'égard de la rupture de charge, qui affaiblit la qualité des transports en commun puisque, dans ce cas de figure, les usagers montant dans le tram à La Bascule, par exemple, sont déjà invités à descendre deux arrêts plus loin pour intégrer un autre moyen de transport.

D'autre part, il y a environ 6 ans, la Ministre de la Mobilité en fonction à l'époque s'est rendue sur place et a pris l'engagement de veiller à amener cette rupture de charge dans la station Albert. Or, le Gouvernement bruxellois a marqué à présent son accord de principe sur l'instauration de la ligne de métro Sud Bruxelles-Uccle et on ne peut qu'en remercier les membres de ce gouvernement ainsi que tous ceux qui ont veillé à ce que ce point soit intégré dans la Déclaration gouvernementale. Dans ce contexte, il est évident que la station souterraine Albert pourrait servir dès maintenant pour mettre en œuvre cette rupture de charge, même si la réalisation de la ligne de métro ne sera achevée que dans un avenir plus lointain.

Il est donc utile de rappeler les positions de la Commune dans cette problématique. M. le Président espère que, par l'adoption de cette motion, le Conseil communal unanime répercute le point de vue de la Commune d'Uccle auprès des instances régionales, de façon à ce que celles-ci réfléchissent avant de se précipiter dans une décision et évitent ainsi un choix funeste.

M./de h. Wyngaard pense que, dans l'ensemble, les différentes formations politiques se rejoignent sur ce sujet. Néanmoins, il regrette que le texte n'ait pas été distribué bien à l'avance et qu'il n'y ait pas eu de concertation en amont. Il eût peut-être été utile de contacter les chefs de groupe, afin de permettre aux conseillers de défricher le texte et de formuler l'une ou l'autre remarque.

M. Wyngaard ne remet toutefois pas en cause l'esprit de la motion parce qu'effectivement, le projet de réaménagement soumis à l'enquête publique n'est pas complètement satisfaisant tel qu'il est proposé. Celui-ci comporte des aspects indubitablement positifs, comme la suppression des ruptures de charge, ou plus exactement des correspondances, au rond-point Churchill. Mais le corollaire proposé, en l'occurrence l'aménagement d'une troisième voie avenue Winston Churchill, ne recueille évidemment pas l'adhésion du groupe écologiste, car ce lieu ne se prête en aucune manière à un terminus de trams : il est situé juste à côté d'un carrefour extrêmement dangereux, caractérisé par un trafic important et un flux piéton d'une grande densité.

M. Wyngaard estime pour sa part que la fusion des lignes des trams 3 et 7, avec une limitation de cette ligne fusionnée à l'arrêt de la gare du Nord et la prolongation de la ligne des trams 4 jusqu'à l'Esplanade constituent la meilleure solution, qu'il défendait d'ailleurs déjà en 2011 avec la députée Céline Delforge. A cet égard, il convient de remarquer que cette option a été suivie durant une année, en 2008 ou en 2009.

On oppose en général à cette thèse l'argument de la cadence et de la vitesse commerciale des trams 3 et 4. Or, l'observation du trafic au rond-point Churchill atteste que régulièrement, le chauffeur du tram 3 attend l'arrivée du tram 7 avant de partir vers le centre-ville. Les chauffeurs concernés reçoivent manifestement des consignes en ce sens pour assurer la correspondance, ce qui est tout à fait compréhensible. Mais cela signifie que le tram démarre avec quelques minutes de retard, se retrouve au même moment que le tram 4 à la station Albert et dès lors, l'argument de la cadence s'avère beaucoup moins pertinent.

Les difficultés de circulation dans le tronçon de la chaussée de Waterloo constituent un autre argument avancé contre la solution préconisée par M. Wyngaard. Mais vu le site propre performant que la Commune a accepté et qui est désormais une réalité, cet argument perd aussi de sa pertinence.

De toute évidence, l'aménagement de la station Albert, évoqué par M. le Président, est une solution à privilégier, notamment en raison de son caractère peu coûteux : il suffit de changer la signalisation, de changer les plans de réseaux, il n'est pas nécessaire d'installer un nouveau quai, de nouvelles cabines, de nouveaux rails pour une troisième voie,....

Pour ce qui concerne le texte de la motion en tant que tel, M. Wyngaard estime que l'avant-dernier considérant de la première page, relatif aux véhicules de secours, n'est certainement pas le plus percutant. Il propose donc de le retirer ou de l'écrire autrement, si le Collège tient à le maintenir. En effet, la circulation est tout à fait possible dans ce quartier en raison de la présence de toute une série de voiries telles que l'avenue Molière ou l'avenue Messidor. Par conséquent, si ce considérant est maintenu, il serait opportun de remplacer la formule "rend impossible", un peu excessive, par "rend difficile".

La dernière phrase du considérant suivant comporte le segment "notamment une meilleure fluidité, surtout la sécurité des usagers". Selon M. Wyngaard, il conviendrait d'accorder la priorité à la sécurité, et notamment à celle des usagers faibles, tels que les piétons et les cyclistes. Il propose donc d'inverser l'ordre de l'énumération en citant la sécurité avant la fluidité et d'ajouter la mention "usagers faibles".

Il serait aussi utile d'ajouter un considérant par lequel la Commune réaffirmerait de manière explicite son attachement à un transport public de qualité et son aspiration à une réduction des ruptures de charge.

Enfin, dans le premier tiret de la décision finale, il serait opportun de remplacer "les trams 3 et 7" par "les lignes des trams 3 et 7", puisqu'il s'agit de fusionner les lignes et non les trams.

Mme/Mevr. Verstraeten regrette que le document ait été distribué seulement aujourd'hui. Il eût été préférable de prévoir des discussions avec les chefs de groupe avant la présentation de la motion, de façon à ce que les membres du Conseil communal puissent être davantage informés. Quoique le débat n'ait pu être mené de manière optimale, le groupe socialiste votera cette motion mais aimerait qu'à l'avenir, ce type de démarche s'effectue dans de meilleures conditions.

M./de h. Hublet déplore le désordre de la réunion de la semaine dernière, à laquelle il a assisté. C'était un véritable capharnaüm. Il conviendrait de signaler aux organisateurs de cette réunion que leur manière de procéder n'est pas digne de la population.

D'autre part, le texte de la motion ne mentionne pas le délai dans lequel la fusion des lignes 3 et 7 devrait s'opérer. M. Hublet suggère donc qu'on exprime dans la motion le souhait que cette fusion soit effectuée "à court terme".

M./de h. De Bock s'est rendu à l'Administration communale pour obtenir des renseignements sur le projet d'aménagement du rond-point Vanderkindere, qui est devenu manifeste à la fin des vacances, avec un permis et une enquête publique. Les bureaux du service de l'Urbanisme étant accessibles de 9h à 12h, il n'est pas toujours aisé pour les personnes qui travaillent de s'organiser pour venir consulter les documents des enquêtes publiques. M. De Bock plaide donc en faveur d'une plus large diffusion des documents sur le site Internet de la Commune. Il y avait une partie de l'enquête publique sur le site de Bruxelles-Mobilité mais non l'ensemble. Or, cette enquête publique comporte un rapport d'incidence et une étude de la société Transitec, qui s'avèrent particulièrement intéressants.

Mme/Mevr. Dupuis rappelle que les bureaux sont ouverts le mardi de 17h à 20h, justement pour rencontrer ce genre de préoccupations.

M./de h. De Bock réplique que la mise sur Internet est bien plus efficace parce qu'il n'est guère aisé pour un nombre important de personnes de venir s'entasser dans le petit bureau du service de l'Urbanisme pour consulter des plans de 4 mètres de long.

Ayant eu l'occasion de se pencher sur l'étude Transitec, M. De Bock reconnaît la qualité du travail de la S.T.I.B. pour l'élaboration de sa demande de permis, puisque cette société s'est livrée à des analyses et a procédé à des comptages, d'où il apparaît que le flux des véhicules entrant dans l'avenue Winston Churchill s'élève aux heures de pointe à 1.000 voitures par heure alors qu'il est de 500 pour l'avenue Albert. A titre de comparaison, M. De Bock cite le cas du réaménagement du boulevard Reyers, suite à la suppression du viaduc, où le flux de véhicules s'élève à environ 1.300 voitures par heure. Selon le ministre, il est tout à fait possible de gérer ce taux de 1.300 voitures par heure avec un boulevard de 2 fois 2 bandes. Or, il est question ici de réserver pour l'avenue Winston Churchill une bande de voitures qui est censée partager l'espace disponible avec le tram. La discordance observée dans la comparaison de ces données statistiques interpelle fortement M. De Bock. Toutefois, il ne rejette pas du tout l'aménagement du rond-point Vanderkindere, auquel le groupe FDF est favorable, car cela représente une vraie amélioration. Mais quand on envisage les recommandations et les marges de manœuvres proposées par l'étude Transitec aux mandataires politiques et à la S.T.I.B. afin de décongestionner les embouteillages observés depuis l'avenue Brugmann jusqu'au rond-point Churchill, le fait que maintenant, tout le flot va se déverser sur une bande de l'avenue Winston Churchill, entrées et sorties comprises, est de nature à susciter des interrogations. Il n'y a pas lieu de s'opposer au refus d'une troisième bande sur l'avenue Winston Churchill couplé à l'aménagement du rond-point Vanderkindere et à la suppression des feux, si on aboutit à quelque chose d'aussi réussi que le square Georges Marlow, mais il faut néanmoins dire aux riverains qu'on ne peut avoir à la fois le beurre et l'argent du beurre.

Cependant, la véritable solution, témoignant d'un souci d'anticipation et d'une authentique vision politique, réside bien évidemment dans la station Albert, qui a été construite dans cette optique. Malheureusement, cette solution se fait attendre, car Uccle a toujours été un peu le parent pauvre de la mobilité régionale, mais cette situation va changer.

Normalement, en 2016, le R.E.R. (Réseau Express Régional) sera développé jusqu'à la gare d'Etterbeek pour le segment Bruxelles-Namur. Dans ce contexte, les spécialistes de la S.T.I.B. et de Bruxelles-Mobilité estiment que la ligne 3 et 7 sera complètement saturée par le flux des navetteurs qui vont débarquer à la gare d'Etterbeek. Dès lors, il n'y aura pas moyen de faire l'économie, un jour prochain, d'une mise en souterrain du dispositif de transport, voire de l'instauration d'un système à 4 bandes de trams, même si cela peut sembler de prime abord un peu caricatural. A cet égard, pourquoi serait-il incongru d'envisager 4 voies de trams plutôt que 3, quand on sait que le boulevard Général Jacques a été réduit en prévision de l'installation de 4 bandes de trams ?

Fondamentalement, le succès de la fréquentation de ces lignes amènera la question de leur mise en souterrain et les riverains devront être informés des enjeux de cette problématique. Les choix seront difficiles mais l'extension du métro, auquel la majorité actuelle est favorable tout comme la précédente, sera sans doute moins lourde à supporter que dans les années 70, au cours desquelles on éventrait la voie publique pour au moins 15 ans, alors que, de nos jours, il existe des tunneliers qui coûtent peut-être plus cher mais dont la tâche est plus aisée. Si ce genre d'entreprise a pu réussir à Schaerbeek et Evere, rien ne justifie qu'on ne puisse faire de même à Uccle.

Quoi qu'il en soit, le groupe FDF votera avec détermination la belle motion proposée par le Collège.

Mme/Mevr. Dupuis revient sur l'aménagement de la place Vanderkindere, qui constitue le second volet du plan. Elle n'est guère enthousiaste à l'égard des ronds-points giratoires, surtout lorsque 6.000 piétons traversent chaque jour ce type d'infrastructure. Pour ce type d'usagers, un environnement pourvu de feux de signalisation est plus sécurisant. De toute façon, il y a lieu de mener une réflexion sur le sort réservé aux piétons.

De plus, il ne faut pas perdre de vue que l'aménagement, tel qu'il est proposé, présente l'énorme défaut de couper la rue Vanderkindere : si un usager s'engageait dans la rue Vanderkindere à hauteur de la chaussée de Waterloo, il ne pourrait pas poursuivre dans la partie commerçante du quartier Vanderkindere, puisqu'il serait rabattu d'office sur la droite en y arrivant et ne pourrait donc en aucune manière rejoindre ce quartier, à moins de faire un crochet pratiquement jusqu'à la barrière de Saint-Gilles. Ceci représente une véritable menace pour les commerçants du quartier.

Mme Dupuis est favorable au vote de la motion mais espère que les problèmes qu'elle a évoqués feront l'objet de réflexions à l'avenir.

M./de h. Cadranel rappelle les propos de M. Wyngaard, selon lesquels le problème de la vitesse commerciale est un des arguments avancés par la S.T.I.B. pour s'opposer à la fusion. Or, la Commune a consenti un effort important, pour résoudre ce problème chaussée de Waterloo, entre l'avenue Legrand et l'avenue Winston Churchill. Dès lors, M. Cadranel pense que la motion aurait plus de poids si on y ajoutait le considérant suivant : "Considérant les aménagements récents apportés au bénéfice de la vitesse commerciale du tram 7 entre l'avenue Legrand et l'avenue Winston Churchill".

Ceci n'enlève rien au fait qu'il existe des éléments du projet de la S.T.I.B. susceptibles de recueillir l'unanimité, notamment la suppression de la problématique "Churchill", évoquée dans la motion.

Mme/Mevr. Fremault signale qu'elle a eu l'occasion de s'entretenir avec M. Pascal Smet, nouveau ministre de la Mobilité. Celui-ci a reconnu le caractère problématique de la troisième voie, s'est déclaré ouvert à un dialogue avec la Commune et a exprimé à Mme Fremault son souhait de rencontrer M. le Président ainsi que l'Echevin responsable.

De h./M. Cornelis zegt dat de Open VLD natuurlijk altijd een grote voorstander geweest is van de uitbreiding van het metro-netwerk in het Brussels gewest en hij is dan ook heel tevreden dat de nodige budgetten zullen vrijgemaakt worden in het nieuwe regeerakkoord. Het is inderdaad ook mogelijk om nu werk te maken van het station Albert, zoals het gevraagd werd, zodanig dat het zo snel mogelijk kan geïntegreerd worden in het

uitgebreed metro-netwerk. De h. Cornelis denkt dat de M.I.V.B. er zich goed van bewust moet worden dat zij zich effectief zal moeten plooiën naar de nieuwe regeerakkoorden.

Ook voor de tweede argumentatie wat betreft het samenbrengen van lijn 3 en lijn 7 is het natuurlijk ook zo dat er vroeger beloftes zijn gemaakt en dat de commerciële snelheid zou verhoogd worden ter hoogte van de Waterlooosesteenweg. Dit is gebeurd en hij is van oordeel dat de Gemeente nu boter bij de vis moet vragen, zodanig dat het niet meer noodzakelijk is om een derde spoor aan te leggen op de Winston Churchillaan. De h. Cornelis zal de bevoegde minister hierover interpellieren.

M. le Président/de h. Voorzitter remercie tous les intervenants pour leur contribution au débat. Il précise qu'il a déjà envisagé quelques amendements avec MM. les Echevins Cools et Biermann pour essayer de répondre aux suggestions faites. Par exemple, pour l'avant-dernier considérant de la première page, il propose de remplacer le mot "impossible" par "difficile". Dans le dernier considérant, la sécurité des usagers sera citée avant la fluidité, de façon à être mise en évidence, conformément aux souhaits exprimés. Enfin, les aménagements soutenus et réalisés par la Commune pourraient être soulignés par l'adoption du considérant suivant : "Considérant les aménagements récents apportés au bénéfice de la vitesse commerciale du tram 7 entre l'avenue Legrand et l'avenue Winston Churchill".

M. l'Echevin/de h. schepen Cools a retenu les remarques de M. Wyngaard sur la qualité du transport et les ruptures de charge. S'étant concerté avec M. le Président et M. l'Echevin de la Mobilité, il propose d'insérer dans le texte de la motion, après "Considérant le projet de réaménagement de l'espace public (...)", la disposition suivante : "Considérant l'attachement constant du Conseil communal à un transport public de qualité et, dans cet esprit, son souhait de limiter autant que possible les ruptures de charge".

D'autre part, M. l'Echevin Cools précise que le Collège aurait aimé disposer de plus de temps pour envoyer les résolutions aux membres du Conseil communal.

Mais il faut tenir compte des contraintes imposées par l'agenda du Conseil communal : si la résolution n'était pas prise aujourd'hui, elle devrait être reportée après la commission de concertation, ce qui lui enlèverait une part de son intérêt.

Plusieurs intervenants ont évoqué la place Vanderkindere. Or, une lecture attentive du texte de la motion atteste que le Collège ne répond ni positivement ou négativement aux propositions relatives à la place Vanderkindere, alors que la réponse est clairement négative pour ce qui concerne la troisième voie.

Les services de la Voirie et de la Mobilité, sous l'égide de M. l'Echevin Biermann, et le service de l'Urbanisme, relevant de M. l'Echevin Cools, réfléchissent ensemble pour préparer l'avis qui sera remis à la commission de concertation et amorcer le dialogue qui s'établira avec les membres de cette commission le 2 octobre. Il ne faut pas rejeter a priori l'installation d'un sens giratoire, qui fonctionne d'ailleurs bien au square Georges Marlow. Mais il eût sans doute été prématuré de s'avancer un peu trop à ce stade-ci, dans la mesure où, justement, le dialogue et l'examen technique permettront de dégager de bonnes solutions de manière plus efficace.

M. le Président/de h. Voorzitter propose de répondre à la suggestion de M. Hublet en ajoutant la formule : "Le Conseil communal réitère sa demande visant à fusionner à court terme les lignes des trams 3 et 7."

M./de h. Hublet pense qu'il faudrait peut-être veiller également à transmettre la motion à l'attention de M. Smet, ministre des Travaux et de la Mobilité au sein du Gouvernement bruxellois, puisqu'il s'est engagé dans ce dossier.

M. le Président/de h. Voorzitter acquiesce à ce point de vue et se réjouit du fait que ce point important, enrichi par les diverses propositions de l'assemblée, recueille l'unanimité.

Motion contre la création d'une troisième voie de tram avenue Winston Churchill.

Motie tegen de creatie van een derde tramspoor in de Winston Churchillaan.

Le Conseil communal d'Uccle, en séance publique, du jeudi 11 septembre 2014,

Vu la déclaration du gouvernement de la Région Bruxelles Capitale du 20 juillet 2014;

Vu l'avis de la Commission Régionale de Mobilité du 2 avril 2009 sur la station Albert et les restructurations qui y sont liées ainsi que sur le tunnel Constitution;

Vu la motion du Conseil communal du 26 juin 2008 concernant le projet de créer des terminus de tram à la place Vanderkindere et au rond-point Churchill;

Vu la motion du Conseil communal du 25 novembre 2010 pour une politique de transport en commun qui réduise les ruptures de charge;

Considérant le projet de réaménagement de l'espace public "Place Vanderkindere - Rond-point Churchill" introduit par Bruxelles Mobilité et actuellement soumis à enquête publique;

Considérant l'attachement constant du Conseil communal à un transport public de qualité et dans cet esprit son souhait de limiter autant que possible les ruptures de charge;

Considérant que le projet vise notamment le remplacement du carrefour à feux de la place Léon Vanderkindere en système giratoire et la réorganisation du terminus du tram 7 à hauteur du carrefour formé par l'avenue Churchill et la place Vanderkindere en y installant une troisième voie de tram en voirie destiné à accueillir un arrêt du tram 3;

Considérant que Bruxelles Mobilité, dans la note explicative du projet, mentionne que le remplacement de la ligne 3 par un métro est un projet en cours d'élaboration;

Considérant qu'à l'horizon 2022, la ligne 3 et la troisième voie sont vouées à être supprimées, la ligne 7 devant alors être prolongée jusqu'à Albert et la ligne 4, étant interrompue à Albert;

Considérant que la création de cette troisième voie, alors que la voirie est réduite à une bande de circulation et que le flux de véhicules n'est plus cadencé par un carrefour à feux en amont entraînera des remontées de files que l'étude de mobilité ne peut simuler avec sérieux compte tenu des limites du modèle statique utilisé;

Considérant que la création de cette troisième voie rendra difficile une circulation efficace des véhicules de secours;

Considérant les aménagements récents apportés au bénéfice de la vitesse commerciale du tram 7 entre l'avenue Legrand et l'avenue Winston Churchill;

Considérant que de manière constante, les experts, le gouvernement bruxellois, les usagers, les riverains et le présent conseil communal ont exprimé la nécessité de revoir les aménagements de la place Léon Vanderkindere et du rond-point Churchill afin d'assurer la sécurité des usagers et une meilleure fluidité;

Qu'en effet, tous les intervenants précités s'accordent sur la situation particulièrement dangereuse induite par l'installation du terminus et de la rupture de charges dans le rond-point Churchill;

Qu'à diverses reprises, ces mêmes intervenants ont confirmé, à l'instar de la Commission Régionale de Mobilité dans son avis précité, "*que la meilleure option pour générer les correspondances entre les trams (...), tout en préfigurant la future évolution vers le métro, consiste à équiper la station souterraine Albert des terminus et des dispositifs d'intermodalité nécessaires*";

Considérant l'engagement du gouvernement Bruxellois de faire de la transformation de la station Albert et de l'arrivée du métro une priorité;

Le Conseil communal d'Uccle :

- réitère ses demandes visant à fusionner à court terme les lignes des trams 3 et 7 afin d'améliorer le confort et la sécurité des usagers des transports publics;

- demande au gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale de mettre en œuvre le réaménagement en sous-sol et en surface de la station Albert et, le cas échéant, d'y organiser la rupture de charges;

- charge le Collège des Bourgmestres et Echevins de transmettre la présente motion à l'attention de Messieurs Rudi Vervoort, Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale, Pascal Smet, Ministre régional des Travaux Publics et Brieuc de Meeûs, directeur général de la S.T.I.B., et d'en assurer le suivi.

Cette motion est adoptée à l'unanimité.

Motie tegen de creatie van een derde tramspoor in de Winston Churchilllaan.

De Gemeenteraad van Ukkel, in openbare zitting van donderdag 11 september 2014, Gelet op de verklaring van de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 20 juli 2014;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Mobiliteitscommissie van 2 april 2009 over het station Albert en de daarbij horende herstructureringen en over de Grondwettunnel;

Gelet op de motie van de gemeenteraad van 26 juni 2008 betreffende het project voor de creatie van eindhaltes van trams aan het Vanderkindereplein en de Churchillrotonde;

Gelet op de motie van de gemeenteraad van 25 november 2010 voor een beleid inzake openbaar vervoer met minder overstappen;

Gelet op het ontwerp voor de heraanleg van de openbare ruimte "Vanderkindereplein - Churchillrotonde", ingediend door Brussel Mobiliteit dat momenteel onderworpen is aan een openbaar onderzoek;

Aangezien de gemeenteraad een kwalitatief openbaar vervoer wil en daarom overstappen zo veel mogelijk wenst te beperken;

Overwegende dat het project meer bepaald het volgende voorziet : de vervanging van het kruispunt met lichten van de Léon Vanderkindereplein door een rotonde en de reorganisatie van de eindhalte van tram 7 ter hoogte van het kruispunt van de Churchilllaan en het Vanderkindereplein door er een derde tramspoor te voorzien, bedoeld voor een halte van tram 3;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit in de verklarende nota van het project vermeldt dat *de vervanging van lijn 3 door een metro een project in uitvoering is*;

Overwegende dat, tegen 2022, tramlijn 3 en het derde tramspoor voorbestemd zijn om geschrapt te worden, lijn 7 aldus verlengd moet worden tot Albert en lijn 4 onderbroken aan Albert;

Overwegende dat de creatie van dit derde spoor, terwijl de weg verkleind is tot één rijbaan en de verkeersstroom opwaarts niet meer geregeld wordt door een kruispunt met lichten, opnieuw files zal veroorzaken die de mobiliteitsstudie niet ernstig kan simuleren, rekening houdend met de grenzen van het gebruikte statistisch model;

Overwegende dat de creatie van dit derde spoor de vlotte doorgang van de hulpdiensten zal bemoeilijken;

Gelet op de recente inrichtingen ten bate van de reïssnelheid van tram 7 tussen de Legrandlaan en de Winston Churchilllaan;

Overwegende dat de experts, de Brusselse regering, de gebruikers, de bewoners en de onderhavige gemeenteraad steeds de noodzaak hebben benadrukt voor de herziening van de inrichtingen van het Léon Vanderkindereplein en de Churchillrotonde om de veiligheid van de gebruikers te verzekeren en voor een vlottere doorstroming;

Overwegende dat alle voormelde betrokkenen het eens zijn over de bijzonder gevaarlijke toestand door de plaatsing van de eindhalte en de overstappen op de Churchillrotonde;

Aangezien deze betrokkenen hebben bevestigd, in navolging van de Gewestelijke Mobiliteitscommissie in het voormelde advies, *"dat, met het oog op het beheer van de aansluitingen tussen de trams (...), en op de toekomstige omvorming tot metro, de beste optie op termijn erin bestaat het ondergrondse station Albert uit te rusten met terminussen en de nodige intermodaliteitsvoorzieningen."*;

Gelet op de verbintenis van de Brusselse regering om een prioriteit te maken van de omvorming van het station Albert en de aankomst van de metro;

De Gemeenteraad van Ukkel :

- herhaalt zijn verzoeken voor de fusie op korte termijn van tramlijnen 3 en 7 om het comfort en de veiligheid van de gebruikers van het openbaar vervoer te verbeteren;
- vraagt aan de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest om werk te maken van de onder- en bovengrondse herinrichting van het station Albert en er desgevallend overstapmogelijkheden te voorzien;
- belast het college van burgemeester en schepenen met de overmaking van de onderhavige motie aan de heren Rudi Vervoort, minister-president van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, Pascal Smet, gewestelijk minister van Openbare Werken en Brieuc de Meeûs, algemeen directeur van de MIVB voor opvolging.

Deze motie werd unaniem goedgekeurd.

Questions orales – Mondelinge vragen:

1. M. Toussaint : Bilan Apéro Foot.

1. De h. Toussaint : Balans Apéro Foot.

M./de h. Toussaint rappelle que l'Apéro Foot, qui s'est déroulé sur la place de Saint-Job du 12 juin au 13 juillet 2014, fut un événement sans précédent et de grande ampleur. Le succès fut au rendez-vous. Il y eut une affluence nombreuse, voire massive, lors de certains matchs, une météo pour le moins clémente, une très bonne ambiance et, pour couronner le tout, un beau parcours des Diables rouges. M. Toussaint remercie M. le Président et le Collège pour avoir apporté leur soutien à cet événement ainsi que pour la très bonne organisation générale. Mais il convient à présent de porter un regard rétrospectif sur cette manifestation, de recueillir les impressions générales des uns et des autres, de voir ce qui a bien ou moins bien fonctionné et aussi de préciser un certain nombre de points.

A-t-on enregistré beaucoup de plaintes de la part des riverains ?

Les commerçants de la place de Saint-Job ont-ils été satisfaits des retombées de l'événement après coup ?

Malgré l'important dispositif de sécurité, mis en place à juste titre et pour lequel il y a lieu de féliciter la police, a-t-on dû déplorer de petits incidents ou des débordements plus larges à certains moments ?

Y a-t-il une chance que cet écran géant soit à nouveau installé sur la place au cas où l'équipe nationale viendrait à se qualifier pour l'Euro 2016, qui aura lieu en France ?

2. M. Hayette : Organisation des Apéros Foot.

2. De h. Hayette : organisatie van de apéros foot.

M./de h. Hayette rappelle que, lors de la séance du Conseil communal du 22 mai dernier, le Collège a soumis en urgence l'adoption d'une ordonnance de police relative à la retransmission des matches. Soixante-quatre matches plus tard, l'heure est venue de présenter le bilan. M. Hayette aimerait connaître le montant des coûts engagés pour la Commune pour cette manifestation ainsi que les dépenses en matière de personnel ou de propreté publique engendrées par les soirées. Un loyer a-t-il été demandé aux organisateurs ? Le Collège a-t-il été informé des recettes réalisées sur la vente des boissons ?

De plus, lors de la retransmission du match Belgique-Corée du 26 juin dernier, M. Hayette n'a pu accéder à l'espace "balcon", sous prétexte qu'il n'était pas repris sur la liste. Or, il n'a trouvé nulle part trace de l'établissement d'une quelconque liste dans le texte de la convention ou des débats du Conseil communal, qu'il a pris pourtant soin de relire attentivement.

Le Collège était-il au courant de cette pratique ? La Commune a-t-elle passé un contrat d'échange avec les organisateurs, selon le fréquent usage de ce genre de manifestation ? Il serait opportun que le Conseil communal soit informé des modalités d'application.

Enfin, pour ce qui concerne le choix du lieu, le Collège a-t-il envisagé d'organiser l'événement sur d'autres sites de la Commune ?

M. le Président/de h. Voorzitter pense que cet événement a été indiscutablement un grand succès et a procuré un plaisir immense à la population. De plus, le Collège n'a pas cessé de prodiguer des conseils aux jeunes organisateurs pour que tout se passe le mieux possible pour eux également. Mais, bien qu'il ne connaisse pas les détails, M. le Président est loin d'être persuadé que les organisateurs ont tiré un grand profit financier de leur manifestation. Cependant, celle-ci a assuré une grande notoriété à la Commune, dont il y a lieu de se réjouir. A titre d'exemple, on peut citer les propos tenus sur une chaîne de télévision française, selon lesquels c'est à Uccle que l'ambiance était la plus sympathique ou le fait que M. le Président ait même été interviewé par la télévision coréenne.

En matière de sécurité, M. le Président redoutait les matchs où l'équipe belge était engagée, car lors de ces rencontres, il pouvait y avoir de 3.500 à 4.000 personnes en même temps sur la place et il y avait donc lieu de craindre que, l'enthousiasme aidant, de légers incidents dégénèrent en débordements ou en bagarres, comme c'est malheureusement parfois le cas avec le football. Or, il n'y a absolument rien eu. Même en comptant les matches à participation belge, il n'y a eu en tout et pour tout que trois débuts de bagarre qui ont été stoppés net en moins de 30 secondes. Il faut ici saluer l'action de la police, et en particulier du commissaire Stark, qui a travaillé jour et nuit, qui était tout le temps sur le terrain afin de permettre à son corps de police de sécuriser cet événement de manière efficiente en proportionnant l'accompagnement en fonction de la population présente.

M. le Président remercie aussi le service Prévention, dont 4 à 10 agents étaient présents sur le terrain pour œuvrer à la sécurité d'une manière plus irénique ainsi que le service et l'Echevine de la Propreté publique, dont le travail était très important, puisque certains matchs se terminaient tard dans la soirée et que le terrain devait être nettoyé le lendemain. Etant donné que les organisateurs nettoyaient et entretenaient à leurs frais toute la zone située à l'intérieur du dispositif, la Commune n'a rien payé directement pour cette opération. Le Collège a décidé d'exonérer les organisateurs de la taxe requise pour l'occupation de la voie publique, qui aurait pu rapporter un montant de 2.500 €, car il s'agit d'une somme vraiment dérisoire si on la compare aux avantages prodigués à la Commune par cette manifestation. La rémunération des heures prestées par le personnel communal ne représente pas un coût important pour les finances communales, dans la mesure où presque tous les agents concernés ont opté pour la récupération plutôt que pour le paiement.

La petite mésaventure de M. Hayette devant le balcon érigé s'explique par le fait que cet espace, totalement privé et donc géré par les organisateurs, avait été en grande partie loué contre paiement par des sponsors et corporate groups. Dès lors, il n'y avait pas d'accès pour tout le monde, quoique le commissaire Stark et M. le Président eussent le droit de monter toujours pour voir ce qui se passait. Par ailleurs, le Collège a décidé d'inviter à un match des Diables rouges tous les échevins ainsi que les chefs de groupe de tous les partis siégeant au Conseil communal et a payé par conséquent les frais de participation exigés. M. le Président comprend l'étonnement de M. Hayette, qui ignorait probablement les modalités d'attribution des places, mais croit qu'il était opportun de permettre aux sponsors et aux sociétés de louer le premier étage à leurs frais.

Le Collège n'a pas imaginé d'organiser cet événement ailleurs. La question d'une autre localisation ne s'est pas posée, l'endroit choisi apparaissant comme le plus chaleureux et sympathique pour ce type de festivité. M. le Président ne voit d'ailleurs pas très bien quel autre site aurait pu convenir, excepté peut-être l'hippodrome d'Uccle, s'il était en meilleur état...

M./de h. Hayette signale qu'il pensait au stade d'Uccle-Sport comme autre endroit éventuel pour une prochaine manifestation. La Ville de Bruxelles a d'ailleurs opté pour un site analogue où tout s'est très bien passé. Selon M. Hayette, le quartier du côté de la chaussée de Neerstalle, qui n'est pas utilisé régulièrement, pourrait être valorisé et offre de surcroît l'avantage de présenter des voies d'accès aisées.

- **Mmes François et de T'serclaes quittent la séance -**

- **Mevr. François en de T'Serclaes verlaten de zitting -**

Mme/Mevr. Fraitteur estime que tout était parfait, les seules critiques émises ayant trait à l'absence de toilettes.

M. le Président/de h. Voorzitter confirme avoir également entendu certaines personnes souhaiter des toilettes plus proches. Cependant, il n'a reçu aucune lettre de plaintes.

Les commerçants qui s'étaient montrés réticents avant l'événement ont changé d'avis en cours de route et à présent, ils sont tous prêts à recommencer l'expérience.

Objets inscrits à l'ordre du jour à la demande de Conseillers communaux :

Onderwerpen op de agenda ingeschreven op aanvraag van gemeenteraadsleden :

1. M. Desmet : Gare de Calevoet.

1. De h. Desmet : Station van Calevoet.

M./de h. Desmet rappelle que les responsables de la Société nationale des chemins de fer belges (S.N.C.B.) ont supprimé totalement la présence d'employés au guichet de la gare de Calevoet voici environ deux ans. Il invite tous ceux qui s'interrogent sur l'impact de cette décision à se rendre sur place afin de constater visuellement l'état de détérioration avancé du site. Même en pesant ses mots, il faut bien affirmer que c'est tout simplement honteux ! A titre d'information, M. Desmet cite un petit florilège des différents courriels qu'il reçoit : "Ce passage souterrain, hormis de très mauvais éclairages, est un taudis sans nom...On y pisse, on y verse des bacs de chats, les chiens y crottent, les poubelles débordent...Quel spectacle affligeant pour les navetteurs lors de leurs passages !...J'ai honte d'être belge..." Et on répondra peut-être que la S.N.C.B. et ses gares ucloises ne dépendent pas du pouvoir communal. Ô, subtile déliquescence du sens des responsabilités dans sa version belge !

Cependant, contrairement aux dispositions adoptées antérieurement, la salle d'attente de cette gare est fermée aux usagers depuis plus de 12 mois, en raison d'actes de vandalisme. Renseignements pris, il s'avère que la salle a effectivement été squattée et que quelques menues détériorations y ont été commises. Pourtant, un dispositif a été installé par les services de la S.N.C.B. afin d'en sécuriser l'accès ! Et en dépit de ces précautions, cette salle est inutilisable, et donc inutilisée, depuis plus d'un an, alors qu'elle devrait permettre aux navetteurs d'y attendre leur train à l'abri des intempéries.

D'autres Conseillers communaux ont déjà témoigné de leurs préoccupations quant au devenir de cette gare, notamment en organisant une pétition à l'occasion des dernières élections communales. M. Desmet invite donc le Collège à exercer une pression auprès des responsables de la S.N.C.B. pour que cette salle d'attente puisse à nouveau et au plus vite accueillir les voyageurs et bien évidemment avant le début de l'hiver.

M. Desmet considère que la promotion du transport en commun public est la seule solution susceptible d'assurer le maintien de déplacements individuels en voiture. En effet, la situation deviendrait vraiment inextricable si tous les usagers des transports en commun, et en particulier du train, devaient se servir d'un véhicule personnel.

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann répond que le Collège partage l'opinion du Conseil communal, selon laquelle les gares et infrastructures de la S.N.C.B. constituent un atout en termes de mobilité, y compris en termes de mobilité intra-urbaine. M. l'Echevin Biermann rappelle à cet égard le vote d'une motion en 2010 sur le renforcement du rôle intermodal de la gare de Calevoet ainsi que l'interpellation de M. Kirkpatrick, ancien conseiller communal, sur le même sujet.

D'autre part, il n'est pas question de prétendre qu'il ne s'agit pas ici d'une compétence communale. Bien au contraire, cette question relève évidemment de l'intérêt communal. La Commune insiste auprès de la S.N.C.B. pour qu'elle installe une halte de train à hauteur de l'avenue du Lycée français et a demandé à plusieurs reprises au Gouvernement bruxellois de relayer ses doléances à cet égard. M. l'Echevin Biermann rappelle aussi que la Commune s'est déjà prononcée contre la suppression du chef de la gare de Calevoet et son remplacement par un automate, et ce d'autant plus que cet agent jouait un rôle social auprès des personnes handicapées fréquentant les entreprises de travail adapté situées à proximité. Par exemple, le chef de gare se tenait sur le bord du quai pour accueillir les personnes malvoyantes qui devaient se rendre à l'Institut Royal pour Sourds et Aveugles (I.R.S.A.).

La S.N.C.B. n'a pas fourni d'explications sur les dégradations mineures qui ont été constatées. Certaines rumeurs circulent mais il n'y a pas d'explications claires quant à la gravité des dégradations ou à la répétition éventuelle des actes de vandalisme.

M. l'Echevin Biermann a décidé d'adresser un courrier à la S.N.C.B. pour souligner l'importance stratégique de la gare de Calevoet, regretter son état de délabrement actuel et attirer l'attention sur le contrôle social assuré auparavant par le chef de gare et susceptible de l'être à l'avenir par les voyageurs qui attendraient confortablement leur train dans la salle d'attente, si cette dernière était remise en service. Ce courrier fait aussi référence au contrat de gestion, selon lequel il revenait à la S.N.C.B. de garantir le confort des usagers avant et après le transport. L'existence de ce contrat de gestion rend d'autant plus surprenante l'attitude actuelle de la S.N.C.B. La gare de Calevoet revêt une importance vraiment stratégique, dont témoigne par exemple le passage souterrain. Permettant de connecter deux quartiers, ce passage, par lequel le tracé des Itinéraires Cyclables Régionaux (I.C.R.) devrait d'ailleurs passer, se situe dans une zone où il y a énormément de projets de constructions, tels que la rue du Wagon, qui s'avère aussi un important connecteur.

M. De Bock a rappelé dans son intervention la saturation annoncée des lignes 3 et 7, notamment à hauteur de la gare d'Etterbeek. Or, la S.N.C.B. a prévu de réduire la cadence sur la ligne 26, reliant notamment le Vivier d'Oie à Delta, en la limitant à un train par heure à partir du 14 décembre prochain, quoique cette ligne, assurant un transport intra-urbain, soit très empruntée par les habitants de la Commune. Cette mesure est d'autant plus inacceptable que les lignes 3 et 7 seront saturées. Il y a donc un manque total de cohérence entre les projets de la S.T.I.B. et de la S.N.C.B. en matière de mobilité. M. l'Echevin Biermann espère vivement qu'à l'avenir, ces entreprises de transport public agiront davantage de conserve. Il convient que le Gouvernement bruxellois ait la volonté de relayer à son niveau cette opinion, clairement exprimée à l'échelon communal.

M./de h. Desmet demande qu'une copie du courrier destiné à la S.N.C.B. soit transmise au Conseil communal. Il serait intéressant de rappeler dans ce courrier l'importance du Réseau Express Bruxellois (R.E.B.) en matière de mobilité. M. Desmet remercie en tout cas le Collège pour le suivi de ce dossier, notamment pour l'attention accordée à la problématique de la salle d'attente pour les voyageurs.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools avoue que ce dossier l'amène à s'interroger sur la portée réelle de son engagement politique. En effet, sa première interpellation au Conseil communal, qui date de 1987, portait déjà sur le Réseau Express Régional (R.E.R.), dont on disait à l'époque qu'il serait achevé pour l'an 2000, et maintenant, il paraîtrait que le R.E.R. serait réalisé seulement en 2025.

D'autre part, M. l'Echevin Cools déplore que la S.N.C.B. ait tendance à réduire son offre puisque, depuis quelques semaines, les gares uccloises sont moins desservies par les lignes de trains, notamment par la ligne 26. Quoique les ministres de la Mobilité, de diverses couleurs politiques, qui se sont succédé au Gouvernement fédéral aient tous donné des instructions en faveur de l'implantation du R.E.R au profit tant des Bruxellois que des navetteurs, la S.N.C.B. néglige de façon systématique le développement du trafic ferroviaire au sein de la région bruxelloise. Cette attitude est d'autant plus absurde que les lignes 26 et 124 pourraient remplir cet office à bon escient.

Pour ce qui concerne la gare de Calevoet, M. l'Echevin Cools pense que la situation ne pourrait évoluer que grâce à l'urbanisation des alentours. Il y a près de deux ans, la Région bruxelloise a délivré un permis d'urbanisme pour rénover les bâtiments de la gare et construire des immeubles dans les environs, notamment un restaurant et des commerces. Mais pour que ce permis soit mis en œuvre, il faut que la Région délivre le permis de voirie, tant pour le côté de la rue du Wagon que pour celui de la gare de Calevoet, et, faute de délivrance de ce permis de voirie, le processus est toujours bloqué. Si ces constructions étaient érigées, une vie sociale pourrait se développer autour de la gare de Calevoet et, dans un tel contexte, le contrôle social et la surveillance qui s'établiraient naturellement permettraient d'éviter les actes de vandalisme observés actuellement dans le cadre d'un site isolé au milieu d'un chancre urbain. Dans cet ordre d'idées, il serait sain qu'il y ait également un occupant dans la gare, comme c'est le cas pour la gare de Stalle. Si la S.N.C.B. se désintéresse complètement de ce site, il est préférable qu'elle le confie au secteur privé.

Et pour ce qui concerne l'entretien des deux tunnels, la Commune doit continuer à insister voire prendre elle-même des initiatives à cet égard.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Gol-Lescot signale que la Commune a enfin obtenu l'organisation d'une réunion avec des responsables de la S.N.C.B. le 25 septembre prochain afin d'étudier les problèmes posés par les gares, l'environnement des gares et les abords des rails de train sous l'angle de la propreté.

2. M. Wyngaard : a) Le Bar en Vol : nuisances engendrées et absence de permis d'urbanisme.

2. De h. Wyngaard : a) Le Bar en Vol : hinder en ontbreken van een stedenbouwkundige vergunning.

M./de h. Wyngaard rappelle que le "Bar en Vol" est installé depuis trois ans à l'angle de la rue Basse et de la chaussée de Saint-Job. Le Bar en Vol est ouvert sans interruption de 11 h du matin à 2 h du matin le lendemain, quand ce n'est pas beaucoup plus tard, et ce 7 jours sur 7.

Il est important que la Commune dispose de lieux festifs, d'établissements où les jeunes et moins jeunes peuvent sortir et se défouler. Mais il est tout aussi important que ces établissements soient judicieusement localisés dans le tissu urbain (alors qu'il s'agit ici d'un quartier essentiellement résidentiel), et surtout que les établissements de ce type soient bien tenus afin d'éviter tout désagrément pour le voisinage.

Or, ce n'est absolument pas le cas en l'espèce. Plusieurs membres de cette assemblée ont été interpellés par des riverains qui se plaignent de troubles de voisinage, de tapage nocturne et diurne à répétition : bruits, éclats de voix, chants, hurlements jusqu'au milieu de la nuit. Les tentes du restaurant situées dans la cour arrière donnent directement dans l'intérieur d'îlot, ce qui produit un effet de caisse de résonance, sans parler de la saleté sur la voie publique et des voitures mal stationnées.

En raison de ces problèmes récurrents, la police a dû se rendre sur les lieux à plusieurs reprises et a dressé des procès-verbaux.

En décembre 2013, les services communaux ont constaté que cet établissement était en infraction sur le plan urbanistique parce que le changement d'affectation de restaurant à bar a été opéré sans autorisation. Et donc, la Commune a indiqué au propriétaire qu'il y avait lieu de demander un permis d'urbanisme. Au cours de l'enquête publique qui a suivi le dépôt de cette demande, une vingtaine de courriers ainsi qu'une pétition ayant récolté à peu près 120 signatures ont été adressées.

La demande de l'exploitant portait sur la mise en conformité du changement d'utilisation d'un restaurant en bar, de l'utilisation d'un terrain de beach-volley en été et de l'installation d'une tente temporaire pour la mise en place de table en hiver. Cette demande fut unanimement rejetée par la Commission de concertation, le Collège est allé dans le même sens et le permis d'urbanisme a été refusé.

En dépit de l'absence d'autorisation, et donc en toute irrégularité, l'activité de ce bar s'est poursuivie ces dernières semaines.

Quelles actions la Commune compte-t-elle entreprendre à court terme pour mettre fin à cette situation, de façon à ce que les habitants de ce quartier puissent retrouver une totale quiétude ?

M. le Président/de h. Voorzitter confirme qu'il a reçu à deux reprises les exploitants de ce lieu pour leur faire part des préoccupations de la Commune à l'égard de certains comportements.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond que ce dossier, qui comprend à la fois un volet policier et un volet urbanistique, donnera probablement lieu à des poursuites judiciaires.

La situation de ce bien est relativement complexe puisque, depuis plusieurs dizaines d'années, ses affectations successives ne correspondent pas nécessairement aux données du permis historique. Ce bâtiment a abrité notamment des restaurants. La présence d'un bar dans cet immeuble est attestée dès 1960 par des contrats de location transmis par le propriétaire actuel. Et en 2012, l'exploitation du Bar en Vol a vraiment commencé. Cependant, même si les diverses affectations successives n'étaient peut-être pas régulières, il n'y a jamais eu de plainte par le passé parce que toutes les activités de ces restaurants ou bars avaient lieu à l'intérieur du bâtiment. Puis, en 2012, les exploitants du Bar en Vol installent une tente à l'extérieur, à gauche du bâtiment, y font jouer de la musique et augmentent la capacité d'accueil. Il en résulte un surcroît d'affluence et il est facile d'imaginer les conséquences en matière de pollution sonore. La Commune réagit dès le début de l'année 2013 en exigeant le démontage de la tente. Les responsables ne montrant guère de bonne volonté, il a fallu une intervention de la police pour obtenir ce démontage.

D'autre part, pour mettre fin à l'infraction urbanistique, il fallait un permis en régularisation, dont la demande finit par être introduite, après moult courriers et mises en demeure. Puis, les exploitants se sont rendus à la Commission de concertation, où ils ont prétendu que leur bar était en activité uniquement le jour. M. l'Echevin Cools leur a alors opposé la publicité qu'ils diffusent sur Internet ou Facebook, affirmant que le Bar en Vol est ouvert "le week-end jusqu'à 5 h du matin", "la semaine jusqu'à 2 h du matin" et donne lieu à des "soirées endiablées" ou des "soirées folles toute la nuit". Les intéressés auraient difficilement pu nier, vu qu'il y avait aussi des photos irréfutables sur Internet.

La Commission de concertation rend assez logiquement un avis unanime défavorable et le Collège a refusé le permis le 2 juillet dernier. Ce refus a été notifié par recommandé mais n'a pas été retiré par les exploitants. M. l'Echevin Cools ignore si un recours a été introduit contre ce refus de permis quoique le délai prévu pour cette démarche soit achevé, car il faut un certain temps avant que le Gouvernement ne signale à la Commune le dépôt éventuel d'un tel recours. Au début du mois de septembre, la Commune a encore envoyé un rappel par recommandé aux exploitants pour leur dire qu'ils ne sont pas venus retirer leur refus de permis et pour les sommer, en vertu de ce refus, de cesser leur activité.

M. l'Echevin Cools va continuer à suivre ce dossier de près pour amener les exploitants à se conformer aux décisions administratives qui ont été prises. Néanmoins, ce processus requiert un certain temps. En effet, les destinataires de mises en demeure disposent toujours d'un certain délai. Et lorsque les personnes concernées exercent une activité économique, il n'est pas possible de s'amener directement manu militari pour mettre les scellés sur leur établissement car alors, ils pourraient toujours prétendre devant les tribunaux que la Commune leur a mis le couteau sur la gorge.

Quoi qu'il en soit, l'erreur fondamentale commise dans cette affaire a été de laisser se développer des activités disproportionnées par rapport au lieu.

M. l'Echevin Cools précise que des problèmes analogues se posent dans d'autres dossiers et ont même débouché le mois dernier sur la condamnation des contrevenants à 6 mois de prison ferme pour infraction urbanistique commise sur le territoire communal.

- M. Reynders quitte la séance -

- de h. Reynders verlaat de zitting -

M. le Président/de h. Voorzitter signale qu'il est en possession d'un rapport de police mentionnant que les intéressés n'ont pas reconnu avoir reçu le refus de permis d'urbanisme. La police est à la disposition de la Commune pour faire appliquer la décision.

M./de h. Wyngaard se demande s'il n'y avait pas moyen de lutter contre les agissements de ces personnes par le biais du Règlement Général de Police (R.G.P.), en leur infligeant par exemple des amendes pour violation des dispositions de ce règlement. Et dans le cas contraire, on pourrait peut-être envisager à l'avenir d'adapter ce règlement dans cette perspective.

D'autre part, les gérants de cet établissement ont-ils la possibilité, dans les prochaines semaines ou les prochains mois, d'introduire un nouveau dossier de demande de permis d'urbanisme, qui devrait alors être réorienté vers une activité cadrant davantage avec le lieu ?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond qu'ils peuvent réintroduire un nouveau dossier mais que la Commune veille au respect des décisions prises par rapport au dossier précédent. A titre d'exemple, M. l'Echevin Cools cite le cas d'un citoyen qui voulait dernièrement monter une tente au Bar en Vol pour célébrer son mariage. L'intéressé s'est mis en colère lorsque, lors d'un entretien téléphonique, M. l'Echevin Cools lui a dit que ce n'était pas possible parce que la Commune a refusé toute activité, et a fortiori toute activité extérieure, sur ce site. Or, cette fête, pour laquelle des centaines de lettres d'invitation avaient déjà été envoyées, était censée se dérouler en grande partie à l'extérieur, de façon à accueillir les 600 invités prévus. M. l'Echevin Cools a rétorqué à son interlocuteur, qui accusait la Commune d'empêcher la célébration de son mariage, de s'adresser plutôt à l'exploitant, dans la mesure où ce dernier n'a pas hésité à lui louer un bien alors qu'il savait très bien qu'il ne pouvait pas le louer. Le plaignant ayant alors menacé d'alerter la presse, M. l'Echevin Cools a répondu qu'il était tout à fait disposé à expliquer la situation à la presse si nécessaire. Ce cas montre à quel point la situation est tendue.

3. M. Wyngaard : b) Projet d'acquisition du site Schlumberger en vue d'y regrouper les services communaux (2).

3. De h. Wyngaard : b) Eventuele aankoop van de Schlumbergersite om er alle gemeentelijke diensten samen te brengen (2).

M./de h. Wyngaard retire son interpellation.

4. M. Bruylant : Efficacité et problèmes du service Fix My Street.

4. De h. Bruylant : Dienst FixMyStreet.- Efficiëntie en problemen.

M./de h. Bruylant rappelle que la Commune d'Uccle est partenaire depuis peu du site "Fix My Street", mis par la Région à la disposition des citoyens. Ce site a pour objectif de faciliter la communication des citoyens avec Bruxelles-Mobilité et ses partenaires.

Lors de la dernière séance du Conseil communal, M. Bruylant a déjà eu l'occasion de dire qu'il y aurait peut-être lieu de craindre une accumulation du nombre de dossiers à traiter par les services communaux, en raison de la facilité avec laquelle un citoyen pourrait désormais signaler le moindre problème de voirie et en demander le suivi par la Commune. Si tel était le cas, les services ne pourraient assurer la gestion correcte de tous ces nouveaux dossiers.

M. Bruylant a eu l'occasion de tester récemment ce service. Alerté par un habitant de l'avenue de Foestraets, il a constaté que le revêtement de la voirie s'enfonçait de façon inquiétante. Il apparaissait clairement que ce phénomène n'était pas dû à un défaut du revêtement lui-même mais à un problème sous-jacent plus profond qu'il convenait de résoudre au plus vite pour éviter un accident grave.

Ayant utilisé le service Fix My Street, il a pu constater que la réponse informatique a été très rapide et que 12 personnes avaient demandé un suivi de cet incident.

Deux jours après avoir signalé l'incident, M. Bruylant a reçu une réponse informatique disant que le problème était réglé. Il a donc annoncé fièrement cette bonne nouvelle au citoyen qui était à l'origine de la plainte.

Quelle ne fut pas sa surprise lorsque cette personne lui a expliqué la manière dont le problème avait été résolu ! On avait simplement rempli la déformation par de l'asphalte, sans l'ouvrir pour voir ce qui avait provoqué l'affaissement.

La suite ne s'est pas fait attendre : il n'a pas fallu 24 h pour qu'un effondrement de ± 1 m de profondeur sur une surface de 1 m² se produise, provoquant des dégâts à plusieurs véhicules circulant à cet endroit.

Les services communaux ont finalement balisé les lieux.

Malheureusement, une déviation résultant des travaux entrepris sur l'avenue Dolez dirigeait tout le trafic vers cet endroit avant l'effondrement et n'a pas été modifiée par la suite, alors que le trafic automobile y était devenu restreint et dangereux. Il aurait été évidemment judicieux de diriger le trafic vers l'avenue suivante, le temps de régler ce problème de façon correcte et définitive.

M. Bruylant n'a pas du tout l'intention de critiquer ce nouveau service, qui lui semble très utile et, comme il a pu le constater, très efficace en matière de communication. En revanche, si ce type d'incident venait à se produire régulièrement, ce nouveau service serait contre-productif pour la Commune parce qu'il donnerait aux Ucclois l'impression qu'on leur jette de la poudre aux yeux.

Le Collège peut-il assurer que cet épisode est un fait isolé et que les dossiers traités via le site Fix My Street ou tout autre biais seront étudiés avec l'expertise et la rigueur que les citoyens sont en droit d'attendre ?

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann est heureux que cette séance du Conseil communal donne lieu à une interpellation sur cette matière innovante. Il souligne aussi que les services communaux n'ont pas du tout exprimé des appréhensions face à une croissance éventuelle du nombre de signalements.

Au contraire, les services ont intégré ce nouvel outil avec beaucoup d'enthousiasme, en constatant qu'il est susceptible de rapprocher l'administration du citoyen et qu'il s'avère en outre un adjuvant efficace pour la gestion de l'administration elle-même.

Les citoyens sont en mesure de signaler les problèmes avec beaucoup de précision, puisque les photos sont géo-localisées, et, sur les 363 signalements effectués depuis le démarrage du programme voici maintenant 4 mois, 10 % étaient sans objet en raison d'erreurs de manipulation ou d'autres problèmes du même ordre, 30 % proviennent du public et 60 % émanent des services communaux eux-mêmes, ce qui prouve bien que Fix My Street est devenu un véritable outil de gestion interne.

Selon le rapport annuel 2013, le service de la Voirie intervient en moyenne 2.500 fois par an sur les 150 km de voiries et 300 km de trottoirs que compte le territoire communal. Ces interventions se répartissent de la façon suivante : 150 pour la pose d'asphalte à froid, 400 pour le rétablissement de bollards renversés, 150 pour le remplacement de bancs, de barrières parisiennes et de taques d'égouts et 1.800 pour le contrôle des chantiers relatifs aux trottoirs.

Le site Fix My Street représente une aide d'autant plus précieuse que le service de la Voirie a tendance à privilégier les interventions ponctuelles, les chantiers de longue durée étant plutôt confiés à des intervenants extérieurs en raison de leurs équipements plus adaptés et de leurs effectifs plus nombreux.

Pour ce qui concerne l'incident spécifique évoqué par M. Bruylant, un riverain a prévenu un autre échevin qu'il y avait un début d'enfoncement du revêtement d'asphalte. Puis, le 2 juillet, cet enfoncement a été signalé par M. Bruylant ainsi que par un agent du service de la Voirie. A ce moment-là, il n'y avait pas encore de trou. Le 4 juillet, le service de la Voirie a placé de l'asphalte à froid pour combler cet enfoncement et a contacté le service de la Propreté ainsi que Vivaqua, après avoir constaté que les deux avaloirs aux abords étaient bouchés. En effet, Vivaqua est la seule instance habilitée à intervenir en cas d'effondrements de voiries liés à ses installations en sous-sol. Mais en attendant, la Commune a décidé de procéder à une réparation ponctuelle le 4 juillet, pour éviter de bloquer la circulation dans une artère très fréquentée. Le service de la Propreté est intervenu le 15 juillet et le trou a été signalé le vendredi 18 juillet à 16h30, en plein horaire d'été. Dès lors, un autre riverain envoie un deuxième message le 19 juillet, via Fix My Street, en précisant que la signalisation établie a été déplacée. Mais cela signifie que le jour même où s'est produit l'effondrement, une signalisation a été mise en place par Vivaqua, qui est responsable du suivi du dossier. Puis, après toute une série d'échanges avec Vivaqua, la Commune a demandé qu'une déviation soit organisée via la rue de l'Aiglon. Vivaqua prévient alors que toutes les mesures de signalisation et de sécurisation sont prises et qu'elle attend l'accord de la Région, via le site Osiris, mis en place par l'administration régionale pour coordonner les chantiers, et les travaux attendus sont entrepris le 20 août.

Etant donné que le temps de réaction suite aux incidents est extrêmement bref, surtout si on tient compte du nombre d'interventions, il faut reconnaître que le service Fix My Street fonctionne plutôt bien et que le service de la Voirie s'est approprié de manière efficace ce nouveau dispositif.

Ce matin même, M. l'Echevin Biermann a encore reçu un mail de félicitations d'un habitant du Dieweg pour la rapidité de l'intervention qui a suivi un signalement de sa part via le service Fix My Street. Il invite donc tous les membres de l'assemblée à installer cette application sur leur smartphone et à signaler via le site www.fixmystreet.irisnet.be les incidents éventuels qu'ils auraient l'occasion d'observer.

**- Mme Fraiteur quitte la séance -
- Mevr. Fraiteur verlaat de zitting -**

5. Mme Francken : Plantations rue Xavier De Bue.

5. Mevr. Francken : Xavier De Buestraat.- Beplantingen.

Mme/Mevr. Francken a découvert cet été avec étonnement l'installation de bacs de plantes sur les trottoirs de la rue Xavier De Bue, entre le parvis Saint-Pierre et la chaussée d'Alseberg.

Ce tronçon de la rue Xavier De Bue ne fait-il pas partie de la boucle de trottoirs aménagés en vue d'un accès plus aisé pour les personnes à mobilité réduite (P.M.R.) ?

Mme Francken approuve la volonté de fleurir la Commune mais trouve particulièrement mal inspirée l'idée de réaliser des aménagements qui réduisent de manière importante l'espace disponible pour les piétons. De plus, des Ucclois l'ont informée que des bacs identiques ont été installés sur d'autres artères de la Commune.

Il est assez contradictoire de créer un Conseil consultatif des personnes ayant un handicap tout en diminuant encore davantage le peu d'espace disponible pour leurs déplacements. Il s'agit là d'un manque de respect envers les personnes les plus fragiles.

Après mesurage, il apparaît que la largeur du trottoir entre les bacs de plantes et les façades est de 1,30 m alors que la largeur minimale des trottoirs devrait être normalement de 1,50 m.

Par ailleurs, pourquoi le Collège a-t-il choisi de planter des espèces non indigènes ? Que compte-t-il faire de ces plantations durant la période hivernale ?

Mme Francken aimerait également savoir quel est le coût de ces aménagements et sur quel budget ces dépenses ont été imputées.

M. l'Echevin/de h. schepen Sax répond que les bacs ont été évidemment placés dans l'intention d'embellir le centre de la Commune d'Uccle, d'autres artères commerciales très fréquentées, telles que le quartier de la Bascule ou le tronçon de la rue Vanderkindere entre la rue Dodonée et la rue Gabrielle, et les alentours de la Maison communale. Le choix de l'essence des palmiers a été opéré pour mettre une touche d'originalité et souligner la saison estivale. Il s'agit d'une location qui a pris effet le 7 juillet et se terminera le 15 septembre 2014, le service Vert ne disposant malheureusement pas pour l'instant d'un endroit pour stocker ces bacs lors de la saison hivernale. Les bacs ont été installés de manière à entraver le moins possible la circulation des passants, y compris des personnes à mobilité réduite et des jeunes mères avec poussettes. Dans le quartier de la Bascule et la rue Xavier De Bue, les palmiers ont été placés du côté voirie, où sont déjà disposées des barrières parisiennes. Sur les autres sites, comme par exemple la rue Vanderkindere, ils ont été placés le long des façades en vue, afin de ne pas gêner le stationnement et l'ouverture des portières des véhicules automobiles. Par ailleurs, les branches basses des palmiers ont été coupées afin d'éviter tout désagrément. Les jardiniers ont été envoyés sur place dans les deux jours qui ont suivi la livraison des palmiers, pour les tailler de manière à ce qu'ils s'incorporent adéquatement aux endroits choisis. Il est néanmoins possible que dans certains cas, comme par exemple à la Bascule, les bacs aient été déplacés sans l'autorisation de la Commune. Ayant procédé lui-même à des mesures, M. l'Echevin Sax a constaté qu'il y a un passage libre de 2,40 m dans le haut de la rue Xavier De Bue à hauteur du magasin de bonbons, de 2,60 m à la Bascule à hauteur du magasin Paris-XL et de 1,60 m en d'autres lieux de passage.

La location des bacs et des plantes a été effectuée par l'A.S.B.L. Promotion des parcs publics et des espaces verts pour un budget total de 5.991 € (T.V.A. comprise), correspondant à une trentaine de palmiers.

Pour l'avenir, M. l'Echevin Sax va réfléchir à d'autres implantations possibles et au choix éventuel d'autres plantes d'espèces moins larges, en veillant toujours à ne pas entraver le passage et est avant tout animé par le souci de donner à la Commune une "ambiance verte", qui est appréciée par de nombreux concitoyens.

6. Mme Van Offelen : Ouvrir les jeunes Ucclois au monde par la promotion de la connaissance des langues.

6. Mevr. Van Offelen : Een open kijk op de wereld van de Ukkelse jongeren via de promotie van de talenkennis.

M. le Président/de h. Voorzitter précise que cette interpellation de Mme Van Offelen est reportée à la prochaine séance du Conseil communal, étant donné que Mme l'Echevin Delwart n'a pu se libérer à temps pour y répondre ce soir.

**- Le huis clos est prononcé -
- De gesloten zitting is bevolen -**

- La séance est clôturée à 22h40.-
- De zitting wordt opgeheven om 22u 40 -

Par ordonnance - Op bevel :
Le Secrétaire communal f.f.,
De wnd. Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,